LE CERCLE PROUDHON,
ENTRE EDOUARD BERTH ET GEORGES VALOIS

A l'époque où il publie ses *Méfaits des intellectuels*, en 1914, la grande idée du très sorélien Edouard Berth, décrit par Yves Guchet comme le « plus remarquable peut-être des collaborateurs » des *Cahiers du Cercle Proudhon*[1], est que Maurras et Sorel se complètent l'un l'autre à la façon d'Apollon et de Dionysos. « L'Action française qui, avec Maurras, est une incarnation nouvelle de l'esprit apollinien, par sa collusion avec le syndicalisme qui, avec Sorel, représente l'esprit dionysien, écrit-il, va pouvoir enfanter un nouveau *grand siècle*, une de ces *réussites historiques* qui, après elles, laissent le monde longtemps ébloui et comme fasciné »[2]. Berth, on aura l'occasion de le voir, changera d'avis par la suite. Mais il ne fait pas de doute que cette conclusion correspond alors aux leçons qu'il a tirés de sa participation aux activités du Cercle Proudhon, cénacle entouré aujourd'hui, près d'un siècle plus tard, d'une sorte d'aura mythique, mais dont l'histoire et la signification exigent d'être mises en perspective de façon plus large.

Le principal animateur du Cercle Proudhon n'a toutefois pas été Edouard Berth, mais Georges Valois, personnage atypique dont l'itinéraire, en dépit des quelques travaux qui lui ont été consacrés, reste encore trop peu connu.

De l'anarchisme à l'Action française

Georges Valois, de son vrai nom Alfred-Georges Gressent, est né le 7 octobre 1878 à Paris, dans une famille ouvrière et paysanne. Son père, un Normand venu s'installer comme boucher à Montrouge, meurt accidentellement trois ans plus tard. Sa mère, petite couturière d'origine bourguignonne, le fait élever par sa grand-mère et son second mari, Frédéric Eugène Marteau, un libre-penseur et farouche partisan de la République. Elevé à la dure, le jeune garçon ressent bientôt l'envie de voir du pays. A l'âge de dix-sept ans, après avoir exercé divers petits métiers, il s'embarque pour Singapour. Il restera dix-huit mois en Asie, où il apprend le malais et se lance dans le commerce. C'est dans une librairie de Saïgon qu'il découvre un petit livre publié en 1872 par Jean Richepin, *Les réfractaires*, qui annonce la mort de la bourgeoisie et le triomphe du prolétariat. Cette lecture le fascine. Sous son influence, il devient anarchiste.

Rentré en France en juillet 1897, le jeune Valois va donc d'abord fréquenter les milieux révolutionnaires, principalement anarchistes. Il s'intègre au groupe de *L'Art social*, qui s'est constitué autour du poète anarchiste Gabriel de La Salle, où il fait la connaissance du grand Fernand Pelloutier, véritable créateur du syndicalisme ouvrier français, qui a fondé en 1892 les Bourses du Travail et qui rédige alors une revue intitulée *L'ouvrier des deux-mondes*, de Paul Delesalle, qui vient d'être élu secrétaire adjoint de la Confédération générale du travail (CGT), de Jean Grave, directeur de l'hebdomadaire anarchiste *Les Temps nouveaux*, d'Augustin Hamon, qui anime *L'Humanité nouvelle*, du futur ministre Albert Métin, de Léon Rémy, qui fut le traducteur de Marx, de Sébastien Faure, de Charles-Albert, etc. Valois publie son premier article dans *Les Temps nouveaux*. Il est aussi remarqué par Augustin Hamon, qui décide de le prendre comme collaborateur. Pendant plus d'un an, Valois sera secrétaire de *L'Humanité nouvelle*, après quoi une brouille séparera les deux hommes.

C'est à *L'Humanité nouvelle*, alors qu'il a tout juste vingt ans, que Valois fait la connaissance de Georges Sorel, venu apporter le manuscrit de son petit livre sur *L'avenir socialiste des syndicats*, qui paraîtra en mars-avril 1898. « Nous sommes quelques uns, dira-t-il plus tard, à lui devoir une grande délivrance. C'est lui qui nous a arrachés définitivement à la démocratie, dont les préjugés habitaient la pensée des anarchistes, bien qu'ils s'en défendissent […] Sorel nous décrassa totalement par des raisons tirées de la philosophie prolétarienne qu'il construisait ». Et d'ajouter : « Anarchistes, nous jugions les parlementaires socialistes à peu près de la même manière que nous jugeons ces bonhommes de l'Action française. Nous les regardions comme des bourgeois (qu'ils étaient) qui avaient inventé une nouvelle manière de duper le peuple, et nous avions absolument raison […] Nous tenions d'ailleurs en parfait dédain la pensée socialiste, hors celle de Marx, qui était déjà d'une platitude écœurante. Néanmoins, un certain nombre d'anarchistes avaient du respect pour Sorel, que l'on regardait comme le seul penseur socialiste »[3].

Après cette première expérience journalistique, Valois, en 1900, est appelé sous les drapeaux. Il fait son service militaire au 46e régiment d'infanterie à Fontainebleau. L'anarchiste antimilitariste qu'il est encore va s'y découvrir enchanté par l'armée ! Lorsqu'il la quitte au bout de six mois, pour raisons de santé, c'est en « ayant repris contact avec le vrai peuple et les idées révolutionnaires fortement atteintes » – du moins est-ce ce qu'il dira vingt ans plus tard[4]. Il a en fait le sentiment d'avoir découvert le « peuple réel ». S'y ajoute un élément plus subjectif : « Dès que nous commençons le service en campagne, je découvre avec stupeur que j'ai une admiration secrète pour cette autorité qui donne tant d'ordres aux mouvements des hommes. J'en suis indigné [sic], mais mon sang est plus fort que les idées de Kropotkine ». Le voici donc acquis à l'idée d'autorité. Son anarchisme s'effondre du même coup[5].

Fin 1901, il se voit offrir un préceptorat en Russie, dans la famille du gouverneur de la province de Kaunas, Emmanuel Alexandrovitch Vatatzi, dont il va s'occuper du fils cadet, Alexandre (lequel sera tué à la guerre, en 1916). C'est durant son séjour en Russie qu'il rencontre une Française d'origine helvéto-alsacienne, Marguerite Schouler, qu'il épouse sur place, là aussi, sans doute, qu'il est gagné à l'antisémitisme. Revenu à Paris en août 1903, il entre comme secrétaire chez Armand Colin, alors dirigé par Max Leclerc, et découvre l'œuvre de Charles Péguy. En 1904, il adhère au premier syndicat des employés de l'édition, ce qui lui permet de faire la connaissance de Pierre Monatte, futur créateur de *La Vie ouvrière*, puis de *La Révolution prolétarienne*. En 1907, il participera lui-même à la création d'un nouveau

syndicat des employés de l'édition affilié à la CGT. C'est à cette époque qu'il adopte le pseudonyme de Georges Valois, afin de ne pas risquer de perdre son emploi.

Ses idées se sont alors nettement infléchies à droite. En juin 1905, appelé à rédiger une notice de dictionnaire, il écrit : « Qui veut la vie doit accepter le travail, qui veut le travail doit accepter la contrainte, et par conséquent le chef ». Cette phrase est une sorte de résumé de son premier livre, qu'il publie l'année suivante, à l'âge de vingt-sept ans, sous un titre à demi énigmatique : *L'homme qui vient*.

En même temps qu'une critique philosophique de Jean-Jacques Rousseau, de Kant et de Karl Marx[6], *L'homme qui vient* est une exaltation du principe d'autorité, qui emprunte dans une certaine mesure aux idées de Nietzsche. « Je dois à Nietzsche ma libération », écrit d'ailleurs Valois dans l'introduction[7]. Ce n'est que par la suite, et sous l'influence de Maurras, qu'il reniera plus ou moins cette composante nietzschéenne de son inspiration. Dans ce premier livre, en revanche, on ne décèle aucune influence de la pensée de Sorel. Valois, du reste, adhère de toutes ses forces à une philosophie de l'Etre, qu'il oppose à celle du devenir. Or, la philosophie sorélienne est une philosophie du devenir. Valois va encore jusqu'à écrire que « cette prétendue œuvre de progrès et de vie, le socialisme, est en vérité la pire œuvre de régression et de mort »[8]. Il ajoute que « le socialiste est l'homme paresseux, jaloux, envieux, orgueilleux. C'est un homme qui aime la richesse et les jouissances de la vie, mais ne veut pas faire l'effort pour les obtenir »[9].

Pour justifier l'autorité, le jeune auteur n'hésite pas à faire appel à la science. Il s'appuie notamment sur les idées du biologiste René Quinton qui, s'opposant aux thèses darwiniennes, soutient que la vie a trouvé dès l'origine sa perfection dans des conditions physico-chimiques déterminées, que l'évolution tend par la suite à détruire. La vie étant menacée, poursuit Valois, il est du devoir de l'homme de lutter contre les menaces qui pèsent sur elle, afin, comme il le dira plus tard, de « maintenir par des créations continues les conditions dans lesquelles l'activité cellulaire de l'être humain se maintient à son plus haut degré dans un milieu naturel qui lui est de moins en moins favorable »[10]. Valois affirme que c'est par le travail que l'homme peut faire face aux menaces. Mais en même temps, il constate avec lucidité que l'homme a tendance à tout faire pour échapper au travail. Loin d'en tirer argument contre le travail, il en retire au contraire l'idée que le travail doit être imposé. Le travail implique l'organisation, donc l'autorité. Toute sa philosophie de l'autorité se fonde donc sur la nécessité du travail, qui permet à l'homme de réagir contre l'effet défavorable des forces naturelles. Ce point est intéressant, car il montre que Valois n'assigne nullement à la société le rôle de suivre les « lois naturelles », ce en quoi il se distingue des darwinistes sociaux, mais la conçoit au contraire comme une seconde nature opposée à la première, idée qui se rencontre en général plutôt à gauche. Après quoi, opérant un brusque renversement (et c'est ici que l'influence de Nietzsche est sensible), il fait entrer en scène l'« homme au fouet » qui, en manifestant l'autorité nécessaire pour contraindre ses semblables à se mettre au travail, apparaît comme le créateur de la civilisation. Valois en déduit qu'un régime autoritaire convient mieux à l'homme que la démocratie : « Si la domination de l'homme au fouet doit être éternelle, c'est que la contrainte sera éternellement nécessaire pour que l'homme travaille. Car le travail ne sera jamais un plaisir »[11]. Aussi résume-t-il en ces termes « la règle éternelle de la vie : respecter l'autorité, travailler et prier »[12].

C'est à la suggestion de Paul Bourget, à qui il est allé présenter son livre, que Valois

rencontre pour la première fois Charles Maurras. La première entrevue entre les deux hommes a lieu en mars 1906, et le courant passe aussitôt : « Dès que la conversation fut ouverte, j'eus le sentiment que cette fois j'étais bien au port »[13]. Devenu catholique et monarchiste, après une « dérive intellectuelle de plusieurs années »[14], Valois rejoint donc l'Action française, où il continuera à militer jusqu'en 1925. « Lorsqu'en 1906, il adhère à l'Action française, après avoir fréquenté les milieux anarchistes, écrit Yves Guchet, Valois croit entrer dans le mouvement le plus apte à réconcilier la classe ouvrière avec l'Ordre et l'Autorité »[15]. De fait, c'est à cette réconciliation qu'il va d'abord s'employer.

Fin 1907, entre le 15 septembre et le 1er décembre, il publie dans la revue *L'Action française* – le journal quotidien du même nom n'a pas encore été créé – une série d'articles qu'il réunira l'année suivante dans une brochure intitulée *La révolution sociale ou le roi*. L'une des parties de l'ouvrage s'intitule « Royalisme et syndicalisme ». Valois y reconnaît explicitement la réalité des classes sociales : « Royalistes, nous sommes syndicalistes. Ce n'est pas nous qui chercherons à faire disparaître l'esprit de classe »[16] – mais il récuse l'idée de révolution sociale au nom d'une conception communautaire de la société.

Il se lance ensuite dans une grande enquête sur la monarchie et la classe ouvrière, visiblement inspirée de l'*Enquête sur la monarchie* réalisée par Charles Maurras à partir de 1900, et dont les résultats paraissent d'abord durant un an, entre le 25 avril 1908 et le 10 mai 1909, dans la *Revue critique des idées et des livres*, avant de donner matière à un livre de 400 pages, dédié à Maurras. La *Revue critique* est alors dirigée par Jean Rivain, fondateur de la Nouvelle Librairie nationale (la maison d'édition de l'Action française), qui sympathise avec Valois et a fréquemment exprimé des vues proches des siennes[17]. L'enquête réunit les réponses, commentées par Valois, d'une douzaine de « militants et théoriciens syndicalistes », dont Georges Sorel, Robert Louzon, alors rédacteur au *Mouvement socialiste* et à *La Guerre sociale*, Georges Deherme, Jean Grave, Paul Ader, Raoul Lenoir, Emile Janvion, Michel Darguenat, Emile Guillaumin et quelques autres, à qui Valois, dans un climat politique et social très tendu, a posé six questions, la première étant « La République est-elle un bien pour la classe ouvrière ? », et la quatrième : « Sinon, quelle solution espérez-vous ? La Révolution sociale ou le Roi ? L'Anarchie ou la Monarchie ? » Les réponses escomptées étaient évidentes.

Valois n'aura qu'à demi satisfaction. D'abord, il ne parviendra pas, à quelques exceptions près, à obtenir les réponses de beaucoup de personnalités de premier plan. D'autre part, si ses interlocuteurs seront presque unanimes à condamner la République parlementaire, pratiquement aucun n'opinera en faveur de la monarchie. Emile Janvion, secrétaire du syndicat des employés municipaux, répond par exemple : « La classe ouvrière ne se préoccupe nullement de son organisation dans un régime royal. C'est le dernier de ses soucis, le problème ne se pose même pas »[18]. L'anarchiste Jean Grave est plus sévère encore, qui déclare sans ambages que la monarchie est « bien enterrée » et qu'« il faut avoir le cerveau fossilisé pour espérer restaurer cette ruine branlante »[19] ! Quant à Georges Sorel, dont la réponse a été placée en tête du livre, il explique à Valois pourquoi le retour à la monarchie ne peut être qu'un rêve : « Il y a un fait qui me semble dominer toute la question : c'est le fait de 1871. Une assemblée royaliste a fait massacrer à Paris plus de 300 000 hommes [...] Les massacres de mai 1871 ont déterminé toute l'histoire de la troisième République »[20]. Seul parmi ses interlocuteurs le syndicaliste royaliste Michel Darguenat, rallié à l'Action française, consentit à exprimer dans sa réponse quelque sympathie pour la monarchie. La publication du

livre, enfin, n'eut pratiquement pas d'écho. En tant que manœuvre visant à convaincre les dirigeants de la CGT des mérites de l'idée monarchique, l'enquête se solda donc par un échec. L'hostilité envers les mœurs parlementaires manifestée par la plupart des personnes interrogées permit néanmoins à Valois de convaincre l'entourage de Maurras que son effort méritait d'être poursuivi.

Concernant Valois lui-même, le fait nouveau est que les commentaires, parfois empreints d'antisémitisme, qu'il publie dans son *Enquête* montrent qu'il admet désormais l'idée de lutte des classes, que les monarchistes avaient constamment rejetée (et qu'il avait lui-même repoussée jusque là). Valois va même jusqu'à louer l'« esprit de classe », dont il dit qu'elle « est une vieille chose chez nous », assurant que la monarchie ne peut qu'approuver le fait que « la classe ouvrière veut créer pour sa défense des organismes de classe ». L'optique dans laquelle il se situe n'en est pas moins largement dominée par l'idée de réconciliation sociale. Sa thèse essentielle est que la monarchie, étant indépendante des partis, est seule à pouvoir dépasser les antagonismes sociaux, en se faisant l'arbitre permanent des classes en conflit, « pour les obliger les unes et les autres à respecter les règles du jeu ». « Qu'avais-je conçu, écrira-t-il en 1921 ? Que, pour maintenir la bourgeoisie dans sa fonction de directrice du travail, il fallait qu'elle fut contrainte à l'action à la fois par une vie ouvrière ardente, nullement pacifique, et par un monarque tenant l'Etat au-dessus des partis bourgeois qui cherchent à l'exploiter »[21].

« Mon adhésion à la monarchie, dira encore Valois, comportait l'utilisation des thèses soréliennes. Elle était l'aboutissement de mes réflexions sur le travail et sur la vie syndicale des temps modernes »[22]. Le terme choisi est révélateur. Valois « utilise » en effet les thèses soréliennes, mais il les détourne largement de son sens. Même si Sorel a écrit que seule une classe ouvrière ardemment révolutionnaire peut rendre à la bourgeoisie sa « mission » historique, il n'a en effet jamais dit que cette mission consistait dans la « direction » du travail. Pour Sorel, l'idée de réconciliation sociale, de dépassement des antagonismes sociaux au profit de l'unité nationale n'est qu'une mystification. On voit par là que l'objectif de Valois n'est alors nullement de faire disparaître la bourgeoisie, mais de contenir ses mauvais penchants grâce à un « monde ouvrier organisé », l'objectif final étant de parvenir à un « équilibre » au sein d'une nation elle-même « bien organisée ».

Or, comme l'a bien noté Zeev Sternhell, « le refus de tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à des valeurs bourgeoises, ou à une collaboration avec la bourgeoisie, constitue alors l'essence même du syndicalisme révolutionnaire »[23]. L'antibourgeoisisme de Valois n'a pas le même caractère. Non seulement Valois n'entend pas faire disparaître la bourgeoisie, mais il lui reconnaît au contraire des mérites éminents. Il pense certes que la monarchie et le prolétariat constituent contre elle d'utiles « remparts », mais il croit surtout qu'il y a une bonne et une mauvaise bourgeoisie, l'une consciente et respectueuse des intérêts nationaux, l'autre plus essentiellement spéculatrice (on retrouve ici l'opposition naïve, classiquement faite à droite, entre le capitalisme industriel et le capitalisme spéculatif, toujours suspect de « cosmopolitisme »). Et c'est encore de façon assez typiquement droitière qu'il rêve de réconciliation des classes sociales, d'harmonie entre intérêts opposés. De telles convictions se retrouveront d'ailleurs constamment dans ses écrits d'avant 1925-30. Dans le dernier *Cahier* du Cercle Proudhon de 1912, Valois expliquera ainsi que la grande faute de la Révolution française est, non pas d'avoir mis la bourgeoisie au pouvoir, mais d'avoir brisé le « corps bourgeois » qui jouait un rôle positif sous l'Ancien Régime en ne laissant prospérer que des

bourgeois « ploutocrates », ayant perdu le « sentiment de la dignité professionnelle » et l'« orgueil et l'honneur » de leur classe – affirmation pour le moins étonnante, qui revient à ignorer que la Révolution fut la conséquence directe de la montée de la classe bourgeoise. Il est vrai que pour Valois, la bonne bourgeoisie est « française », par opposition à la bourgeoisie « judaïsante », comme si la première avait moins l'égoïste souci de ses intérêts que la seconde. Dans le système monarchique, assure Valois, « les antagonismes utiles à la vie d'une nation se produiront heureusement, dans la paix civile, et la bourgeoisie française se reformera, ardente et forte, pour remplir, dans la production et la conservation des richesses nationales, sa fonction historique, interrompue pendant un siècle »[24]. Même distinguo en 1924 : « Le bourgeois est grand dans la nation lorsqu'il reconnaît que sa fonction est une fonction subordonnée. Alors les services qu'il rend sont immenses ; le bourgeois est le pire des anarchistes et des destructeurs lorsqu'il prétend que sa fonction est la première dans l'Etat politique »[25].

Yves Guchet l'a très bien remarqué : « S'il est un point sur lequel Valois s'est séparé de Sorel – tout au moins jusqu'en 1930 –, c'est bien celui de l'appréciation de la fonction sociale de la bourgeoisie. Alors que, pour Sorel, la bourgeoisie, dans son ensemble, est devenue une classe parasite, obsédée de *paix sociale*, dont le représentant type est l'intellectuel, qui à force d'astuce et de rouerie pénètre dans le monde gouvernemental, pour Valois le bourgeois demeure essentiellement un producteur : "C'est un chef de travail, chef industriel et commercial, qui risque dans une entreprise industrielle ses biens et ses efforts, et parfois les deux".. »[26]. Georges Sorel, en effet, attribue à l'élément polémologique une beaucoup plus grande importance : en exaltant le « mythe » de la grève générale, le recours à la violence et l'action directe, il veut avant tout inciter la classe ouvrière à restaurer en elle les vertus héroïques et militaires qui furent les siennes, et ce dans une optique qui ne saurait souffrir de compromis. Allen Douglas remarque à ce propos combien, en comparaison des vues « dynamiques » de Sorel, celles de Valois apparaissent « statiques (et utopiques) »[27]. Philosophiquement, redisons-le, et pour employer ses propres termes[28], Valois est alors du côté de l'Etre, tandis que Sorel est du côté du devenir. Sorel, en outre, rejette toute conception organiciste de la société, qui reste très présente dans l'entourage de Valois. Ce dernier, enfin, n'a jamais subi l'influence de Marx. Il rejette d'un même mouvement le principe libéral de la concurrence pure et parfaite et de l'autre la conception marxiste de la lutte des classes, que Sorel place au contraire au centre de sa pensée.

On retrouve les mêmes ambiguïtés vis-à-vis de la notion de progrès. Valois récuse certes, tout comme Sorel, la métaphysique et la « religion du progrès », c'est-à-dire la croyance selon laquelle l'homme serait appelé à devenir toujours meilleur sous l'effet de la civilisation, mais il ne récuse nullement le progrès technique, dont il fait au contraire l'outil privilégié par lequel l'homme peut se protéger de la nature et améliorer sa condition. Les machines ne sont pour lui que les « esclaves du monde libre ». Valois, par la suite, ne se défera jamais de cette conception positive de la technique, ce qui l'amènera à faire toujours confiance aux ingénieurs, aux techniciens, voire aux savants, pour organiser la vie économique. Dans les années 1930, à l'époque des « planismes », de la « mystique du plan » et de la technocratie naissante à laquelle adhèreront nombre des « relèves » nouvelles, que l'on retrouvera parfois plus tard à Vichy, il prônera même « l'Etat technique » organisé pour diriger rationnellement la production.

Vers 1908, il est en tout cas évident que Valois aspire moins à une sociétés sans classes

qu'à une société strictement ordonnée au principe hiérarchique et élitiste. Comme l'écrit Alessandra La Rosa, « c'est la constitution mentale, et non la situation sociale, qui compte pour Valois. La pauvreté est seulement une condition d'injustice initiale due au hasard, qui peut être surmontée par la volonté de puissance de l'homme »[29]. Edouard Berth, de son côté, soulignera que Valois n'a jamais voulu fonder un « syndicalisme royaliste », mais seulement affirmé « que la monarchie formerait un *milieu politique* plus favorable que la République au développement d'un syndicalisme vraiment autonome »[30]. Valois fait confiance à l'Etat, identifié à la monarchie, pour « contrôler la ploutocratie », là où Sorel ne fait confiance qu'aux masses ouvrières.

Georges Valois a-t-il donc jamais été sorélien ? Allen Douglas pense, non sans raison, qu'il l'était sans doute moins qu'il ne le croyait lui-même[31]. Valois a pour sa part tenu sur ce point des propos assez contradictoires. En 1921, il écrira : « Je dois à Sorel ma direction définitive. J'ai longtemps hésité entre la psychologie et l'économie politique, c'est lui qui a dirigé ma passion de la connaissance vers l'étude des phénomènes économiques. Mais, bien que j'aie largement profité des travaux de Sorel, je n'ai presque jamais été de ses disciples à proprement parler. Sorel, profondément pénétré par la philosophie allemande, et que l'on classerait parmi les hégéliens s'il était possible de le classer, a toujours été marxiste, bien qu'il ait fait une forte critique de certaines thèses de Marx ; il a eu un grand penchant pour Proudhon, plus sentimental, plus moral qu'intellectuel ; et chez lui, dans ces dernières années, Marx a vaincu Proudhon. Pour moi, même au temps où j'étais sans réaction devant Sorel, j'étais en opposition à l'égard de tout ce qui venait d'Allemagne, je n'ai jamais ouvert un livre de philosophie allemande sans me tenir instinctivement sur la défensive, je n'ai jamais eu de goût que passager pour Nietzsche, et c'est à vingt ans que j'ai commencé à faire pour moi-même la critique du marxisme »[32]. Donc sorélien, mais pas trop. Quand on voit ce que Valois écrivait sur le socialisme en 1906, on a d'ailleurs peine à croire qu'il ait pu adhérer sincèrement aux idées de Sorel seulement quatre ans plus tard. Cela ne l'a certes pas empêché d'admirer le « père Sorel » – expression alors répandue dans les milieux syndicalistes– , ni de dédier à sa mémoire l'un de ses ouvrages[33]. Son antimarxisme et sa germanophobie ne l'en ont pas moins empêché d'adhérer à la « nouvelle école » de Sorel. On peut considérer que Valois n'a jamais été véritablement sorélien avant les années trente, ce en quoi il se distingue radicalement d'Edouard Berth.

Georges Sorel et Edouard Berth

Engagé depuis la fin des années 1880 dans une vaste réflexion politique, philosophique, économique et sociale, rallié au socialisme vers 1892, Georges Sorel a commencé par être un marxiste de parfaite obédience. A partir de mars 1894, il collabore régulièrement à l'une des premières revues marxistes créées en France, *L'Ere nouvelle*. Dès 1897, cependant, après un engagement dreyfusard, il participe au débat sur la crise du marxisme en prenant contre Antonio Labriola le parti des thèses « révisionnistes » du social-démocrate allemand Eduard Bernstein, puis, aussitôt après, sous l'influence de Fernand Pelloutier, il découvre les principes du syndicalisme révolutionnaire dans un livre publié la même année par l'anarchiste italien Saverio Merlino.

Sorel a d'abord perçu le marxisme comme une véritable science, mais il a très vite rejeté le déterminisme économique associé à l'orthodoxie marxiste, ce qui l'a amené à proposer une

réinterprétation du marxisme synonyme pour lui d'un retour au « marxisme de Marx ». Il rejette par ailleurs la notion de « progrès », à la lumière de la pensée de Pascal et de Vico, mais aussi de Eduard von Hartmann. Philosophiquement, il a subi l'influence de Max Nordau, Théodule Ribot, Gustave le Bon et surtout Henri Bergson, qui l'ont convaincu des sources non rationnelles des motivations humaines. Rejetant le scientisme avec Bergson, il n'en est pas moins convaincu de la valeur de la méthode scientifique, à laquelle il adhère. Sa théorie du « mythe » politique est à comprendre en ce sens. Comme il le dit dans sa lettre à Daniel Halévy figurant en tête des *Réflexions sur la violence* (1908), le mythe est pour lui le contraire de l'utopie. C'est une façon de mobiliser les énergies autour d'objectifs parfaitement concrets. Dans son livre sur *La décomposition du marxisme* (1908), il écrit même que Marx a toujours décrit la révolution sous la forme d'un mythe – le mythe par excellence étant pour lui celui de la grève générale. Fondamentalement, le socialisme est pour lui une « question morale » au sens où sa mise en œuvre implique ce que Nietzsche appelait une réévaluation de toutes les valeurs. La morale dont il se réclame est celle, plutôt sévère, sinon austère, de Proudhon.

Entre 1901 et 1907, Sorel a publié quatre articles dans les *Cahiers de la Quinzaine*, avant de rompre en 1912 avec Péguy dans des circonstances restées quelque peu obscures. Il a aussi fait paraître des articles dans *La Revue socialiste*, créée en 1885 par Benoît Malon, ainsi que dans de nombreuses publications syndicalistes italiennes. Mais en France, c'est surtout dans *Le Mouvement socialiste* qu'il a fait paraître ses textes les plus importants. Fondée en janvier 1899 par Hubert Lagardelle, cette revue, dont Sorel restera longtemps l'un des principaux collaborateurs, aura une audience importante dans le monde ouvrier, tant en France qu'à l'étranger. A partir de 1903, elle est éditée par la Librairie Cornély – ce Cornély étant un ancien journaliste d'extrême droite rallié au socialisme –, puis passe en 1907 aux éditions Marcel Rivière, chez qui Lagardelle créera une collection, « La bibliothèque du mouvement socialiste ». Les rapports avec Rivière s'étant dégradés, la revue sera publiée à partir de 1910 aux éditions Giard et Brière. Elle disparaîtra en 1914[34].

La notion de syndicalisme révolutionnaire a commencé à se répandre dans les milieux socialistes et ouvriers français dans le courant de l'année 1903. Ses principaux propagateurs sont alors Hubert Lagardelle, Edouard Berth et Charles Guieysse. A la même époque, *Le Mouvement socialiste* appuie la stratégie de grève générale que la CGT a mise à l'ordre du jour après la victoire du courant révolutionnaire au congrès de Bourges, tandis que Lagardelle dénonce avec vigueur les institutions démocratiques et le jeu des partis parlementaires[35]. Dans *Le Mouvement socialiste*, l'ex-guesdiste Pierre Dormoy est également le premier à opposer l'action du syndicat à celle du parti, considéré comme étranger aux pratiques de la classe ouvrière[36]. Le syndicalisme révolutionnaire touche nombre de déçus de Jaurès, notamment par l'intermédiaire de revues comme *Pages libres*, animée notamment par Charles Guieysse, *L'Avant-Garde* ou les *Cahiers de la Quinzaine* de Péguy. Georges Sorel y adhère publiquement le 1er juillet 1905, dans un article du *Mouvement socialiste*, avant de s'imposer rapidement comme le principal théoricien du mouvement, tant en France qu'en Italie. (Il entretient à la même époque une correspondance suivie avec Benedetto Croce, Vilfredo Pareto et Mario Missiroli).

Par opposition au socialisme politique – représenté par le guesdisme ou par le socialisme parlementaire d'un Jaurès –, le syndicalisme révolutionnaire se veut un « socialisme prolétarien ». Rejetant les partis politiques, donnant la priorité aux syndicats, il refuse du même coup la démocratie parlementaire, qu'il distingue mal de la démocratie tout court.

L'idée générale est que le syndicalisme doit se tenir en dehors des partis, car il est lui-même le « parti du travail ». Sorel se disait lui-même révulsé à l'idée que les syndicats soient menés « par des gens qui apportent dans le prolétariat les mœurs de la politique »[37]. Le syndicalisme révolutionnaire s'affirme donc à la fois partisan de la lutte des classes, révolutionnaire et antidémocrate. Quant aux moyens, il en tient avant tout pour l'action directe et la grève générale. Ses thèses triompheront à l'intérieur de la CGT lors du congrès d'Amiens de 1906, qui adoptera le texte de la célèbre « Charte d'Amiens ».

Edouard Berth est précisément l'un des tenants les plus convaincus du syndicalisme révolutionnaire. Aîné de trois ans de Georges Valois, Camille Edouard Berth est né à Jeumont, sur la frontière belge, le 1er juillet 1875. Huitième enfant d'une famille de quatre garçons et cinq filles, son père, Alphonse Berth, maître des forges à Jeumont, est d'origine wallonne, sa mère, Stéphanie de Facqz, d'origine flamande (un de Facqz figure parmi les édiles de la mairie de Bruxelles dont une rue porte le nom).

Ses parents ayant très tôt disparus, c'est la sœur aînée, Marie, qui s'occupe de la fratrie. Pensionnaire au lycée de Douai, où les conditions de vie sont plutôt rudes (en hiver, on casse la glace dans les lavabos) et la discipline sévère, le jeune Camille – ce n'est que par la suite qu'il emploiera son second prénom – s'imprègne de la culture classique qui est alors à la base de l'instruction publique. Un carnet de jeunesse où il a soigneusement recopié des textes en latin de Lucrèce et de Virgile, en grec de Sophocle et d'Anacréon, en allemand de Goethe, ainsi que des poèmes des Parnassiens (Leconte de Lisle, Sully Prudhomme, le premier Verlaine…), témoigne de ses connaissances et des ses goûts littéraires. Très apprécié de ses professeurs, il excelle en philosophie et décroche un 19 au baccalauréat. En 1893, il est à Paris et s'inscrit en hypokhâgne au lycée Lakanal, mais échoue en 1896 au concours d'entrée de la rue d'Ulm et se rabat sur une licence à la Sorbonne. C'est aussi le moment où il publie ses premiers articles dans les milieux socialistes et anarcho-syndicalistes, devenant aussi l'indéfectible ami de Georges Sorel, sous l'influence de qui il abandonne la préparation de son agrégation pour se mettre au service exclusif du prolétariat.

Il écrit dans *Le Mouvement socialiste* dès l'année de sa création, en 1899. La même année, il épouse Jeanne Rency, âgée de seize ans, fille du premier lit de Marie-Louise Devolder qui, devenue veuve, s'était remariée avec son frère aîné, Alphonse. En quête d'un emploi pour faire face au besoin du ménage, il passe avec succès un concours d'entrée à l'Assistance publique. Jusqu'à sa retraite, dans les années trente, il sera l'économe de divers établissements : l'hospice d'Ivry, puis en 1910 l'hôpital Beaujon, alors situé rue du Faubourg Saint-Honoré, la maison La Rochefoucauld, avenue d'Orléans, et enfin la Fondation Galignani, à Neuilly, qui accueille de vieux écrivains ou artistes en difficulté. Afin de pouvoir poursuivre son activité de publiciste et d'écrivain, il s'efforce de limiter ses tâches administratives et refusera toujours le moindre avancement. « Tu n'as pas besoin d'un second bifteck », a-t-il coutume de dire à sa femme. Pourtant, en 1909, son salaire mensuel n'était que de 150 F[38].

Auteur d'une œuvre importante, où l'influence de l'auteur des *Réflexions sur la violence* se conjugue à celles de Marx et surtout de Proudhon, il est à coup sûr « l'un des meilleurs disciples et interprètes de Sorel », comme l'écrit Fabien Desmeaux, qui ajoute : « Les écrits politiques de Berth doivent être considérés vraiment comme ceux d'un commentateur sérieux et d'un disciple fidèle de Georges Sorel »[39].

Dans ses premiers ouvrages, *Dialogues socialistes* et *Les nouveaux aspects du socialisme*[40], Edouard Berth s'est efforcé de tracer pour le mouvement ouvrier une « troisième voie », distincte à la fois du guesdisme et de l'anarchisme, et qui s'est très tôt confondue avec le syndicalisme révolutionnaire. Au guesdisme, il reproche son étatisme « napoléonien », sa conception exclusivement politique et avant-gardiste du marxisme, son refus de reconnaître à la classe ouvrière tout statut d'autonomie, sa volonté de faire du syndicat un simple auxiliaire du parti. A l'inverse, ce que critique Berth dans l'anarchisme, c'est son hostilité de principe à toute autorité, à toute hiérarchie, à toute discipline, et par suite, selon lui, à toute civilisation. Les anarchistes, dit-il, conçoivent l'atelier de l'avenir comme une sorte d'« abbaye de Thélème ». Ils nient le caractère social de la liberté, et c'est par là qu'ils se révèlent comme les tenants d'un « bourgeoisisme exaspéré ». « On peut scruter la pensée de tous les écrivains à tendances anarchistes, assure Berth : on retrouvera cette même haine de la civilisation, entendue comme régime de contrainte, comme discipline, venant *forcer* l'homme à travailler, à suivre une autre pente que celle de la nature »[41]. Le syndicalisme révolutionnaire, lui, pose les choses tout autrement. « Le syndicalisme, écrit Berth, reconnaît parfaitement que la civilisation a débuté et dû débuter par la contrainte, que cette contrainte fut salutaire, bienfaisante et créatrice, et que si l'on peut espérer un régime de liberté, sans tutelle patronale comme sans tutelle étatique, c'est encore grâce à ce régime de contrainte lui-même qui a discipliné l'humanité et l'a rendue peu à peu capable de s'élever au travail libre et volontaire »[42]. Et d'ajouter que « la *maîtrise syndicale* qui remplacera *la maîtrise patronale* sera sans doute, et plus légitimement, aussi rude, aussi sévère, aussi impitoyable pour l'indiscipliné, le paresseux, le réfractaire, qu'a pu l'être le capitalisme lui-même »[43] !

Cette dernière thèse rappelle d'assez près celle soutenue par Georges Valois dans *L'homme qui vient*. Dans l'un et l'autre cas, la civilisation est posée comme antagoniste de la nature humaine. A Rousseau comme aux anarchistes, Berth n'oppose pas l'argument que la nature humaine diffère de ce qu'ils en disent, mais au contraire l'argument que c'est en contradiction avec la nature humaine telle qu'ils la décrivent et telle qu'elle est, que la civilisation s'est formée. Rien ne lui est donc plus étranger que l'idée d'une culture qui prolongerait la nature sous d'autres formes, sans solution de continuité. Comme Valois, Berth n'est pas loin de penser que l'autorité nécessaire à l'organisation du travail est ce qui permet à l'homme de se sortir de la médiocrité de son état de nature en se dotant d'une civilisation qui implique elle-même d'aller, sous la contrainte, à l'encontre de nos penchants naturels. La notion de travail est valorisée dans la mesure même où le travail conditionne la production, l'objectif final étant d'instituer « le groupement libre et égalitaire des ouvriers possesseurs de leurs instruments de travail et maîtres de leur force collective qui jusqu'ici s'est aliénée entre les mains du Capital et de l'Etat » – c'est-à-dire de fonder la « société des producteurs ». Le travail est donc la base et le « ciment » de la cité socialiste. Il n'est pas vu comme aliénant, mais comme intrinsèquement libérateur, pour autant bien entendu qu'il échappe à l'emprise du capital. Le machinisme lui-même n'est pas mis en question. Le thème de l'aliénation de l'homme par la machine (ou la technique) est totalement étranger à Edouard Berth, tout comme la critique de l'idéologie du travail, dont il ne perçoit nullement l'origine moderne. Mais la notion de travail a chez Berth une portée plus large que chez Valois. Avec trente ans d'avance, celui-ci anticipe certaines vues exposées par Jünger dans *Le Travailleur*. Chez lui aussi, le notion de travail déborde largement la sphère économique ; elle caractérise un mouvement général des choses, censé voir dépérir les valeurs bourgeoises et consacrer l'avènement d'un type d'homme nouveau.

Berth pose par ailleurs comme absolument synonymes la démocratie et l'Etat. Et c'est ce refus radical de la démocratie, partagé alors par tous les tenants du syndicalisme révolutionnaire, à commencer par Sorel, qui va permettre la rencontre entre le Berth le sorélien et le monarchiste Valois.

L'Action française et la question ouvrière

Les origines « de gauche » de l'Action française ont été maintes fois étudiées, surtout par ceux qui entendaient faire contraster les orientations de cette « première Action française » avec celles, nettement plus catholiques et conservatrices, du mouvement monarchiste après la Première Guerre mondiale. On se bornera donc ici à rappeler quelques faits. Né dans les débats de l'affaire Dreyfus, le premier Comité d'Action française a été créé au printemps de 1898 par Maurice Pujo et Henri Vaugeois. Le 15 juillet 1889 paraît le premier numéro de la revue bimensuelle *L'Action française* (la « revue grise »). Parmi les membres fondateurs, on ne compte qu'un seul monarchiste avoué. Vaugeois est un ancien socialiste, Pujo un ancien anarchiste, les autres sont républicains et se déclarent volontiers athées. C'est seulement sous l'influence de Charles Maurras, qui a commencé sa carrière au journal boulangiste *La Cocarde*, puis aux journaux royalistes *Le Soleil* et *La Gazette de France*, avant de publier sa célèbre *Enquête sur la monarchie* (1900-09), qu'ils finiront par se convertir les uns après les autres à l'idée royaliste. La Ligue d'Action française, elle, est fondée en 1905.

Au lendemain de l'affaire Dreyfus, l'Action française cherche à donner d'elle-même une image « jeune », sinon « avant-gardiste », qui la fait se tenir à l'écart des mouvements royalistes classiques de l'époque. Plus encore qu'ils ne s'intéressent à l'action proprement politique, ses membres en tiennent pour un travail pédagogique : l'Institut d'Action française voit le jour en février 1906, sous la direction de Louis Dimier, le journal quotidien *L'Action française*, « organe du nationalisme intégral », le 21 mars 1908, soit l'année même où Sorel publie ses *Réflexions sur la violence*. Or, les jeunes royalistes, membres ou non des Camelots du roi, mouvement de jeunesse créé lui aussi en 1908, ne dédaignent nullement de voir dans la violence un moyen légitime de régénérer la société et de restaurer plus rapidement la monarchie. Sous la direction de Maxime Réal del Sarte, armés de cannes plombées, ils font volontiers le coup de poing au Quartier latin. On se souvient de la référence de Maurras à « tous les moyens, même légaux ». Le public du mouvement est alors assez jeune, assez peu conservateur aussi, pour ne pas s'horrifier de pareille perspective. Maurras, en outre, ne se cache de mettre beaucoup d'espoirs dans un coup d'Etat[44]. En 1912, il sera lui-même accusé de coups et blessures et de « menaces de mort sous condition » à l'encontre d'un sergent clairon lors d'une manifestation de l'A.F. à Versailles, affaire rocambolesque qui restera sans suites.

L'Action française a certes pris la défense de l'Eglise lors de la politique antireligieuse menée par le ministère Combes, de la loi de séparation de 1905 et de l'affaire des Inventaires. A cette époque, néanmoins, Maurras ne fait pas mystère de son « paganisme ». D'autre part, en 1908, la création du quotidien a propulsé au premier plan son rédacteur en chef, Léon Daudet, fils de l'immortel auteur des *Contes de mon moulin*. Né en 1867 d'une mère républicaine et d'un père monarchiste, celui-ci s'est d'abord affirmé antiboulangiste et athée, avant de revenir au catholicisme à l'occasion de son remariage.

Autour de 1896, Maurras défend par ailleurs avec vigueur la décentralisation, l'autonomie des pouvoirs locaux, et même le fédéralisme. En 1892, il a signé, avec Frédéric Amouretti, la *Déclaration des Félibres fédéralistes*. Dans un article publié dans *La Nouvelle Revue*, « Les partis politiques et la décentralisation »[45], il s'est félicité des campagnes fédéralistes lancées par le journal *La Cocarde*, affirmant alors, contrairement à ce qu'il dira plus tard[46], que « le plus ou moins de décentralisation n'est, en aucune sorte, lié à l'essence du régime politique adopté en divers pays ». Ce n'est que par la suite qu'il reviendra sur des positions qui contredisaient son nationalisme intégral. Celui que Bernanos et Berth n'hésitèrent pas à présenter alors comme un « Jacobin blanc » se bornera, de façon plus classique, à défendre les corps intermédiaires et la décentralisation et finira par dénoncer le fédéralisme comme l'une des « chimères à nom d'Europe ». Au début du siècle, toutefois, son point de vue peut aisément se concilier avec les positions adoptées sur cette question par un Sorel ou un Proudhon[47].

Désireuse de ne pas apparaître comme la représentante des classes sociales déclinantes, la jeune Action française cherche également, sinon à pénétrer le monde du travail, du moins à se trouver une caution ouvrière. C'est certes dans une optique assez paternaliste : l'idée qu'elle soutient est celle d'une réconciliation du capital et du travail par le biais du corporatisme chrétien, des idées d'Albert de Mun et de La Tour du Pin. Du 1er août au 15 novembre 1902, le jeune imprimeur autodidacte Firmin Bacconnier publie dans la revue *L'Action française* une série d'articles intitulés « L'organisation du travail », dans lesquels il expose la pensée sociale de l'Action française, mais sans sortir de positions convenues. Se réclamant exclusivement du comte de Chambord et de La Tour du Pin, il prône la solution corporatiste comme la mieux à même de réconcilier les classes sociales et de mettre un terme à une société libérale où « l'égoïsme, ou l'amour de soi, devient le principe de toute action humaine, et la lutte pour la vie, ou la haine de tous contre tous, constitue logiquement l'état normal de tous les rapports sociaux »[48]. Animateur de 1904 à 1906 de *L'Avant-garde royaliste*, publication d'orientation très ouvriériste, Firmin Bacconnier lancera en 1908 le bimensuel *L'Accord social*, puis s'éloignera de l'Action française deux ans plus tard, au moment où l'entourage du prince critiquera les positions du mouvement de Maurras. Il restera toujours fidèle au corporatisme de La Tour du Pin.

Autour de 1905, l'Action française entretient aussi des relations avec les syndicats « jaunes » de Pierre Biétry, qui se réclament alors d'un « socialisme national », tout en prônant un « capitalisme populaire » d'orientation assez modérée. Biétry a commencé par militer au Parti ouvrier français de Jules Guesde, puis s'est orienté vers des positions réformistes. D'abord adjoint de Paul Lanoir, qu'il aida à fédérer les premiers syndicats « jaunes » en 1899, il s'en est séparé pour créer en avril 1902 la Fédération nationale des Jaunes de France, rebaptisée dès le mois de décembre Union fédérative des ouvriers et syndicats professionnels indépendants. Elu en mai 1906 député de Brest, il se rapproche la même année de Maurras et prononce deux conférences à l'Institut d'Action française. Mais il rompra bientôt avec l'A.F., à laquelle il reproche dès l'année suivante d'avoir patronné le lancement de *L'Accord social* et de chercher de cette façon à diffuser les idées corporatistes dans les milieux ouvriers. En 1908, il est désavoué par l'Action française, qui décide de créer ses propres groupes ouvriers et tente de promouvoir la cause du royalisme dans les syndicats.

En 1907, Jean Rivain publie dans *L'Action française* une série d'articles remarqués dans

lesquels il tente d'esquisser des convergences entre le mouvement royaliste et la CGT, alors dominée par le courant syndicaliste révolutionnaire[49]. L'hostilité à la démocratie lui paraît déjà être le dénominateur commun qui justifie le plus ce rapprochement. Le même Jean Rivain, l'année suivante, publiera dans la *Revue critique* l'enquête sur la monarchie et la classe ouvrière de Georges Valois. Celui-ci, on l'a vu, a aussi publié dans *L'Action française* les articles réunis ensuite sous le titre *La révolution sociale ou le roi*, texte qui fera l'objet d'un tirage à part distribué dans les Bourses du Travail. Valois pense que le capitalisme et la bourgeoisie, contre lesquels se dresse la classe ouvrière, ne se distinguent pas fondamentalement des « quatre états confédérés » dénoncés par Maurras, et se dit convaincu que seule la monarchie, indépendante des partis, peut garantir l'indépendance syndicale. A Albert Vincent, il assure même qu'en régime monarchique, les travailleurs pourraient défendre leurs intérêts au besoin contre le roi. Il conclut que les deux plus importants mouvements politiques de l'époque sont l'A.F. et la Confédération générale du travail. A cette époque, la rubrique syndicale de *L'Action française* (comme celle de la *Revue critique*) est tenue par Emile Para, un ancien collaborateur de Firmin Bacconnier qui deviendra rapidement le rival, puis l'adversaire de Valois, et qui finira à l'hebdomadaire *Le Bonnet rouge*, publié de 1913 à 1917 par l'anarchiste et antimilitariste Miguel Almereyda[50].

L'année 1908 est une année-clef. C'est l'année qui voit la création de *L'Action française* quotidienne, des Camelots du Roi, et aussi de la *Revue critique des idées et des livres*. C'est aussi l'année où Valois publie *La révolution sociale ou le roi* et lance son enquête sur la classe ouvrière, et celle où Georges Sorel publie, d'un seul élan, trois de ses principaux livres : les *Réflexions sur la violence*, *La décomposition du marxisme* et *Les illusions du progrès*, ces deux derniers titres aux éditions Marcel Rivière. C'est enfin celle où une grave crise soulève la Confédération générale du travail (CGT) après les événements tragiques survenus à Draveil et Villeneuve-Saint-Georges, crise qui aboutit au remplacement à la tête du mouvement des syndicalistes révolutionnaires Victor Griffuelhes et Emile Pouget par Louis Niel, puis par Léon Jouhaux.

Les événements en question trouvent leur origine dans une grève déclenchée par les travailleurs des sablières de deux communes ouvrières de Seine-et-Oise, Draveil et Vigneux, au début du mois de juin 1908, après qu'une première bagarre avec la gendarmerie eut éclaté le 2 juin, faisant un mort chez les grévistes et plusieurs blessés de part et d'autre. Les meneurs ayant été arrêtés, la Fédération du bâtiment décida d'une journée de grève générale le 30 juillet. Le gouvernement Clemenceau fit ausitôt envoyer la troupe à Draveil, où elle fut accueillie à coups de pierre. Elle répondit par des coups de feu, faisant au moins trois morts et plusieurs dizaines de blessés chez les manifestants. Une grève générale de 24 heures fut alors décrétée. Le 1er août, huit des principaux responsables de la CGT, considérés comme instigateurs des troubles, furent arrêtés. Ils ne seront relâchés que le 31 octobre, sans qu'aucune charge précise ait pu être retenue contre eux.

Or, Maurras fut pratiquement le seul journaliste de droite à flétrir la répression de Draveil, dans une série de quatre articles sur « La question ouvrière », publiés dans *L'Action française* entre le 30 juillet et le 11 août 1908. Qualifiant de « vieillard sanglant » le général Virvaire, qui fit tirer sur les ouvriers révoltés, il y accuse Clemenceau d'avoir volontairement voulu faire couler le sang pour justifier l'arrestation des principaux dirigeants syndicalistes. Son premier article s'ouvre sur ces mots : « Qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, en temps de calme ou les jours de crise, la bourgeoisie ne comprend pas la question ouvrière, et cela, faute de la

voir ». Maurras se garde de condamner globalement la bourgeoisie, à laquelle il dit d'ailleurs appartenir lui-même (« j'avoue que ma qualité de bourgeois français m'a toujours parue honorable »), mais pose ce qu'il appelle une question de principe : « L'ouvrier sera-t-il maître de son lendemain ? » Surtout, il déclare : « La guerre des classes naîtra toutes les fois qu'une classe parlera du devoir des autres au lieu d'examiner si elle fait le sien ». Le 1er août, commentant la fusillade de Draveil, et parlant des « prolétaires sous le feu », il écrit : « Qui les vit à Draveil dut admirer leur bravoure, leur obstination héroïque », puis ajoute que « les maux de l'ouvrier sont multipliés par l'existence de la République » et que « la réforme sociale n'est pas possible sans le roi ». Le 4 août, ayant appris que la veille, à la Bourse du Travail, la République a été pendue en effigie par les travailleurs, il ne dissimule pas sa satisfaction : « La pendaison de Marianne devant la Bourse du Travail est l'acte le plus significatif de notre histoire depuis le 14 juillet 1789. Bourgeois conservateurs, le comprendrez-vous ? ». « Ainsi, écrit-il encore, c'est la Confédération générale du Travail qui a tort, c'est le syndicalisme qui, d'un bout à l'autre de la presse parisienne, reçoit les réprimandes après avoir reçu les coups : qu'on soit opportuniste ou radical, nationaliste ou conservateur, c'est le travailleur organisé, c'est l'organisation ouvrière que l'on rabroue ! Dans cette unanimité touchante, il n'y a guère qu'une exception. Elle est royaliste. Nous en sommes fiers ». Propos certes encore timides, mais néanmoins révélateurs[51].

Ces audaces expliquent que les milieux royalistes traditionnels aient assisté sans enthousiasme au développement de l'Action française. Il est vrai que, plutôt que de lire le journal de Maurras, ils préfèrent s'abonner à *La Gazette de France*, au *Soleil* et au *Gaulois*. Le bureau politique du duc d'Orléans va même jusqu'à leur interdire, *horresco referens*, de participer aux « activités ouvrières » de l'A.F. Mais ce sont les violences que les Camelots du Roi présentent comme autant de coups d'éclat qui scandalisent le plus ces royalistes vieux style. Après la gifle donnée en 1910 par Lucien Lacour, un jeune Camelot, au président du Conseil, ces derniers ne cachent pas leur indignation. Dans un entretien au *Gaulois*, le duc d'Orléans fait hautement savoir qu'il désapprouve des méthodes si peu convenables. Le 30 novembre 1910, les relations se tendent encore lorsque le duc d'Orléans désavoue l'Action française et condamne les critique dirigées par celle-ci contre les autres royalistes. Seul l'essor de l'A.F. permettra une réconciliation qui ne sera jamais dénuée d'arrière-pensées.

Au 3e Congrès de l'Action française, tenu du 29 novembre au 3 décembre 1910 à la salle Wagram, à Paris, Valois donne lecture d'un rapport sur « Les milieux syndicalistes » attribué à un certain Pierre Galland (en qui Sorel crut d'abord voir un « personnage imaginaire », avant d'imaginer qu'il pouvait s'agir d'un pseudonyme d'Edouard Berth, mais dont on retrouvera le nom deux ans plus tard au Cercle Proudhon). Environ 300 personnes assistent à ce congrès, dont seulement 65 provinciaux. A cette date, environ 15 % des adhérents du mouvement sont des ecclésiastiques. Par la suite, la proportion de catholiques ira en augmentant jusqu'à atteindre 90 % des effectifs.

Sans doute ne faut-il pas surestimer néanmoins, ainsi que l'ont fait certains auteurs, l'« ouvriérisme » de l'Action française. Même à cette époque, les militants de l'A.F. ne se passionnaient guère pour les questions économiques et sociales et, lorsqu'ils s'y intéressaient, c'était surtout dans une optique réformiste et corporatiste largement inspirée du catholicisme social. Aucune théorie économique propre à l'Action française n'a jamais émergé, et la pensée de Maurras lui-même est sur ce sujet restée toujours confuse. L'A.F. avait en outre de bonnes raisons de rejeter les vues révolutionnaires, antimilitaristes et anticléricales affichées

par la plupart des socialistes. Quant à Valois, c'est seulement après sa rupture avec l'A.F. qu'il tenta d'esquisser une doctrine économique véritablement originale. « Nous sommes nationalistes et par conséquent nous avons l'esprit social », lisait-on dans *L'Action française* le 23 mars 1908. Ce genre de formules engageait à peu de choses. On connaît aussi cette phrase souvent citée de Maurras : « Un socialisme libéré de ses éléments démocratiques et cosmopolites peut aller au nationalisme comme un gant bien fait à une belle main ». Jolie figure sans doute, qui associe de manière plaisante les deux termes de socialisme et de nationalisme, mais qui laisse quand même supposer que le premier ne peut être que l'habillage (le « gant ») du second. Le jeune Maurras de l'*Enquête sur la monarchie* affirmait, dans le même esprit, que « ce qui rend le socialisme anarchique et révolutionnaire, ce n'est point ce qu'il a de socialiste, mais le poison démocratique qui s'y mêle toujours ». Remarque significative, mais qui n'allait pas plus loin. Comme l'écrit Yves Guchet, « si Maurras n'avait montré aucune hostilité à un socialisme débarrassé de sa gangue démocratique, il n'avait nullement précisé ce que pouvait être ce socialisme »[52].

Sorel et l'Action française

A partir de 1908, Sorel semble avoir cessé de placer ses espoirs dans les syndicats français, qu'il « juge de plus en plus sous la coupe des politiciens socialistes » (Yves Guchet). Le 31 août 1908, alors que l'agitation sociale bat son plein au lendemain des événements de Draveil et Villeneuve-Saint-Georges, il décide de mettre fin à sa collaboration la revue de Lagardelle, *Le Mouvement socialiste*. En juin 1909, très affecté par la non-réélection de Victor Griffuelhes au poste de secrétaire général de la CGT et par l'échec complet de la grèves des postiers lancée au mois de mai, il rend cette rupture définitive. Toujours aussi intransigeant, il reproche à Lagardelle ses compromissions avec les milieux politiques, notamment la tendance syndicaliste de la SFIO[53]. « J'ai senti que ma vie était finie », confiera-t-il à Giuseppe Prezzolini. Berth choisit aussitôt de suivre son exemple, reprochant lui-même à Lagardelle de mener un train de vie « mondain » (et d'avoir oublié de lui rembourser des sommes qu'il lui avait prêtées). Quelques mois plus tard, Sorel écrit aussi à Emile Pouget pour lui dire qu'il ne collaborera pas à *La Révolution*, le journal que celui-ci s'apprête à lancer. Il va en revanche continuer à collaborer activement aux journaux italiens qui le publient, notamment *Il Divenire sociale*. A partir de 1910, il envoie aussi des articles au journal *Il Resto del Carlino*, où Mario Missiroli l'a invité à écrire. Mais il cessera d'écrire dans *Il Divenire sociale* après l'échec du 1er mai 1910, qui vit le triomphe d'Aristide Briand sur la CGT, ce tournant l'ayant convaincu de la « dégénérescence du syndicalisme ». Ses articles de l'époque expriment son pessimisme, sa désillusion devant la « décadence » du socialisme et les nouvelles orientations du mouvement ouvrier, mais aussi une hostilité encore renforcée vis-à-vis de la démocratie. C'est alors, somme toute assez logiquement, qu'il commence à regarder l'Action française d'une façon plus positive.

Son intérêt pour le mouvement de Charles Maurras se manifeste à partir de 1908. En août 1908, la *Revue critique des idées et des livres* publie un article qu'il a fait paraître peu auparavant dans *Il Divenire sociale*, dans lequel il condamne les catholiques libéraux et les socialistes réformistes[54]. Le 27 juin 1909, il adresse à Pierre Lasserre une lettre dans laquelle il écrit : « Je ne pense point que personne (sauf probablement Jaurès) confonde l'ardente jeunesse qui s'enrôle dans l'Action française avec les débiles abonnés du *Gaulois* ! » Un mois plus tard, il publie dans *Il Divenire sociale* un article intitulé « La déroute des mufles »[55], dans

lequel il écrit que « les amis de Maurras forment une avant-garde pleine d'audace qui engage le combat à fond contre les mufles qui ont corrompu tout ce qu'ils ont touché dans notre pays ; le mérite de ces jeunes gens paraîtra grand dans l'histoire, car nous pouvons espérer que grâce à eux le régime de la sottise prendra fin quelque jour prochain ». L'article est repris dans *L'Action française* le 22 août, sous le titre « Socialistes antiparlementaires ». Qualifié dans le même texte d'« admirable lettré », Maurras, qui n'a sans doute jamais beaucoup lu Sorel, lui consacre à son tour un article flatteur, qui contraste avec les termes nettement plus réservés d'un autre article qu'il avait fait paraître le 13 août 1908 dans *L'Action française*. « Ce chef d'école [Sorel], écrivait-il alors, est un esprit que le scepticisme social a désemparé […] Il faut l'admirer en nous séparant de lui ». Maurras envoie aussi à Sorel un exemplaire de la nouvelle édition de son *Enquête sur la monarchie*, à laquelle Sorel répond par une lettre de quatre pages, dans laquelle il exprime une certaine admiration. Il s'y dit « frappé de la folie des auteurs contemporains qui demandent à la démocratie de faire un travail que peuvent seules aborder les royautés pleines du sentiment de leur mission ». En septembre 1909, Sorel donne à Georges Valois et Pierre Gilbert, de *L'Action française*, un entretien sur l'affaire Ferrer, qui secoue alors l'opinion. A la même époque, si l'on en croit Jean Variot[56], il serait allé jusqu'à déclarer : « Maurras est pour la monarchie ce que Marx est pour le socialisme. C'est une puissance ».

Conscient qu'il y a dans cette évolution quelque chose à exploiter, ou du moins un profit à tirer, le mouvement de Maurras se met aussitôt à encenser Sorel. Le 14 avril 1910, *L'Action française* quotidienne publie un article sur *Le mystère de la charité de Jeanne d'Arc* de Péguy (« L'éveil du cœur français »), que Sorel a refusé de faire paraître dans *Le Gaulois*, dirigé par Arthur Meyer, au motif que ce journal a publié, sous la signature de Georges de Maizières, une déclaration du duc d'Orléans désavouant catégoriquement l'Action française[57] ! Peu auparavant, le 23 mars 1910, Sorel avait écrit à Edouard Berth que l'entretien avec le duc d'Orléans lui paraissait avoir été « manipulé par des agents du gouvernement » et qu'il se refusait à ce que son nom paraisse « dans un journal de police ». « L'Action française, ajoutait-il, est soumise aux mêmes épreuves que le syndicalisme […] Les royalistes ont eu plus de ressort que les syndicalises ; ils ont unanimement décidé qu'ils ne reculeraient pas, même si leur prince les trahissait ». Valois, du coup, déclare que Sorel est « le plus pénétrant et le plus puissant des sociologues français ». C'est la lune de miel.

Le rapprochement fait évidemment couler de l'encre. « M. Sorel est d'une violence inouïe contre les démocrates, écrit ainsi Georges Guy-Grand ; aussi est-il de plus en plus choyé par l'Action française […] L'auteur des *Réflexions sur la violence*, sans croire cependant à la réussite de leur rêve de restauration monarchique, ne semble plus avoir confiance que dans les "amis de Maurras" pour mettre fin au "règne de la sottise" et consommer la "déroute des mufles". Tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes démocratiques »[58]. La même année 1910, le *Gil Blas* va jusqu'à écrire que Sorel tente désormais « de vulgariser le dogme monarchique » ! L'entrefilet semble faire écho à des rumeurs que colporte Hubert Lagardelle. Dès le 29 janvier 1909, Sorel écrit à Berth : « J'ai appris hier par Delesalle qu'on faisait courir le bruit que j'avais quitté *Le Mouvement socialiste* pour l'Action française. Je n'ai pas besoin de vous mettre sur la voie pour vous faire deviner qui peut employer contre moi ces moyens jésuitiques ». Le 8 mai 1911, il argumentera auprès d'Agostino Lanzillo : « Je ne saurais comment on pourrait imaginer une telle théorie [le syndicalisme royaliste], étant donné que le syndicalisme a pour caractère essentiel de ne vouloir aucun rapport avec une quelconque forme politique et que les royalistes croient que la chose la plus urgente est la réorganisation

de l'Etat ». Le 13 octobre 1912, il adressera encore une lettre à Edouard Dolléans pour démentir les rumeurs de sa conversion au monarchisme.

Georges Sorel a beau avoir été, dans sa toute première jeunesse, monarchiste légitimiste et partisan du comte de Chambord, il n'est évidemment pas devenu royaliste. Agé de soixante-trois ans en 1910, déçu par l'évolution des syndicats, se sentant de plus en plus isolé, ne disposant plus de tribunes pour l'accueillir, il cherche seulement le moyen de trouver un nouveau public. C'est la raison pour laquelle il fait l'éloge de l'Action française, allant même jusqu'à déclarer que « la défense de la culture française est aujourd'hui dirigée par Charles Maurras ». Pierre Andreu n'a donc pas tort d'écrire que « la réaction nationaliste en France, le réveil du sentiment religieux, le mouvement monarchiste avec Maurras, occupent alors dans son esprit une place presque aussi importante que la découverte du marxisme en 1893 ou le syndicalisme révolutionnaire en 1905 »[59]. Mais cela ne signifie nullement qu'il soit devenu un satellite de Maurras, comme Zeev Sternhell a cru pouvoir l'affirmer. Sa correspondance avec Edouard Berth, précieux témoignage de l'évolution de ses sentiments, est parfaitement claire sur ce point[60]. Entre l'Action française et le syndicalisme révolutionnaire, Sorel reconnaît qu'il y a convergence sur certains points, mais ne va pas au-delà. Il est donc excessif de dire, comme le fait François Huguenin, qu'à cette époque « l'alliance entre royalistes et syndicalistes est fondée dans les faits »[61]. En réalité, il n'y aura jamais de dialogue direct entre Sorel et Maurras[62]. Pierre Andreu reconnaît d'ailleurs lui-même que « le rapprochement de Sorel et des nationalistes avait reposé sur la plus parfaite des équivoques », car « un des traits les plus distinctifs de sa pensée a été précisément une indifférence à peu près complète au fait national »[63]. C'est tout à fait exact. Non seulement Sorel n'est pas monarchiste, ni même nationaliste, mais l'idée de nation lui est toujours apparu comme un pavillon assez suspect. On le verra bien en 1914, lorsqu'il se dressera contre l'Union sacrée, à laquelle succombera Maurras.

A la même époque, Georges Sorel déclare aussi : « Les vrais ennemis de l'Action française sont à droite. Je ne suis pas prophète, je ne sais pas si Maurras ramènera le roi en France. Et ce n'est pas ce qui m'intéresse chez lui. Ce qui m'intéresse, c'est qu'il se dresse devant la bourgeoisie falote en lui faisant honte d'avoir été vaincue et en essayant de lui donner une doctrine ». Propos d'une grande lucidité. Mais l'Action française, à cette époque, était-elle encore capable de comprendre que ses « vrais ennemis » étaient « à droite » ?

La tentative de « La Cité française »

L'esquisse d'un rapprochement entre syndicaliste est royalistes devait néanmoins avoir des prolongements. Les initiateurs en seront Georges Valois et Edouard Berth. Le 19 juillet 1909, Sorel apporte à Péguy le livre de Valois sur *La monarchie et la classe ouvrière*. Quelques mois plus tard, le 27 mars 1910, il suggère à son ami Berth de prendre contact avec Valois, qui a manifesté son désir de le voir. Contact apparemment fructueux. Berth cherche alors à publier un texte sur Péguy. Valois lui propose de le faire paraître dans la *Revue critique*, ce que Sorel lui déconseille. Finalement, Berth publie dans cette revue une enquête sur le protestantisme[64], puis un article intitulé « Le procès de la démocratie », où il soutient, en réponse aux thèses exposées par Georges Guy-Grand dans la *Revue de métaphysique et de morale*, qu'« il est impossible de retrouver le social, en partant de l'individuel »[65]. La direction de la revue publie ce dernier texte en précisant qu'elle n'engage que son auteur.

Le rapprochement avec l'Action française se justifie aux yeux de Berth dans la mesure où, dans le camp de la droite, le mouvement royaliste lui apparaît comme symétrique de ce que représente à gauche le syndicalisme révolutionnaire. De même que ce dernier s'oppose à la fois au guesdisme et à l'anarchisme, de même l'Action française s'oppose-t-elle à l'étatisme et à l'individualisme. Les deux courants, pourrait-on dire, représentent une « troisième voie » par rapport à leurs familles respectives.

Mais c'est avant tout Valois qui va tenter de pousser plus loin le rapprochement. Fin 1909, il propose à Georges Sorel de prendre la direction d'une nouvelle revue, où s'exprimeraient côte à côte royalistes et syndicalistes, et qui s'intitulerait *La Cité française*. Sorel accepte, à la condition que Berth en soit le co-directeur. Une déclaration d'intention est alors rédigée. Portant les signatures de Georges Sorel (qui en a seul rédigé le texte), Edouard Berth, Jean Variot, Pierre Gilbert et Georges Valois, on peut y lire : « L'expérience contemporaine enseigne que la démocratie constitue le plus grand péril social pour toutes les classes de la cité, principalement pour les classes ouvrières. La démocratie confond les classes, afin de permettre à quelques bandes de politiciens associés à des financiers ou dominés par eux, l'exploitation des producteurs. Il faut donc organiser la cité en dehors des idées démocratiques, il faut organiser les classes en dehors de la démocratie, malgré la démocratie et contre elle. Il faut réveiller la conscience que les classes doivent posséder d'elles-mêmes, et qui est actuellement étouffée par les idées démocratique. Il faut réveiller les vertus propres à chaque classe, et sans lesquelles aucune ne peut accomplir sa mission historique »[66]. En juillet 1910, une petite brochure est également éditée pour présenter la revue. Elle contient le texte de la déclaration de principes, ainsi que trois articles signés par Sorel, Berth, Valois et Gilbert[67].

La revue, qui devait paraître tous les mois chez Marcel Rivière, ne verra en fait jamais le jour. La raison principale est une discorde qui s'est manifestée très tôt entre Georges Valois et un autre proche de Sorel, lui aussi associé au projet, l'écrivain et auteur dramatique Jean Variot.

Né en 1881, Jean Variot, qui a été dreyfusard, a commencé par écrire dans *La Guerre sociale* de Gustave Hervé. Très proche de Charles Péguy, il a fait la connaissance de Sorel dans la petite boutique des *Cahiers de la Quinzaine*, rue de la Sorbonne, et n'a pas tardé à se rallier aux vues de l'auteur des *Illusions du progrès*[68]. Auteur de nombreux essais et romans[69], c'est aussi un homme de théâtre, à qui l'on doit plusieurs comédies musicales[70] et dont les décors pour *L'annonce faite à Marie*, de Paul Claudel, marqueront en décembre 1912 une date dans l'histoire du théâtre français[71]. Très attaché à ses origines alsaciennes, il deviendra également célèbre, au lendemain de la Première Guerre mondiale, pour avoir traduit en français, dans les trois volumes de ses *Légendes et traditions orales d'Alsace* (1919), le recueil publié en 1852 par Auguste Stöber sous le titre *Die Sagen des Elsaßes*, au terme d'un travail de collecte qui n'est pas sans rappeler celui des frères Grimm[72]. Etabli comme éditeur à Versailles, il publiera plusieurs livres de Maurras en 1927-28 et, comme on l'a déjà dit, fera paraître en 1935 un recueil intitulé *Propos de Georges Sorel*[73].

Sorel, dès le début, s'est montré prudent. Le 1er avril 1910, il écrit à Edouard Berth : « J'ai reçu une lettre de Valois qui m'annonce qu'il vous invite à déjeuner pour dimanche ; vous y rencontrerez quelques uns de ses amis ; il m'a invité aussi, mais je crois qu'il est prudent que

je n'y aille pas […] Vous n'êtes pas dans les mêmes conditions que moi et vous avez plus de liberté d'allure ; pour moi, je suis obligé de me surveiller beaucoup pour que mes théories ne puissent pas être écartées par une fin de non-recevoir ». Propos révélateurs[74], et dont Berth a probablement indiqué la teneur à Valois. Le 3 juin 1910, ce dernier écrit d'ailleurs à son tour à Edouard Berth, pour lui parler de la façon dont il envisage *La Cité française* : « Au lieu d'apparaître comme deux groupes bien distincts d'origine se rencontrant sur un terrain commun, nous mettrions en avant le groupe Sorel, et nous groupe A.F. nous nous présenterions comme vos invités et nous vous remercierions d'avoir bien voulu nous accueillir parmi vous et de nous laisser toute liberté d'expression. Ce serait une bonne façade. Et ainsi il apparaîtrait que l'organe serait premièrement un organe créé pour Sorel où il reçoit ses amis. Avantages : Les gens qui ne seront pas au courant de la situation et qui ne pourront pas l'être ne feront rien contre vous. Au contraire. Ils constateront l'union créée, mais en tireront l'espoir qu'en intriguant auprès de Sorel et de vous, on pourra la détruire, et tenter de nous faire débarquer. Cela nous donnera le temps d'asseoir la revue et d'empêcher des manœuvres plus graves ». Mélange de déférence calculée et de machiavélisme naïf.

Il est en fait évident que, dans le projet de *La Cité française*, l'initiative est venue du côté des monarchistes. Ceux-ci, note Géraud Poumarède, « montrent un tel empressement qu'ils vont jusqu'à renoncer à tous les postes de direction pour vaincre les dernières hésitations de Sorel, qui les prend au mot et entend assumer pleinement son autorité. Ce renoncement n'était toutefois que feinte, puisque très vite des différends éclatent entre les deux tendances »[75].

Sorel veut d'autant moins prêter le flanc à la critique qu'ils sait bien que ceux qui ont fait courir le bruit de son ralliement à l'Action française ne manqueront pas de voir dans le projet de *La Cité française* une confirmation de ce qu'ils affirment. De fait, en octobre 1910, Hubert Lagardelle, rendant compte du livre-enquête de Valois sur la classe ouvrière, écrit : « Ce qui nous paraissait un paradoxe il y a quelques années va devenir une réalité pour nos collaborateurs d'alors, Sorel et Berth. M. Valois fonde avec eux une revue royale-syndicaliste, la *Cité française*. Toutes les évolutions sont permises et je comprends la joie des néo-monarchistes d'avoir conquis nos anciens collaborateurs. Mais je crains qu'ils les aient conquis seuls : les idées et le mouvement syndicaliste restent »[76]. A la même époque, dans la préface, datée du 15 novembre 1910, de son livre sur *Le socialisme ouvrier*, il écrit encore : « Si l'on m'oppose l'accord récent de Georges Sorel, suivi d'Edouard Berth, avec les amis de *L'Action française*, je répondrais que deux hirondelles ne font pas le printemps. J'ignore d'ailleurs les termes de cette entente, et si elles est une alliance d'idées ou une coalition de colères »[77].

« Alliance d'idées ou coalition de colères » : la formule n'est pas sotte. Mais dans l'immédiat, Sorel se retrouve surtout pris dans un véritable nœud d'intrigues. En témoigne cette lettre que lui adresse Georges Valois le 13 novembre 1910 : « Quelques uns de vos amis, qui connaissent M. Variot, ont annoncé, lorsqu'ils ont appris la fondation de la *C. F.* [*Cité française*], que la présence de ce monsieur parmi nous amènerait des difficultés avant six mois. Il eût fallu dire : *avant six semaines*, ce qui a été la vérité. Nous avons voulu pendant longtemps ne rien voir et penser que cela se tasserait. Il n'en a rien été et nous avons dû nous en préoccuper. Aujourd'hui je vois que le cas Variot se pose avec gravité. Berth est venu me parler hier soir de la lettre que vous lui avez écrite à ce sujet. Je n'ai pas besoin de vous dire combien votre lettre m'a peiné. Mais elle me décide à examiner la question à fond avec vous. Nous ne pouvons pas partir avec de pareils malentendus. Berth et moi nous vous proposons

donc de nous réunir le plus tôt possible pour faire cet examen. Berth vous demande de bien vouloir venir chez moi mardi à 4 h ½. Je ne crois pas que Gilbert pourra être avec nous à cette heure-là. Mais nous pourrons nous entendre avec Berth. – M. Variot, de son côté, va vous proposer de nous réunir chez moi le même jour à 2 heures. Nous pouvons tenir les deux réunions. J'annoncerai dès 2 heures que j'attends quelqu'un à 4 h. et je vous prierai de bien vouloir rester.

« Je tiens à vous dire tout de suite que l'idée de débarquer M. Variot, qui est bien née en effet, ne vient ni de moi, ni de quelqu'un des miens. Et ce n'est point Berth qui l'a eue le premier. Mais c'est par lui qu'elle nous est venue, et *alors je l'ai repoussée*. Je n'ai jamais cherché qu'à faire tenir à sa place un intrus qui s'est évidemment flatté de nous mettre tous les quatre dans sa poche – imagination certainement absurde. Je suis certain que vous le jugeriez comme nous s'il s'était présenté à vous sous le même aspect qu'à nous. Quoi qu'il en soit, il devient tout à fait nécessaire d'examiner son cas, d'autant plus que, hier même, j'ai eu avec lui une discussion interminable, à laquelle a assisté Gilbert, qui se trouvait là, et qui nous a convaincus qu'il a engagé des manœuvres qui tendent à nous mettre en opposition les uns les autres. La personnalité de M. Variot, seule en cause dans tout ceci, ne vaut pas la centième partie des pensées que nous avons déjà consacrées à son cas. Il est donc grandement temps que nous vous disions ce que nous en pensons, ce que nous aurions dû faire beaucoup plus tôt, nous le reconnaissons bien volontiers. Veuille me croire, cher Monsieur Sorel, votre affectueusement dévoué ». La lettre est signée Georges Gressent[78].

La lettre de Sorel à Berth à laquelle fait allusion Valois, en disant que son contenu l'a « peiné », date du 11 novembre. « Valois me semble prendre Variot en grippe, y écrivait Sorel, leurs caractères ne sont guère faits pour sympathiser ; j'ai peur qu'il n'ait en vue d'expulser tout doucement Variot de la revue ; cela est de toute impossibilité ; nous avons formé une équipe, il faut qu'elle se maintienne comme elle est ; le débarquement d'un fondateur manquerait tout à fait d'élégance et *ce serait la mort de la revue*. Je tâche d'adoucir les frottements, tâchez d'en faire autant de votre côté ». Et d'ajouter : « Il faudra nous opposer radicalement à ce que la revue entre dans l'actualité de la politicaillerie ; Valois se trompe totalement quand il croit que nous avons qualité pour prononcer des jugements sur le monde ; nous n'avons pas encore l'autorité nécessaire et il ne faut pas qu'on nous accuse d'être une *petite revue* outrecuidante […] Variot est tout à fait de mon avis sur le niveau auquel nous devons tâcher de maintenir notre revue ».

C'est dans ces conditions que, le 15 novembre, Georges Sorel rédige un bref mémorandum résumant les conditions qu'il met désormais à sa collaboration à *La Cité française*. Il y indique qu'il ne veut plus assurer la direction de la revue, que le premier numéro ne comportera pas d'article de lui, qu'il ne promet sa collaboration que pour un an et pour un minimum assuré de 80 pages seulement, et qu'il se retirera immédiatement si la revue devait être enlevée aux éditions Marcel Rivière.

Le 17 novembre, s'adressant toujours à Berth, il est encore plus explicite : « L'affaire de la *CF* [*Cité française*] est très simple. Valois et Gilbert nous apportent un public sur l'importance duquel on n'est pas fixé, mais *ils éloignent de nous beaucoup de collaborateurs*. Si nous avions fondé une revue sans eux, nous aurions sûrement mieux réussi ; j'en ai aujourd'hui la certitude ; mais ce qui est fait est fait. Je comptais compenser le défaut de collaborateurs (en quantité et en qualité) par une collaboration exceptionnelle ; je comptais faire plus des 2/5 de la revue à moi seul, de manière à l'imposer au grand public ; peut-être

serait-il ensuite venu des collaborateurs sérieux. Pour réussir, il me fallait une autorité indiscutée, afin de *pouvoir écarter la copie faible* ; j'avais cette autorité, puisque je disposais de 3 voix sur 5. Le départ de Variot aurait tout changé ; alors même que son débarquement n'eut pas été une assez vilaine action, mon intérêt me commandait de m'y opposer […] Je renonce à la direction, mais je demeure collaborateur ; nous avons donc toujours trois voix sur 5. La situation de V[alois] et G[ilbert] est même diminuée par le fait de mon départ, car ils vont être fort ennuyés pour expliquer à Maurras et Daudet pourquoi le premier numéro ne renferme pas d'article de moi et pourquoi mon nom n'y figure plus comme directeur.

« Si je me tiens à écrire 80 pages d'articles en tout, la revue ne peut pas s'imposer ; les personnes qui voudront me lire achèteront le numéro et ne s'abonneront pas. Il faut donc qu'on obtienne de moi une collaboration plus étendue, mais que je tiendrai toujours suspendue à la condition que la revue marchera comme nous avons entendu qu'elle marche d'après le programme. En définitive, nous sommes plus maîtres de la situation qu'avant a démission de directeur. Votre situation n'est donc nullement diminuée : je me tiens toujours prêt à vous donner les 400 pages de collaboration, si nous ne versons pas dans les criailleries d'Action française.

« Il faut que vous écriviez immédiatement à Valois, Gilbert et Variot que vous prenez la direction – tout seul –, que vous maintenez Variot comme secrétaire de rédaction – que vous lirez tous les articles. Ce dernier point est très important, parce qu'il m'a semblé qu'on chercherait à esquiver mon contrôle. Il est essentiel, pour votre sauvegarde, que vous conserviez Variot qui est un lansquenet alsacien, tout à fait sûr, qui ne flanchera jamais pour défendre ses chefs de file. Sans lui nous serions dévorés.

« Je n'ai pas encore reçu de réponse à mes propositions ; il est probable qu'on délibère à l'Action française. S'ils refusent (ce qui est très peu probable), nous attendrons des temps meilleurs ».

Tous ces échanges sont révélateurs, à la fois de l'état d'esprit de Sorel et des tensions à l'intérieur du groupe. La parution de *La Cité française*, prévue pour octobre 1910, sera d'abord repoussée au mois de décembre, puis abandonnée. Le premier numéro, entièrement composé chez l'imprimeur, ne sera jamais distribué. Dès le 27 novembre, Sorel écrit à Berth qu'il « regarde maintenant l'entreprise comme morte ». Le lendemain, il indique à Benedetto Croce que la revue ne paraîtra pas, car « il y a eu trop de complications ». Le 18 décembre, il confie à Berth : « Variot va écrire à Maurras pour arranger le différend pour la liquidation de la *CF* [*Cité française*] » (il s'agit de payer la facture pour l'impression du premier numéro). Le lendemain, il adresse une lettre confidentielle à Maurras : « J'avais besoin d'avoir un secrétariat qui fût tout à moi. M. J. Variot était l'homme qui convenait parfaitement à cette fonction : sa fidélité a été inébranlable. M. Valois a cherché à diminuer M. J. Variot sur des motifs futiles. Après de longs pourparlers, j'ai reconnu que je ne pouvais demeurer dans cette affaire ; mon nom et mon travail étaient nécessaires pour le succès, mon autorité eut été cependant nulle. La *responsabilité morale* de l'échec incombe entièrement à MM. Valois et Gilbert dont les prétentions étaient inadmissibles ».

L'échec de *La Cité française* s'explique donc bien par l'incompatibilité d'humeur entre Valois et Jean Variot, et par le refus de Georges Sorel, qui comptait sur Variot pour s'assurer que le titre ne s'éloignerait pas de ses vues, de le laisser mettre à l'écart. C'est ce que confirmera Jean Variot par la suite : « *La Cité française* ne paraît pas et je dois dire que j'en suis la cause. Valois et moi, nous ne nous entendons pas du tout. Il est convenu que je serai le secrétaire de rédaction à *La Cité française*, ce qui ne plaît pas à Valois, qui met des bâtons

dans les roues »[79]. Georges Valois, bien entendu, soutiendra la thèse inverse : l'échec du projet tiendrait à la volonté de Variot d'en faire sa chose, ce que Valois, Berth et Gilbert n'auraient pas accepté. En 1921, Valois jugera que l'entreprise avortée de *La Cité française* n'aura « servi qu'à prolonger l'équivoque dont ils [Berth, Gilbert et lui] essayaient de sortir »[80].

Appelé à témoigner aux procès entre Valois et l'Action française, Jean Variot déclarera encore : « Georges Sorel disait de Valois des choses qui n'étaient pas très aimables. Vous dire des propos exacts, je ne me les rappelle pas, mais je sais qu'à un moment donné, quand nous avons eu nos histoires effacées par la guerre, M. Sorel m'a dit : "Jamais je ne voudrais collaborer avec cet homme-là" »[81]. Ce n'est pas imposible, car on a vu que Sorel nourrissait une certaine méfiance vis-à-vis de Valois, ou du moins une certaine crainte d'être utilisé par lui, mais Variot, dénoncé par Valois auprès de Sorel en 1910, n'offre pas de garanties d'objectivité très fiables. On a en outre des témoignages allant en sens inverse, notamment celui de René Johannet, à qui Sorel aurait déclaré en 1913 : « Si vous voulez des renseignements sur moi, allez trouver Valois. C'est un homme dont je fait grand cas. Son honnêteté intellectuelle est très grande »[82].

L'aventure de « L'Indépendance »

Après l'échec de *La Cité française*, Sorel prend en tout cas nettement ses distances vis-à-vis des monarchistes. Variot lui propose alors de créer une revue bimensuelle qui ne serait qu'à lui. Ce sera *L'Indépendance*. Sorel, à nouveau, en rédige lui-même le texte de présentation : « Cette revue s'adresse aux hommes de raison qui ont été écœurés par le sot orgueil de la démocratie, par les balivernes humanitaires, par les modes venues de l'étranger, qui veulent travailler à rendre à l'esprit français son indépendance, qui sont résolus, pour atteindre ce but, à suivre les nobles routes ouvertes par les maîtres de la pensée nationale […] Reculer devant la lutte à entreprendre contre la démocratie, c'est renoncer à tout espoir de supprimer les mensonges qui empêchent nos contemporains de bien connaître la valeur des choses »[83].

Le premier numéro, paru le 1er mars 1911, contient un bref « Manifeste », où le mot « démocratie » n'apparaît pas une seule fois. *L'indépendance* se veut une revue généraliste, faisant appel « à tous les hommes sages et de bonne culture », et précise qu'elle « ne sera pas l'instrument d'un parti politique ou d'un groupement littéraire ». Les membres du comité de rédaction ne sont pas tant des « politiques » que des écrivains ou des artistes. Parmi eux figurent les frères Jean et Jérôme Tharaud, René Benjamin, Emile Moselly, le peintre Ernest Laurent, le compositeur Vincent d'Indy, Paul Jamot, etc. A partir de 1912, ils seront rejoints par Paul Bourget, Maurice Barrès, Maurice Denis, Francis Jammes, Elémir Bourges. La revue publiera aussi des textes de Gustave Le Bon, Paul Claudel et Vilfredo Pareto. Financée par Variot et Marcel Rivière, *L'Indépendance* est donc une revue essentiellement culturelle, d'orientation plus ou moins « droitière » (mais non monarchiste), qui correspond mal à première vue aux orientations de Sorel[84]. C'est sans doute la raison pour laquelle Sorel décidera de s'en retirer en mars 1913. Le 25 février 1914, il écrira à Lotte : « J'ai fini par m'en aller quand j'ai vu que mes conseils n'étaient pas suivis, quand *L'Indépendance* est devenue une revue pour pipelets nationalistes »[85].

Valois et Pierre Gilbert ont pour leur part refusé de participer à *L'Indépendance*. Quant à Edouard Berth, resté très proche de Sorel, ce dernier lui écrit le 3 février 1911 : « On ne vous a pas demandé votre collaboration parce que vous m'aviez dit que vous ne pensiez pas pouvoir marcher avec Variot après les différends qui s'étaient produits ; mais vous savez que vous avez toujours une place partout où je suis ». La signature de Berth apparaîtra néanmoins dans *L'Indépendance* un an plus tard.

L'Indépendance cessera de paraître en août 1913, à peine deux ans après sa création. Mais il vaut la peine de signaler que, durant sa brève existence, une constante rivalité l'aura opposée à *La Nouvelle Revue française*, car là encore, le personnage de Jean Variot apparaît sous un jour pour le moins assez vif.

Créée en février 1908 par Jacques Copeau, Marcel Drouin, André Ruyters, Henri Ghéon, André Gide et Jean Schlumberger, *La Nouvelle Revue française* s'était alliée en octobre 1910 à l'éditeur socialiste Marcel Rivière, qui était aussi l'éditeur de Sorel et de Berth. En juin 1911, le poste de secrétaire de la revue, d'abord proposé à Francis de Miomandre, est attribué à un autre collaborateur, Jacques Rivière, qui se propose publiquement de faire de *La NRF* « la première revue de France ». Peu après, les rapports avec Marcel Rivière commencent à se dégrader, lorsque les rédacteurs de *La NRF* apprennent que *L'Indépendance*, elle aussi publiée chez Rivière, s'apprête à fonder une maison d'édition. Le 2 septembre 1911, Gide écrit à Schlumberger : « Variot m'apparaît de plus en plus redoutable […] Je me convaincs qu'il faudra parler sérieusement à Rivière, et peut-être lui mettre le marché en main : nous *ou* lui. Encore un an, et vous verriez si la maison Rivière n'est pas devenue une maison Variot ». Marcel Rivière, pour rassurer les gens de la NRF, indique alors qu'il n'est pas dans ses intentions de publier des œuvres littéraires. Mais les craintes de Gide se réalisent : fin 1911 et courant 1912, *La NRF* subit une série d'attaques de la part de *L'Indépendance*, qui ambitionne de devenir le centre de ralliement des écrivains néoclassiques. La plupart de ces articles critiques sont signés par Jean Variot, mais aussi par Sorel[86]. C'est dans ce contexte que se place l'affaire de la provocation en duel de Jacques Copeau par Variot.

A la suite d'un article de Jacques Copeau paru le 1er décembre 1911 dans *La NRF* (qui répondait lui-même à l'article publié par Variot dans *L'Indépendance* du 1er novembre 1911), Jean Variot n'hésite pas à le défier en duel et lui adresse ses témoins, Léon Bernardin et le prince de Bauffremont. Copeau refusera de donner suite à cette demande de « réparation par les armes », et le lui fera savoir par une lettre datée du 11 décembre 1911 : « Si M. Variot a décidé de m'ôter la vie ou de sacrifier la sienne, la querelle qui nous divise n'est pas, à mes yeux, de celles dont la vie d'un homme doive être l'enjeu ; […] pour faire bon marché de la mienne, j'attendrai qu'une occasion plus pressante me soit offert ». S'étant retourné vers André Gide, pour qu'il se substitue dans cette affaire à son collaborateur défaillant, Variot n'eut pas plus de succès. Il dut se contenter d'un droit de réponse, qui parut dans *La NRF* de janvier 1912. Il y déclare ironiquement, à propos de Copeau et de Gide, que « ces messieurs ne sont pas seulement des hommes de grand talent, mais aussi des hommes d'une grande prudence ».

Cette affaire devait entraîner une réorganisation complète de *La NRF*. Gide décida en effet de confier la direction de la revue au seul Jacques Copeau, ce qui sera chose faite à partir de mai 1912. Toutefois, dès l'année suivante, Copeau, qui vient de fonder le Théâtre du Vieux-Colombier, prend du champ vis-à-vis de la revue[87], en sorte que c'est alors Jacques Rivière

qui assure la direction de fait, sous la tutelle de Gide et Schlumberger. Finalement, à l'automne de 1912, *La NRF* rompt tous ses liens avec les éditions Marcel Rivière. Les éditions de *La NRF* s'intégreront par la suite aux éditions Gallimard.

Le Cercle Proudhon

Georges Valois, lui, n'a pas renoncé à faire travailler ensemble syndicalistes et royalistes. Mais l'affaire de *La Cité française* lui a servi de leçon. C'est donc en s'appuyant directement sur l'Action française qu'il va tenter de mettre en place un nouveau cénacle, dont il aurait le contrôle, l'objectif étant à la fois de rapprocher les antidémocrates de droite et de gauche, mais aussi de peser pour infléchir la ligne de l'A.F. dans une direction « ouvriériste » qui ne fait pas l'unanimité au sein de son comité directeur. Ce cénacle, dont il prépare le lancement à partir du mois de mai 1911, ce sera le Cercle Proudhon, officiellement fondé à l'occasion d'une première conférence publique organisée à Paris le 16 décembre 1911, en présence de Charles Maurras, mais dont la première réunion interne, annoncée dans *L'Action française*, s'est tenue le 3 octobre[88].

L'idée du Cercle a en fait été lancée en mars 1911 par Henri Lagrange, mais c'est Valois qui a pensé à le placer sous le patronage de Proudhon[89]. Tout jeune encore (il est né en 1894), Henri Lagrange s'est vite révélé une forte personnalité et un talent prometteur. Il publie son premier article dès 1910, à l'âge de seize ans, dans la *Revue critique des idées et des livres*, ce qui lui vaut d'être remarqué par Maurice Barrès et Romain Rolland. Mais ce jeune et bouillant Camelot du Roi s'est surtout rendu célèbre pour avoir giflé et insulté publiquement le président Armand Fallières en juin 1911, lors des festivités qui se déroulèrent à Rouen pour célébrer le millénaire du rattachement de la Normandie à la France. Cela lui a valu six mois de prison, qu'il a effectué au régime de droit commun, malgré les efforts déployés en sa faveur par plus de 150 écrivains et artistes[90]. Ce geste lui a évidemment valu une grande popularité auprès des étudiants d'Action française, dont il va devenir l'année suivante le secrétaire général. Il n'en sera pas moins exclu de l'Action française pour « activisme » en 1913 : on lui reprochera d'avoir voulu organiser un coup de force contre la République ! Il sera tué sur le front le 6 octobre 1915, lors de l'attaque d'Auberive[91].

Au départ, Henri Lagrange avait seulement pensé à créer un groupe d'études économiques et sociales – un « cercle d'études où les nationalistes poursuivraient selon leurs méthodes l'étude de l'économie », dira Valois[92]. Ce n'est que dans un deuxième temps que Valois souhaita s'ouvrir aux syndicalistes antidémocrates dans l'espoir de réaliser, avec de tout autres méthodes, le rapprochement avec les soréliens qui avait échoué avec *La Cité française* : « Au cours de l'été 1911, l'idée se transforme, et le Cercle devient commun aux nationalistes et aux antidémocrates dits "de gauche" »[93].

La déclaration d'intention du Cercle Proudhon reprend des thèses qui figuraient déjà dans celles de *La Cité française* et de *L'Indépendance*. La démocratie y est dénoncée comme « la plus sotte des rêveries », comme un régime qui « tolère et encourage toutes les licences », et dont le règne a permis « l'établissement du régime capitaliste, qui détruit dans la cité ce que les idées démocratiques dissolvent dans l'esprit, c'est-à-dire la nation, la famille, les mœurs, en substituant les lois de l'or aux lois du sang ». La nouveauté tient dans la référence à la « nation » et aux « lois du sang », qui montre assez que le texte n'a pas été rédigé par Sorel !

Reproduite dans le premier numéro des *Cahiers du Cercle Proudhon*, en janvier-février 1912, cette déclaration de principe présente les fondateurs du Cercle comme venus d'horizons différents : républicains, fédéralistes, nationalistes intégraux et syndicalistes.

Cette dernière affirmation n'est pas fausse, mais il n'en est pas moins vrai que, parmi l'équipe de fondation, la balance n'est pas égale entre royalistes et syndicalistes, les premiers dominant nettement, et à tous égards, les seconds. La déclaration parue dans le premier numéro des *Cahiers* le dira d'ailleurs sans ambages : « Les Français qui se sont réunis pour fonder le Cercle Proudhon sont tous nationalistes. Le patron qu'ils ont choisi pour leur assemblée leur a fait rencontrer d'autres Français qui ne sont pas nationalistes, qui ne sont pas royalistes et qui se joignent à eux pour participer à la vie du Cercle et à la rédaction des *Cahiers* » (p. 1). Géraud Poumarède constate qu'en fait « le schéma de *La Cité française* se reproduit, mais inversé »[94]. « Autrement dit, précise-t-il, le Cercle n'est en aucune façon, au départ, le fruit d'une rencontre préexistante entre syndicats et royalistes. Il se conçoit, au contraire, comme la structure, formée au sein de l'Action française, qui doit permettre cette rencontre, comme un cadre destiné à accueillir de nouvelles recrues issues des milieux révolutionnaires »[95].

On s'en convainc aisément en parcourant la liste des fondateurs du Cercle, signataires de la déclaration initiale. Ceux-ci sont au nombre de huit : Georges Valois, Henri Lagrange, Jean Darville (Edouard Berth), Gilbert Maire, René de Marans, André Pascalon, Marius Riquier et Albert Vincent[96]. Valois et Lagrange appartiennent à l'Action française. C'est également le cas de René de Marans, directeur de la *Revue critique*, qui a fréquenté les milieux du catholicisme social et a dirigé le journal *L'Association catholique* avant de rejoindre le mouvement de Maurras, et aussi de Gilbert Maire (qui, le 4 janvier 1914, enverra à Maurras une lettre de démission pour protester contre son antibergsonisme). André Pascalon, de son vrai nom Beycheras, est l'un des animateurs de l'Union des syndicats royalistes, créée en 1908 sous la direction d'Emile Para. Il publiera en 1929, à la Cité des livres, une édition annotée des œuvres de La Bruyère en quatre volumes. Quant à l'instituteur syndicaliste Albert Vincent, il a certes été un républicain, en même temps qu'un grand admirateur de Proudhon, mais il a déjà rejoint l'Action française lorsque le Cercle s'est créé. Presque tous ont déjà collaboré (ou collaboreront) à la *Revue critique des idées et des livres*, dirigée successivement par Jean Rivain, René de Marans et Eugène Marsan, ce qui confirme le rôle de vivier joué par cette publication. Georges Valois le confirmera lui-même : « Le centre de nos travaux était à la *Revue critique des idées et des livres*. C'est là que nous tenions, presque chaque soir, des réunions d'une animation extraordinaire »[97]. Le rédacteur en chef de la *Revue critique* est le critique dramatique Pierre Gilbert, né en 1884, de son vrai nom Crabos, qui est employé au ministère de la Guerre et collabore régulièrement à *L'Action française*[98].

En fin de compte, on ne trouve donc, dans le noyau initial, que deux véritables syndicalistes révolutionnaires : Edouard Berth et Marius Riquier. Encore Berth est-il maintenant lié depuis déjà un certain temps à Georges Valois. Riquier, lui, a participé en novembre 1909, avec le militant anarchiste Emile Janvion et le célèbre écrivain Georges Darien, à la fondation du journal antirépublicain *Terre libre*, qui paraîtra jusqu'en mai 1914 et ne cessera jamais d'affirmer que seule la nationalisation de la terre pourrait mettre fin à l'exploitation des travailleurs.

La première réunion publique du Cercle Proudhon a lieu, comme nous l'avons dit, le 16

décembre 1911. Charles Maurras préside à la tribune : symbole fort. L'année suivante, Valois et Henri Lagrange lancent une revue : les *Cahiers du Cercle Proudhon*. Placée en dépôt chez Etienne Revet, libraire à Paris, celle-ci a d'abord été annoncée comme « paraissant six fois par an ». Elle ne publia en fait que quatre fascicules, dont deux doubles, le premier numéro étant daté de janvier-février 1912. Le numéro 3-4 contenait un « Hommage à Georges Sorel ». Le dernier numéro (5-6), daté de septembre-décembre 1912 mais publié en 1913, annonçait pour le mois d'octobre 1913 une nouvelle formule qui n'a jamais vu le jour. Il y eut néanmoins l'amorce d'une 2e série, avec un numéro daté de janvier-février 1914, mais cette initiative resta sans lendemain. Les *Cahiers* n'avaient officiellement pas de rédacteur en chef, mais l'inspirateur en était clairement Georges Valois[99]. Le Cercle a aussi lancé une collection à la Nouvelle Librairie nationale, inaugurée par un livre de Proudhon resté jusque là inédit, *Les femmelins*[100].

La revue tirait à ses débuts à 600 exemplaires, et n'a sans doute jamais compté plus d'une centaine d'abonnés. Sur vingt-cinq articles publiés dans les *Cahiers*, huit seront consacrés à Proudhon et quatre à Sorel. Valois rédigera à lui seul plus du tiers des textes, les autres étant dus pricipalement à Edouard Berth et à Henri Lagrange, puis à Pierre Galland, Gilbert Maire, Albert Vincent, René de Marans, Maurice Mayrel, etc. Berth, significativement, n'y écrit que sous le pseudonyme assez transparent de Jean Darville – c'était déjà le nom de l'un des quatre personnages de ses *Dialogues socialistes* publiés en 1901 –, et il paraît clair que cette prudence correspond aux conseils, sinon aux consignes, que Georges Sorel lui a donnés.

François Huguenin dit que « la lecture des *Cahiers du Cercle Proudhon* est exemplaire du travail réalisé par l'Action française naissante »[101]. Mais il ajoute aussi : « Le cercle Proudhon ne livre aucune idéologie toute faite. Sur ce plan, la lecture des *Cahiers* est frustrante, quoique foisonnante d'idées »[102]. C'est assez bien vu. Yves Guchet, de son côté, constate que la revue est toujours restée assez discrète quant à ses orientations économiques : « Tout cela restait marqué par le souci de convaincre d'abord des méfaits de la République […] alors que les problèmes économiques, plus rudes à empoigner, étaient rejetés dans l'ombre […] A de rares exceptions près, le programme des travaux ne concerne pas l'économie »[103]. Certes, les *Cahiers* reconnaissent hautement l'existence des classes sociales. Berth, citant Arturo Labriola, affirme même que « si la patrie est là où l'on est bien, la classe est celle qui nous fait vivre le mieux »[104]. Mais on n'y constate aucune exaltation de la luttes des classes, l'optique générale étant, une fois encore, celle d'un dépassement des antagonismes au sein d'une nation et d'une société réconciliées.

On manque de renseignements précis sur le public des *Cahiers*. Il semble bien, néanmoins, que les deux tiers au moins des lecteurs aient appartenu à l'Action française ou aux Camelots du Roi[105]. Cela confirme que le Cercle a bénéficié depuis le début de l'appui de l'A.F. et du réseau créé autour de la *Revue critique des idées et des livres*, mais qu'il n'a guère recruté du côté des « antidémocrates de gauche ». Parmi les rédacteurs, outre Berth et Riquier, voire Albert Vincent, qui se présente encore parfois comme un « républicain fédéraliste », le point de vue syndicaliste n'est guère représenté que par Pierre Galland et Maurice Mayrel, qui viendrait de la SFIO. Dans le premier numéro des *Cahiers*, Valois disait explicitement que le Cercle serait à la fois révolutionnaire et contre-révolutionnaire[106]. Cependant, faisant le bilan de la deuxième année d'existence du groupe, il dira aussi, avec une évidente satisfaction : « Tous les républicains du centre étaient devenus royalistes »[107]. Il est difficile, dans ces conditions, de parler véritablement de « synthèse » ou de « troisième voie ». « En

l'occurrence, estime Géraud Poumarède, il n'y a pas de synthèse, mais plutôt une absorption, une lente et progressive digestion du groupe syndicaliste »[108].

Valois n'a toutefois pas abandonné tout espoir d'attirer à lui Georges Sorel. Mais, le sachant échaudé par l'affaire de *La Cité française* et désireux de ne plus donner prise aux critiques, c'est sans l'en informer qu'il a créé le Cercle Proudhon. Plus étonnant, il semble bien qu'Edouard Berth ne l'en ait pas averti non plus. Sorel écrit en effet à Berth, le 22 décembre 1911 : « J'ai vu dans *L'Action française* que les royalistes ont fondé un cercle Proudhon ! Je suis persuadé que les amis de Maurras sont fort légers. Autre chose est d'admirer Proudhon, en reconnaissant que le temps est venu de l'introduire dans la littérature française, ou de prétendre annexer Proudhon à *L'Action française* ». Deux jours plus tard, le 24 décembre, il revient sur le sujet : « En réfléchissant hier soir au Cercle Proudhon, je me suis persuadé que cette entreprise est condamnée à ne pas avoir le moindre succès ; je redoute qu'elle ne contribue à rendre les jeunes gens moins aptes à comprendre Proudhon, parce que pour entendre celui-ci *il faut faire abstraction de tous projets politiques*, et ce cercle se trouve sous des patronages qui lui donnent une couleur très politique ; *L'Action française*, en subordonnant tout à la politique, entendue au seul plan scolastique de forme de gouvernement, se montre très hostile au cours d'idées dans lequel il faut se placer pour juger Proudhon. Il me semble que vous feriez mieux de ne pas vous associer à une affaire qui ne peut donner de bons résultats. Valois trouvera 4 ou 5 personnes pour le suivre ; mais tous ses amis sont aussi antiproudhoniens qu'on peut l'être ».

Berth, on l'a vu, ne suivra qu'à demi le conseil de son maître : il participera aux activités du Cercle Proudhon, mais sous pseudonyme. Sorel ne lui donnera pas son aval pour autant. Ayant appris que son jeune ami s'apprête à publier dans les *Cahiers* du Cercle le texte d'une conférence sur Proudhon, il lui écrit le 4 février 1912 : « Je regrette que vous fassiez paraître votre conférence, parce qu'il ne sera pas difficile de reconnaître l'auteur sous le pseudonyme que vous aurez choisi »[109].

Pourtant, le 15 mars 1912, Georges Sorel écrit encore à Berth : « J'ai reçu ce matin le premier des *Cahiers du Cercle Proudhon* ; je viens de m'y abonner ». Mais il n'ira pas plus loin. Lorsque le 27 mai 1912, pour fêter son premier anniversaire, le Cercle organise en son honneur un dîner au cours duquel Henri Lagrange Lagrange déclare : « Il serait ingrat et profondément injuste, de notre part, de nous féliciter de notre alliance et de ses conséquences sans en reporter l'honneur sur l'œuvre qui l'a rendue possible et qui l'a faite […] Sans Georges Sorel, le Cercle Proudhon ne pourrait exister ; il sera donc toujours honoré et admiré comme un maître »[110], l'auteur des *Réflexions sur la violence* est absent. Sorel ne réagira pas non plus à l'hommage qui lui sera rendu dans les *Cahiers* en août 1912. Aucun texte de la main de Sorel ne sera d'ailleurs jamais publié dans les *Cahiers*, exception faite d'une lettre à Berth concernant Daniel Halévy et Proudhon, citée par Valois dans le numéro 5-6 de 1913, et sans doute d'une autre lettre, non signée, parue dans le numéro d'août 1912, que Pierre Andreu pense pouvoir lui attribuer « avec certitude »[111]. En fait, Sorel suit de loin les activités du Cercle Proudhon, dont Edouard Berth le tient probablement au courant, mais de toute évidence, comme il l'a dit dès le départ, il ne croit pas à ses chances de réussite[112].

Le projet du Cercle Proudhon, il faut bien le dire, n'a fait l'unanimité nulle part. A gauche, comme on pouvait s'y attendre, sa fondation a surtout suscité des aigreurs et des accusations de « récupération ». Hubert Lagardelle, directeur du *Mouvement socialiste*, n'a pas été le

dernier à protester, tandis que Maxime Leroy est allé jusqu'à parler de « violation de sépulture »[113]. « Le Cercle Proudhon fondé par l'Action française, ajoutait ce dernier, me répugne affreusement ». Dans le même esprit, l'anarchiste Benjamin Tucker, qui appartient à l'école des individualistes mutuellistes anglo-saxons, affirmera que le Cercle Proudhon a trahi les vues de celui dont il invoquait le patronage, en soulignant que la critique dirigée par Proudhon contre la théorie du contrat social chez Rousseau, montre certes un désaccord avec Rousseau, mais non une opposition de principe à toute idée de contrat social, et moins encore une sympathie pour la monarchie.

L'Action française et les idées de Proudhon

Du côté de l'Action française, les choses sont plus complexes. Si elle était de nature à scandaliser certains conservateurs catholiques, la fondation du Cercle Proudhon n'avait pas en soi de quoi choquer des royalistes qui, à plusieurs reprises déjà, avaient manifesté une certaine sympathie pour les idées proudhoniennes. En 1902, on trouve ainsi un article élogieux sur Proudhon au sommaire du n° 7 de la revue *L'Action française*[114]. Peu après, dans ses cours donnés en 1906 à l'Institut d'Action française, Louis Dimier range Proudhon parmi les « maîtres de la Contre-Révolution au XIXe siècle », au même titre que Maistre, Bonald, Le Play, Veuillot, Sainte-Beuve, Taine ou Renan, estimant qu'« on trouve au fond de ses idées, à quelques égards, l'essence des vrais principes conservateurs »[115]. Pour le premier centenaire de la naissance de Proudhon, en janvier 1909, une gerbe fut même déposée sur sa tombe par le Comité d'action des syndicalistes royalistes[116], le ruban ornant cette gerbe disant assez à quel Proudhon allait l'admiration des membres du Comité : « A P.J. Proudhon, au patriote français qui combattit le principe des nationalités en Europe, au justicier socialiste qui dénonça les crimes sociaux de la Révolution et les mensonges économiques du collectivisme juif, à l'immortel auteur du *Principe fédératif* ». Une conférence sur Proudhon fut également prononcée à cette occasion par Emile Para, le titulaire de la rubrique syndicale de *L'Action française*.

Maurras, pour sa part, n'a pour Proudhon qu'une sympathie mesurée, plus mesurée en tout cas que celle que lui témoignent certains de ses proches, de Louis Dimier à Georges Valois, en passant par Dom Besse et Henri Vaugeois. Il lui est certes arrivé de qualifier affectueusement le vieil anarchiste de « rustre héroïque des Marches de Bourgogne », et de célébrer en lui l'image du soldat laboureur, celle du solide franc-comtois, moraliste à tout crins, « puissamment établi sur sa race, fidèle époux, père rigide »[117]. Dans *L'idée de décentralisation* (1898), il a aussi rendu hommage au fédéralisme de Proudhon, tout en lui reprochant d'avoir donné trop de place, dans son livre *Du principe fédératif*, à la notion de contrat. Mais il voit surtout en Proudhon un « père Chaos », un « pandémonium », dont on ne peut utiliser l'œuvre que « par lambeaux ». Même quand il en parle élogieusement, il ne laisse guère apercevoir de connaissance en profondeur de cette œuvre, dont il paraît n'avoir lui-même lu que des « lambeaux ». Tout au plus consent-il à écrire qu'« abstraction faite de ses idées » (sic), il eut « l'instinct de la politique française »[118]. Il est en fait surtout sensible aux arguments que Proudhon, dans *La Fédération et l'unité en Italie*, a développé contre le principe des nationalités. D'ailleurs, dans le premier des *Cahiers du Cercle Proudhon*, tout entier consacré à l'œuvre de Proudhon, il écrit textuellement : « Les idées de Proudhon ne sont pas les nôtres »[119] !

Pour tenter de mettre tout le monde d'accord, Valois a certes souligné que son Cercle ne se rattache pas tant aux idées de Proudhon qu'à l'« esprit » qui domine son œuvre. Mais la formule n'a fait que renforcer l'équivoque. Maurras ira jusqu'à comparer les syndicalistes du Cercle à des « bacilles pernicieux » en attente de « régénération » : « Il se passe au Cercle Proudhon ce qui se passe dans nos corps où les microbes phagocytes voient la fin des bacilles pernicieux quand ils sont suffisamment secondés par les énergies réunies d'une organisation florissante »[120] ! Il n'est donc pas faux de dire que, pour l'Action française, « la référence à Proudhon apparaît comme un mélange de naïveté et de duplicité »[121].

Pour les syndicalistes révolutionnaires, Proudhon est au contraire une référence centrale[122]. Georges Sorel, le tout premier, a affirmé son accord fondamental avec les idées de Proudhon dans un « Essai sur la philosophie de Proudhon » paru en juin 1892 dans la *Revue philosophique*. Tout comme Edouard Berth, il méditera toute sa vie durant un livre sur Proudhon, qu'il ne trouvera jamais le temps d'écrire. Il s'instituera aussi le sourcilleux gardien de sa mémoire. Le 19 novembre 1908, il écrit ainsi à Eugène Fournière, qui lui a proposé de s'associer aux manifestations prévues pour le centenaire de Proudhon, une lettre cinglante, manifestant son désir de « demeurer en dehors de ce jubilé démocratique ». « J'aurais fort approuvé, y écrit-il, qu'on profitât de ce centenaire pour proclamer que Proudhon appartient aujourd'hui aux lettres françaises, et que des voix autorisées vinssent dire comment l'œuvre de ce grand écrivain moraliste rentre dans notre tradition nationale ; mais il aurait fallu, pour exécuter ce programme, faire appel à des hommes dont le nom seul eût fait reculer d'horreur les membres de votre comité. L. Dimier et Ed. Drumont n'auraient pu être oubliés, car ils ont, maintes fois, dit leur admiration pour celui dont on veut célébrer le centenaire […] La démocratie cherche à développer dans les classes ouvrières des sentiments qui sont en pleine contradiction avec les conceptions que Proudhon se faisait de la destinée humaine ; et les socialistes contemporains n'ont été que trop souvent démocrates ! Je ne vois point qui, de votre comité, pourrait parler sur l'amour, sur le travail, sur le droit en termes qu'eût approuvés l'austère auteur de *La guerre et la paix*. L'idée de clôturer les manifestations par une grande conférence que l'on confierait à Jaurès me semble presque révoltante […] L'admiration que j'éprouve pour l'auteur de la *Justice* me fait un devoir de ne point participer à une commémoration qui s'annonce comme devant être surtout consacrée à trahir Proudhon »[123].

Berth est évidemment dans les mêmes dispositions d'esprit. Sans doute, à l'époque du Cercle Proudhon, souligne-t-il lui aussi le caractère « national » du socialisme proudhonien, qu'il décrit comme puisé « à la plus pure source française », ne manquant pas une occasion de souligner que Proudhon est un vrai « Gaulois », issu d'une souche paysanne, qu'il est Français « de la tête aux pieds »[124]. Mais il a au moins lu son œuvre, qu'au cours de sa vie il mettra constamment en parallèle avec celles de Georges Sorel et de Karl Marx. Il est vrai par ailleurs que ce qu'il retient le plus de Proudhon, ce sont des aspects « conservateurs » qui permettent de l'opposer aux libertaires et aux socialistes « démocrates ». Berth, en particulier, se réfère constamment à sa théorie du mariage et de la famille, contenue dans la dixième étude du livre intitulé *De la Justice*, et à son apologie de la force, dans *La guerre et la paix*. Proudhon, écrit-il, « n'a partagé aucun des *préjugés* de la démocratie révolutionnaire »[125] : il n'est ni romantique, ni féministe, ni centralisateur, ni pacifique, ni évolutionniste. Il ne croit pas au progrès par le bien-être matériel et, surtout, il ne partage pas « l'indifférence souveraine en matière de morale »[126].

Cette interprétation de Proudhon se constatait déjà dans un article sur « Le centenaire de Proudhon, 1809-1909 » que Berth avait fait paraître en février 1909 dans la revue de Lagardelle. Proudhon s'y voyait crédité d'avoir fourni les « principes d'une culture héroïque » à un prolétariat décidé à engager la lutte contre les maîtres du capital et des « consommateurs égoïstes et ratatinés »[127]. Proudhon, ajoutait Berth, « appartient aux syndicalistes révolutionnaires, tout pénétrés d'esprit guerrier, et qui veulent, par la grève, cette forme économique de la guerre, exalter le travailleur en tant que travailleur et engendrer la morale des producteurs en partant du *point d'honneur syndical*, de redonner au monde moderne le sens d'une culture héroïque fondée sur le travail ». « Esprit guerrier », « culture héroïque », grève considérée comme une nouvelle forme de guerre : en quelques mots, tout est dit. Tout au long de sa vie, Berth ne cessera de revenir sur ces thèmes[128].

Proudhon est en fait un auteur suffisamment complexe pour que l'on puisse invoquer son patronage à des titres bien différents, et son évolution fut assez longue pour qu'on puisse souvent trouver dans son œuvre ce qu'on veut y chercher. Il fut pacifiste mais publia un ouvrage exaltant la guerre, se fit le défenseur de la propriété après en avoir condamné jusqu'au principe (« la propriété, c'est le vol ! »), écrivit sur la famille et la morale des textes empreints du plus extrême conservatisme, défendit successivement l'anarchisme et le fédéralisme, etc. Comme l'écrit Georges Navet, « si chacun peut attribuer ses propres convictions à Proudhon en prétendant les lire en lui, plus rien ne garantit que syndicalistes révolutionnaires et monarchistes mettent la même chose sous ce qui devient un simple nom propre supposé recouvrir une unité »[129].

Quoi qu'il en soit, Proudhon, comme on l'a vu, ne comptait pas que des partisans à l'Action française, dont beaucoup d'adhérents, en matière sociale, en restaient à la pensée de La Tour du Pin. Or, pour La Tour du Pin, le règlement de la question sociale était indissociable de la restauration d'un ordre social chrétien. Loin de le séduire, Proudhon était à ses yeux quasiment un diable, du fait de son antithéisme et des formules lapidaires de sa période anarchiste. La vieille garde royaliste se réclamait donc plutôt de la Tour du Pin – qui resta monarchiste lorsque le comte catholique Albert de Mun finit par se rallier à la République – et, malgré les arguments déployés dans les *Cahiers* du Cercle, n'était pas prête à se rallier à Proudhon. Quant aux idées de Georges Sorel, elle étaient, dans ce milieu, encore plus controversées[130]. L'« ouverture à gauche » qu'entendait pratiquer le Cercle Proudhon ne pouvait donc que faire hausser les sourcils, pour le moins, aux éléments les plus conservateurs et les plus traditionalistes du mouvement.

Il n'en reste pas moins que Maurras a présidé la première rencontre organisée par le Cercle, et que celui-ci a incontestablement joui durant toute l'année 1912 du soutien appuyé du quotidien royaliste. On pourrait donc dire que les *Cahiers du Cercle Proudhon* se situent dans la ligne de l'Action française, mais seulement à la marge, et que c'est en cela qu'ils constituent l'amorce d'une « dissidence » au sens qu'Eugen Weber a donné à ce terme[131]. Tous les membres de l'A.F. ne se reconnaissent pas dans les activités du Cercle, Maurras nourrit lui-même des sentiments mitigés mais, au moins à titre expérimental, il lui apporte son appui.

La fin du Cercle Proudhon

Est-ce cet appui donné aux jeunes proudhoniens d'A.F. qui a été l'une des causes de la prise de distance de Jean Rivain, fondateur et propriétaire de la *Revue critique des idées et des livres*, par rapport à Maurras ? On peut se poser la question. Non seulement Jean Rivain n'a pas rejoint le Cercle Proudhon au moment de sa création, contrairement à nombre de ses proches, comme René Marsans et Pierre Gilbert, mais quelques mois plus tard, en 1912, il se retire des comités directeurs de l'Action française et sort sa revue de l'orbe intellectuelle du mouvement. Georges Valois en donnera comme explication le fait que la revue « devenait presque exclusivement littéraire, ce qui ne paraissait pas permettre un large développement à nos études » : « Notre objectif n'était pas la conquête des salons littéraires »[132]. L'argument est un peu court, et l'on peut supposer que des questions de personnes sont intervenues. Mais il est sûr que des divergences d'ordre littéraire ont aussi joué un rôle. Jean Rivain et Eugène Marsan étaient l'un et l'autre de grands admirateurs que Stendhal, que Maurras n'aimait pas. Jean-Claude Valla, après avoir rappelé que la *Revue critique* avait été lors de sa fondation, en avril 1908, très proche de l'Action française, ajoute pour sa part que « ses animateurs manifestaient trop bruyamment leur passion pour Stendhal qui était alors l'une des bêtes noires des milieux ecclésiastiques, et poussaient trop loin aux yeux du maître [Maurras] leur engouement pour le syndicalisme révolutionnaire »[133]. « Son secrétaire de rédaction, ajoute-t-il, reprochait à Maurras de donner trop de gages à ses lecteurs catholiques, si bien que la revue coupa les ponts avec l'Action française en février 1914 »[134]. Les relations s'étaient en fait détériorées auparavant. Après la Grande Guerre, Rivain et Marsans se réconcilieront du bout des lèvres avec Maurras. La *Revue critique* cessera de paraître en 1924. En 1945, Jean Rivain se présentera sans succès à l'Académie française, au fauteuil de Henri Bergson (c'est Edouard Le Roy qui sera élu).

L'éloignement de Jean Rivain aura des conséquences importantes pour Valois. En 1912, en même temps qu'il démissionne des Comités directeurs de l'A.F., Rivain abandonne en effet la direction de la maison d'édition du mouvement, la Nouvelle Librairie nationale. Il est d'abord remplacé par René de Marans, collaborateur du Cercle Proudhon, mais celui-ci, en mauvaise santé, doit bientôt abandonner le poste. Il cède alors la place à Valois – preuve supplémentaire que les orientations de ce dernier ne lui valent à ce moment-là aucun désaveu de la part de Maurras –, ce qui lui permet de quitter son emploi chez Armand Colin. Valois saura faire de la Nouvelle Librairie nationale un bastion pour ses idées, en même temps qu'un succès commercial, avec l'aide de ses deux adjoints, Joseph Boissier et Pierre Lecœur. Boissier, solide gaillard et bon géant, avait d'ailleurs déjà travaillé avec Valois chez Armand Colin et s'était fait une réputation en participant aux batailles de rues du Quartier latin. Décrit par Valois comme « fier, brave, loyal et d'une énergie indomptable », il sera tué en 1915 lors de l'offensive de l'Artois. Lecœur, lui aussi Camelot du roi et habitué des rixes estudiantines, se brouillera au contraire rapidement avec Valois. Proche de Maurice Pujo, il joua un rôle important dans la brouille qui devait amener Valois à se séparer de l'Action française au milieu des années vingt.

En 1913, dans le dernier numéro de la première série des *Cahiers du Cercle Proudhon*, Edouard Berth publie un article intitulé « La bourgeoisie capitaliste ». Il y affirme que la classe ouvrière aurait grand tort de croire que les travailleurs n'ont pas de patrie : « Au contraire, les ouvriers ont une patrie plus encore que les bourgeois, qu'on pourrait considérer, eux, comme étant les vrais "sans-patrie" ; car le riche est le vrai "déraciné", qui, partout dans le monde, où qu'il se trouve, se trouve bien, précisément grâce à sa richesse ; tandis que l'homme du peuple, le pauvre, dépaysé, déraciné, transplanté, livré à la double domination

capitaliste et étrangère, est doublement esclave et malheureux. En fait, dans l'histoire, ce sont les classes riches qui, le plus souvent, pour un ignoble intérêt de classe, ont vendu la patrie à prix d'or […] alors que les classes populaires la défendaient avec l'acharnement le plus magnifique ». De même, ajoute-t-il, l'antimilitarisme et le pacifisme de principe passent-ils à côté de l'essentiel. Rappelant que Proudhon, dans *La guerre et la paix*, a bien senti « la grandeur historique et la portée civilisatrice du fait guerrier », Berth écrit : « Croyez-vous donc que la révolution syndicaliste puisse s'accomplir sans provoquer également un formidable éruption guerrière ? La bourgeoisie a eu contre elle toute l'Europe féodale ; vous auriez contre vous toute l'Europe bourgeoise. Mais, j'en ai peur, ce pacifisme à outrance ne traduit chez vous, comme chez vos maîtres, qu'un affaiblissement inquiétant de la vitalité ». Et il conclut par un rappel qui résume toute sa conviction : « Le Cercle Proudhon a été fondé pour essayer de persuader aux uns que l'idéal syndical n'implique pas forcément l'abdication nationale et aux autres que l'idéal nationaliste ne comporte pas non plus nécessairement un programme de paix sociale ».

Mais on voit bien que, sur ce dernier point, il diverge de Valois qui, comme la plupart de ses amis royalistes, continue à croire au contraire que l'« idéal nationaliste » implique de croire à une « paix sociale » identifiée à l'union nationale. Au 6e Congrès de l'Action française, le 28 novembre 1913, Georges Valois affirme d'ailleurs, significativement, se réjouir que les « valeurs nationalistes » soient en train de « remplacer dans l'esprit du public les valeurs socialistes ».

Valois, on l'a vu, tentera encore de lancer une nouvelle série des *Cahiers*, dont seul paraîtra le premier numéro, daté de janvier-février 1914. Le 2 juin 1914 a lieu le dernier repas du Cercle Proudhon. Valois dira plus tard que « les convives présents […] représentaient en nombres égaux, l'ancien monde conservateur et l'ancien monde révolutionnaire »[135]. Formule optimiste, sinon exagérée. La Grande Guerre éclatera quelques mois plus tard. L'aventure du Cercle Proudhon aura duré trois ans.

Edouard Berth et Maurras

En mai 1914, Edouard Berth publie un livre resté célèbre : *Les méfaits des intellectuels*. L'ouvrage est important pour le sujet qui nous occupe ici, car Berth s'y montre encore tout marqué par l'esprit du Cercle Proudhon, dont il s'efforce en même temps de faire le bilan. D'emblée, il veut expliquer en quoi il n'était à ses yeux nullement contradictoire de se réclamer du syndicalisme révolutionnaire tout en affichant de la sympathie pour l'Action française. Il conclut son avant-propos en ces termes : « Tradition et Révolution constituent les deux forces dont l'antagonisme doit produire l'équilibre social ». Et plus loin : « Il n'y a pas contradiction, mais collaboration, entre la Tradition et la Révolution ». Cette idée selon laquelle tout antagonisme doit aboutir à un équilibre, toujours provisoire, des forces en présence, et non au triomphe total de l'une d'entre elles sur les autres, est de celles auxquelles il tient le plus.

L'une des oppositions dont il use alors fréquemment est celle d'Apollon et Dionysos, qui recouvre chez lui celle de l'Etre et du devenir. On sent bien qu'il se situe lui-même du côté de Dionysos, mais il s'applique à montrer combien l'un et l'autre sont nécessaires, au point d'être complémentaires. Dans *Les méfaits*, comme on l'a vu, il applique audacieusement cette

opposition à Sorel et Maurras : « Maurras s'attache davantage au beau et Sorel au sublime ; Maurras, pour employer la terminologie de Nietzsche, est plus apollinien et Sorel plus dionysien. Mais nous savons par Nietzsche, qui a symbolisé dans Apollon et dans Dionysos les deux grandes divisions de l'Art, que ces deux divinités artistiques peuvent faire alliance et ont fait en réalité alliance pour enfanter la tragédie grecque. Et nous savons aussi que cette alliance non seulement est possible et féconde, mais encore qu'elle est nécessaire ; que Dionysos, sans Apollon, tombe dans l'extravagance et la folie ; qu'Apollon, par contre, sans Dionysos, tombe dans le formalisme et ce que Nietzsche appelle l'*égypticisme*. Il serait facile, certes, si l'on voulait pousser à fond le parallèle entre Maurras et Sorel, de montrer que l'apollinisme de Maurras paraît, parfois, incliner à un certain alexandrinisme et accorder trop d'importance à la dialectique, et que, par contre, le dionysisme de Sorel peut, lui aussi, sembler parfois manquer de règle et de principe ; mais où serait l'intérêt de ce parallèle ? L'essentiel ne reste-t-il pas qu'Apollon et Dionysos ont un ennemi commun à savoir Socrate – Socrate le non-mystique et le non-artiste […] l'initiateur de la culture théorique et le prototype de nos Intellectuels ? »[136].

Dans cet ouvrage, Berth fait également profession de foi patriotique (« je désire passionnément le maintien, et non seulement le maintien, mais la grandeur de cette patrie française »), de même qu'il loue Maurras d'avoir du nationalisme une conception toute « territoriale », alors qu'il reviendra sur ces positions au lendemain de la Grande Guerre. L'influence que l'Action française a exercée sur lui se constate également à quelques propos critiques vis-à-vis de l'Allemagne, à un éloge appuyé de la « civilisation latine », mais aussi à quelques remarques désobligeantes sur les Juifs[137], toutes choses qui ne sont pas dans sa manière et contrastent assez nettement avec ses écrits ultérieurs.

Est-ce à dire que Berth s'est totalement converti au maurrassisme ? Lui-même se pose alors loyalement la question : « Suis-je devenu royaliste ? » Dans *Les méfaits des intellectuels*, il écrit explicitement qu'il ne verrait « aucun inconvénient » à une restauration monarchique : il déclare même « admettre la possibilité d'une restauration de l'Etat sous la forme que propose l'*Action française* » sans pour autant abandonner en quoi que ce soit ses positions syndicalistes. Cependant, il assure aussi avoir « trouvé à l'*Action française* plus d'esprit véritablement républicain qu'ailleurs ». Plus tard, en 1924, il dira : « J'avoue avoir failli céder à la séduction ; mais *après*, l'illusion apparaît vraiment trop folle »[138]. En fait, il a de toute évidence subi l'influence de Maurras et de Valois, mais avec une certaine retenue. « On ne peut strictement [le] considérer d'Action française », écrit à juste titre François Huguenin[139].

D'ailleurs, même dans *Les méfaits*, Berth fait quelques réserves vis-à-vis de la pensée de Maurras, dont il sent bien qu'elle est d'une inspiration fort différente de la sienne. Au doctrinaire de l'Action française, il reproche par exemple de trop s'« inféoder » aux idées d'Auguste Comte, dont il méprise pour sa part le positivisme et le « théocratisme intellectuel », et à l'inverse de rejeter la philosophie de Bergson, qu'il admire profondément. Il s'étonne aussi de le voir préférer Racine à Corneille et Sophocle à Eschyle, de mettre le beau au-dessus du sublime – « Fuyons le sublime à la mode », a écrit Maurras dans la préface du *Chemin de Paradis* (1895) –, alors que Sorel, qui n'est pourtant pas moins antiromantique que Maurras, est au contraire hanté par le *sublime* – le « sublime prolétarien ».

Enfin, et ici en rupture complète avec l'école d'Action française, l'anti-étatiste et

fédéraliste Berth voit bien que, par certains aspects, la Révolution n'a pas rompu avec l'Ancien Régime, mais l'a au contraire poursuivi et aggravé. Comme Proudhon, comme Tocqueville, comme Renan, il n'hésite pas à décrire les Jacobins comme les « dignes successeurs de nos rois », comme ceux qui ont « simplement porté à sa dernière perfection ce que nos rois ont créé – c'est-à-dire, précisément, ce mécanisme de l'Etat niveleur, centralisateur, destructeur de tout particularisme provincial, contre lequel M. Léon Daudet vitupère chaque dimanche ! » Et plus loin : « Quant à la question de savoir si la monarchie a commencé le mouvement de centralisation achevé par la Révolution et l'Empire, il n'est pas contestable, à mon sens, que, dès Richelieu, la monarchie ne soit entrée dans cette voie ; on a pu exagérer la centralisation monarchique, on ne peut la nier ; il existait encore, sans doute, à la veille de la Révolution, beaucoup de libertés locales, provinciales, corporatives, et c'est la Révolution qui a porté le dernier coup à cet édifice de libertés ; mais pourquoi contester que la monarchie ait commencé le travail de démolition ? »[140]. C'est là un point sur lequel il ne transigera jamais[141].

Il est donc assez exagéré de dire, ainsi qu'on a pu le faire, que Berth « tenta toute sa vie durant de faire la synthèse Maurras-Sorel »[142]. En 1910-12, ses positions personnelles semblent plutôt se situer entre celles de Sorel et celles de Valois. Plus « marxiste » que Valois, mais plus « nationaliste » que Sorel, il a moins considéré le Cercle Proudhon comme l'occasion ou le lieu d'une synthèse que comme un moyen de réaliser l'alliance de deux forces opposées contre un ennemi commun. Il a œuvré à la rencontre des soréliens et des royalistes en voyant dans ces deux familles des éléments antinomiques, mais complémentaires. S'il a quelque temps éprouvé une incontestable sympathie pour l'Action française, il ne s'y est jamais rallié totalement, et finira même par s'en détourner brutalement.

La Grande Guerre et ses suites

Lorsqu'éclate la guerre de 1914, l'Action française se rallie aussitôt à l'Union sacrée. La germanophobie obsessionnelle de Maurras ne pouvait que l'amener à approuver une guerre avec l'Allemagne, d'autant qu'il s'agissait de reconquérir les « provinces perdues » d'Alsace et de Lorraine. Mais en se ralliant à un gouvernement qu'elle dénonçait la veille encore avec la dernière vigueur, l'A.F. mettait aussi en pratique son idée que l'unité des Français doit se faire dans les moments de crise, et surtout contre les pacifistes. L'Action française participera donc au premier rang de l'hystérie « antiboche » et apportera son soutien à tous les gouvernements, y compris ceux d'Aristide Briand et de Georges Clemenceau, qui lui paraîtront prendre des mesures énergiques en faveur de la défense nationale. Cela lui permettra d'ailleurs d'intensifier son audience : en 1917, *L'Action française* enregistre 7500 abonnés de plus, et la Ligue quitte ses locaux de la Chaussée d'Antin, où elle avait emménagé en 1908, pour s'installer rue de Rome.

L'Action française, pourtant, ne se remettra pas de la Grande Guerre, au cours de laquelle près de 4000 de ses adhérents trouveront la mort. Parmi les membres du Cercle Proudhon, Georges Valois, Henri Lagrange, Joseph Boissier seront envoyés sur le front, où ils serviront avec courage. Lagrange et Boissier ne reviendront pas. A elle seule, la *Revue critique* – qui, à l'annonce de la déclaration de guerre, en août 1914, a suspendu sa publication – perdra sur le front vingt-cinq membres de son équipe, dont Pierre Gilbert, Lionel des Rieux, Jean-Marc Bernard, André du Fresnois et Henry Cellerier. Déjà saignée à blanc par la mort de plusieurs

milliers de ses militants, l'A.F. ne retrouvera plus l'inspiration novatrice, sinon révolutionnaire de ses premières années, et s'enfermera de plus en plus dans un public de conservateurs et de dévots. La guerre « a brisé l'Action français », note François Huguenin, qui ajoute que « l'Action française se vide alors d'une bonne part de son instinct insurrectionnel, comme l'après-guerre le prouvera »[143].

L'échec relatif du Cercle Proudhon devait également conduire l'Action française à se détourner peu à peu de la question sociale. Après avoir encouragé les activités du Cercle, l'A.F. s'en désintéressa d'autant plus vite que celles-ci lui avaient valu bon nombre des critiques sans lui apporter de public nouveau. « Les catholiques conservateurs se mettaient à la quitter, observe Eugen Weber. Le marquis de La Tour du Pin lui retirait son appui. Maurras décida que que les préoccupations sociales coûtaient trop cher par rapport aux résultats obtenus [...] Visiblement, on ne devait compter réaliser qu'un bien maigre gain politique en indisposant ses amis bien pensants pour l'amour de prolétaires indifférents »[144]. Après 1918, on ne reparlera pratiquement plus de Proudhon dans l'entourage de Maurras. Dans les années vingt, le mouvement royaliste, déjà accusé de « paganisme » par certains ecclésiastiques[145], menacé d'une condamnation du Vatican, ne tient pas à en rajouter en se recommandant d'un antithéiste et anticlérical notoire ! De *L'Insurgé* à *L'Ordre nouveau*, le nom de Proudhon deviendra en revanche une référence constante chez les non-conformistes des années trente, au même titre que Péguy ou, plus tard, Bernanos.

Georges Sorel, pour sa part, n'augurait rien de bon de la guerre de 1914. Il condamna l'Union sacrée dès le départ et appela la paix de tous ses vœux – « le jour où l'on sera résolu à faire une paix comme toutes les autres, la guerre ne durera plus longtemps », écrit-il à Edouard Berth dès le 18 juin 1915 –, ce qui explique qu'il se soit à ce moment là définitivement éloigné de Maurras, ce qui fut également le cas de Berth, tandis que Valois adoptait la démarche inverse.

Lorsque la guerre éclate, Sorel se dit consterné de l'alliance de la Russie avec la France et l'Angleterre. Cette alliance, confie-t-il à Berth dès le 11 septembre 1914, « va achever tout ce qui demeurait encore de sérieux, de grand et de *romain* en Europe ». Après quoi il commente l'Union sacrée en termes caustiques : « Il sera curieux de noter quelque jour les affinités qui ont uni étroitement, au cours de cette crise, des hommes qui semblaient fort opposés : des catholiques comme de Mun, des royalistes à la manière de Maurras, tous les francs-maçons, Hervé, Vaillant, J. Guesde. Ces hommes ne sont pas mus par la nécessité de défendre les biens élémentaires de la nation ; mais ils ont un fonds commun de haine contre des idées de discipline que la Prusse avait gardées ». Sorel critique aussi le Vatican : « L'élection du nouveau pape [il s'agit de Benoît XV] me paraît montrer que les cardinaux croient le moment venu d'orienter définitivement l'Eglise dans la voie de la civilisation bourgeoise [...] On nous annonce que Rome va faire de la *grande politique*, cela veut dire qu'elle va marcher d'accord avec les démocrates, les modernistes, les politiciens qui auront assez de scepticisme pour ne voir dans l'Eglise qu'une organisation de gendarmerie spirituelle [...] Nous aurons le plaisir de voir Maurras condamné par le Vatican, ce qui sera la juste punition de ses incartades. A quoi pourrait bien correspondre un parti royaliste dans une France qui sera uniquement occupée de jouir de la vie facile d'Antioche ? La disparition prochaine de son *Action française* permettra de comprendre que Maurras n'a jamais eu une idée sérieuse de ce que doivent être les forces sociales dans un pays monarchique ». L'Action française, que Sorel critique à nouveau, avec la dernière vigueur, dans ses lettres du 22 avril et du 29 avril 1918,

sera en effet condamnée par le Vatican en 1926. L'année suivante, en 1919, Sorel publie un vibrant « Plaidoyer pour Lénine », qu'il fait figurer en appendice de la 4e édition des *Réflexions sur la violence*[146].

Berth acceptera toutefois, peut-être par fidélité à ses anciens amis, de collaborer en 1918 à un recueil collectif d'hommages à Maurras[147], ce qui lui vaudra de se faire réprimander vertement par Sorel : « J'ai vu que vous vous étiez bien inutilement compromis en vous associant au chœur des thuriféraires […] Maurras est de ces gens qui se croient placés fort au-dessus des louanges que peuvent leur adresser de simples mortels […] *L'Action française* n'a jamais rien fait pour vous et elle ne fera jamais rien pour vous aider ; il faut ne pas vous laisser aller à des actes d'imprudence » (lettre du 7 avril 1919). Il réitère quelques jours plus tard : « Jamais Hugo, qui était cependant un autre esprit que Maurras, n'a été adulé comme celui-ci. Ce qu'il y a d'effarant c'est que, très évidemment, Maurras trouve que ces louanges ne dépassent pas son génie » (lettre du 11 avril 1919).

Deux ans après, le 24 avril 1920, Sorel écrit encore à Berth : « Massis m'a envoyé le 1er numéro de la *Revue universelle*. Nullité sur toute la ligne […] Cette revue ressemble à un gros numéro de *L'Action française*. En tête Bainville annonce que le monde attend que la France se mette à la tête d'un travail civilisateur ; il est beau ce travail si c'est sa revue qui donne le ton ! ». Georges Sorel meurt le 22 août 1922. Son exécuteur testamentaire sera Edouard Berth.

Georges Valois, lui, s'est illustré durant la Grande Guerre par une conduite brillante, notamment dans la région de Verdun. Simple soldat lors de la mobilisation, promu dès octobre 1914 chef d'un corps-franc composé de volontaires pour les missions les plus dangereuses, puis fait sous-lieutenant en mai 1916, il a été blessé au mois d'octobre et a été cité trois fois pour son courage durant les combats. Décoré de la Croix de Guerre et de la Légion d'Honneur, il est revenu du front galvanisé : « La guerre a été pour nous tous une prodigieuse école […] Nous avions été, au 2 août 1914, replacés égalitairement dans l'état de nature, chacun de nous avait pris sa place dans la hiérarchie spontanément créée et acceptée par la société nouvelle où nous étions placés »[148].

Dès avant l'ouverture des hostilités, il a commencé à s'orienter vers le corporatisme, ainsi qu'en témoignent son livre sur *Le Père* (1913) et ses commentaires ajoutés à la nouvelle édition de son enquête sur *La monarchie et la classe ouvrière* (1914). L'objectif lui semble désormais, non pas tant de défendre les revendications ouvrière que de parvenir à créer, grâce à la tutelle d'un « Etat fort », les conditions nécessaires à la paix sociale, afin de faire « concorder [des] volontés contraires vers le bien commun »[149]. Or, le corporatisme, selon lui, unit les « membres épars d'un même corps pour les ressouder à la tête, qui est l'Etat, au tronc qui est la nation, avec son cœur, qui est la famille, afin que la nation forme vraiment un corps, mais sont prêts à agir d'un même mouvement, selon le commandement d'un même sang qui les parcourt tous, d'un même esprit qui voit et prévoit pour tout le corps de la nation »[150]. « Même corps », « même sang », « même esprit » : de telles expressions montrent que le Valois du début des années vingt n'a plus grand chose à voir avec le Valois des années 1910-12. Si elle le rapproche de La Tour du Pin, son adhésion à une conception corporatiste de la vie sociale l'éloigne en effet de Sorel, dont la ferme prise de position en faveur de Lénine n'a pu que favoriser cette prise de distance. Valois l'avoue d'ailleurs lui-même : « Sorel est le théoricien du néomarxisme, et il n'a jamais cessé d'interpréter les événements

historiques par la lutte des classes ; il est l'auteur d'une "Apologie pour Lénine" […] Ces indications suffiront à montrer que la citation respectueuse d'un nom […] n'entraîne ni ne conseille l'adhésion à des doctrines dont nous faisons nous-même la critique constante »[151].

Certes, au début des années 1920, le royaliste Valois continue à se réclamer de Proudhon, mais c'est avant tout pour en faire un anti-Marx[152]. Sa « réponse à Jean Darville », annexée à la 2e édition de *La monarchie et la classe ouvrière*, montre aussi ce qui le sépare désormais de Berth. Alors que le syndicalisme révolutionnaire vise à faire exploser le conflit, à travers le mythe révolutionnaire de la grève générale, Valois se situe dans une optique réconciliatrice, en recourant au mythe de la nation. Il l'indique clairement dans *L'économie nouvelle* : « C'est dans une institution supérieure à ces deux groupements [les groupements patronaux et les syndicats ouvriers] que les membres de la profession peuvent parvenir à une vue presque totale de leurs intérêts communs et c'est là que viennent se résoudre les antagonismes, dans la soumission à l'intérêt général de la profession »[153]. Un tel point de vue est totalement opposé à celui des soréliens, qui ne jugent pas toutes choses selon l'intérêt national, mais selon l'intérêt de classe, et ne peuvent donc croire que patrons et ouvriers ont des « intérêts communs » dont la prise en compte permettrait de « résoudre les antagonismes » qu'ils veulent au contraire activer. Mais à cette époque, Valois a même abandonné la notion de classe. « Accord technique entre les divers éléments de la production : c'est la loi de demain, écrit-il. La production n'est pas divisée en classes ; elle est répartie en groupes économiques. Les uns vivent du charbon, les autres des tissus, les autres du livre. Qu'ils soient patrons, ingénieurs, contremaîtres ou ouvriers, les membres du groupe ont pour premier intérêt la prospérité du livre, du tissu, du charbon. Si leur production tombe, c'est la ruine pour le patron, c'est le chômage pour l'ouvrier »[154].

Il y a de toute évidence chez Valois, que Brasillach qualifiera de « lunatique fort suspect » dans *Notre avant-guerre*, l'amorce d'une tentation technocratique, évidente lorsque, dans *L'homme contre l'argent* (1928), il se présente lui-même comme appartenant « à cette classe nouvelle, qui s'est formée entre le prolétariat et la bourgeoisie. Classe qui est née de la nécessité historique, classe d'intellectuels, de techniciens, d'organisateurs du travail, d'inventeurs, de chefs de service, de contremaîtres qui, entre les possesseurs du sol et des capitaux et les bataillons prolétariens, est la grande créatrice du monde moderne ». Valois croit alors que les « techniciens » vont s'imposer, et cette perspective l'enchante. L'expression de « modernisme réactionnaire » (Jeffrey Herf) lui convient alors parfaitement[155].

Depuis la fin de la guerre, Valois est devenu le principal spécialiste des affaires économiques de l'A.F. Chaque lundi, il fait paraître un « supplément social » dans *L'Action française*, avec la collaboration de Firmin Bacconnier, Jean Arthuys et Coquelle Viance. En mars 1920, il fonde la Confédération de l'intelligence et de la production française, et lance un bulletin, *La Corporation française*. L'objectif est de réorganiser le monde du travail sur la base du corporatisme. Deux ans plus tard, il annonce le lancement des « Etats-Généraux de la Production française » qui, après un succès initial, vont rapidement péricliter lorsque le patronat se sera aperçu qu'il ne peut les manipuler à sa guise. Cet échec est l'une des sources de sa rupture avec l'Action française, qui va maintenant survenir très vite.

Entre temps, l'arrivée de Mussolini au pouvoir n'a pas manqué d'exercer sur lui une forte impression. Le 25 février 1925, Valois lance un hebdomadaire intitulé *Le Nouveau Siècle*.

Quelques mois plus tard, le 5 octobre 1925, il démissionne des comités directeurs de l'Action française, puis, le 11 novembre, lance son propre parti, le Faisceau. Celui-ci se hâte de proclamer que le fascisme est « le mouvement par lequel l'Europe contemporaine tend à la création de l'Etat moderne ». Les rapports entre Valois et l'A.F. deviennent alors exécrables, surtout après la transformation du *Nouveau Siècle* en journal quotidien. Dès le 7 décembre, dans le quotidien italien *Tribuna*, Valois accuse Maurras de parlementarisme, puis, quelques jours plus tard, grâce au soutien de deux membres du conseil d'administration de la Nouvelle Librairie nationale, parvient à s'emparer de celle-ci, privant du même coup Maurras et ses amis de leur maison d'édition. C'est désormais la guerre ouverte. S'ensuivit une violente polémique, qui atteint son apogée en novembre 1926, lorsque les « chemises bleues » de Valois envahissent les locaux de l'Action française, tandis que les Camelots du roi ripostent à coups de revolver !

Mais à cette date, le Faisceau est déjà moribond. Le « premier parti fasciste de France » n'aura en effet guère eu plus d'une année d'existence. Quant au *Nouveau Siècle*, il disparaîtra en avril 1928. Fait significatif : c'est cette seule année que les historiens retiendront pour qualifier Georges Valois de « fasciste », alors qu'il allait par la suite combattre résolument le fascisme pendant une période de sa vie évidemment beaucoup plus longue que les quelques mois durant lesquels il l'aura défendu.

Berth contre l'Action française

Ce qui a finalement empêché Edouard Berth et Georges Sorel de rallier le nationalisme et d'adhérer à l'Union sacrée, c'est leur indifférence relative à l'idée de nation, dans laquelle ils voient une mystification destinée à masquer la réalité de la lutte des classes. Cela les éloigne radicalement de la mythologie organiciste et des idéologies qui, comme le fascisme, prétendent réconcilier le capital et le travail.

Quadragénaire et chargé de famille, Edouard Berth n'a pas, à son grand dam, été envoyé sur le front durant la Première Guerre mondiale. Collaborateur de 1922 à 1925 de la revue communiste *Clarté*, fondée par Henri Barbusse et Romain Rolland, il a choisi la voie opposée à celle où s'est engagé Valois. Non seulement il professe alors, tout comme Sorel, une vive admiration pour Lénine et la révolution russe (sur laquelle il reviendra à la fin des années vingt), mais il fait du conflit qui s'est achevé en 1918 une analyse bien différente de celle des nationalistes. C'est en effet à partir de sa conscience de classe qu'il se refuse absolument de se réjouir de l'issue des combats : « La guerre s'est terminée par la victoire des démocraties bourgeoises occidentales »[156]. Stigmatisant en 1923 les « écrivains nationalistes » qui « essaient par tous les moyens de maintenir le prestige moral de la Grande Guerre, qui a consacré le triomphe de la ploutocratie »[157], il répète l'année suivante : « Le fait essentiel reste que la noblesse prussienne, *la dernière noblesse d'esprit féodal qui subsistât en Europe*, ayant été vaincue par la bourgeoisie de l'Entente, c'est bien le triomphe de la démocratie bourgeoise que marque la "Grande Guerre" »[158].

Pour justifier son ralliement à l'Union sacrée, Maurras répétait qu'« on ne fait pas de révolution devant l'ennemi » – ce qu'a au contraire fait Lénine ! Berth lui répond de façon cinglante : « A ce compte, les Vendéens, qui attaquèrent la Convention nationale quand celle-ci avait l'Europe sur les bras, furent des traîtres, d'infâmes vendus, non pas aux Boches (il

n'était pas encore question d'eux), mais aux Anglais. Charles Maurras accepte-t-il de traiter les Chouans de… traîtres ? »[159]. En se ralliant à l'Union sacrée, poursuit-il, Maurras a fait le choix de « sacrifier le roi *à la nation* – la nation telle que la concevaient *les patriotes* de 1792 »[160]. Et de rappeler que Proudhon, dont l'Action française (et lui-même) ont célébré le caractère « français », qualifiait le chauvinisme d'*idiotie nationale* : « L'homme qui a écrit : *là où est la justice, là est la patrie*, ne peut à aucun titre passer pour un nationaliste, et il suffit de lire sa *Correspondance* pour savoir avec quelle sévérité il a souvent jugé la France, dont il a passé les dernières années de sa vie à désespérer »[161].

Edouard Berth a-t-il donc oublié l'expérience du Cercle Proudhon ? Nullement. Mais il voit désormais les limites du milieu qu'il a fréquenté. Il estime maintenant que l'Action française « n'a dû son succès qu'à l'allure quasi-révolutionnaire qu'elle prit à un certain moment »[162]. « Avant la guerre, écrit-il, l'*Action française* constituait vraiment une force qui pouvait paraître neuve et hardie ; elle groupait des lettrés, dont le langage attirait la sympathie par sa netteté, sa franchise et sa crânerie ; il fut même un moment, vers 1908, lors des événements de Villeneuve-Saint-Georges, où l'*Action française*, comme journal, fut la seule gazette *lisible* à Paris […] Son conservatisme semblait être un conservatisme de grande allure – et non mesquinement bourgeois comme il est devenu […] Aujourd'hui, au contraire, l'Action française ne se distingue plus guère du bonapartisme […] Sa conception de la tradition apparaît comme tout à fait réactionnaire et tombe sous les reproches que Sorel fait aux *conservateurs bornés* […] Charles Maurras n'est pas un disciple de Le Play ni de Renan – du Renan de la *Réforme intellectuelle et morale* si scandaleusement sympathique à l'odieuse Germanie ; c'est une sorte de *Jacobin blanc*, disciple de Joseph de Maistre et d'Auguste Comte, qui voudrait ressusciter les plus mauvaises traditions de l'Ancien Régime, un *athée clérical* et théocrate, qui voit dans l'Eglise, à la manière bonapartiste, *une gendarmerie sacrée* ; et son dogmatisme politique est aussi étroit que son dogmatisme esthétique »[163]. Et encore : « Avant la guerre, nous avions cru possible la restauration d'une Monarchie, qui, mieux que la République de nos républicains radicaux, eût pu *réduire et neutraliser* l'Etat et laisser aux groupes sociaux une pleine liberté d'antagonisme […] Mais la conduite de nos *enragés du chauvinisme*, qui trouvent admirables la Saint-Barthélémy et la révocation de l'Edit de Nantes, nous prouve que nous n'aurions à attendre, nous syndicalistes révolutionnaires, *ennemis de l'intérieur*, de la part de nos fervents *patriotes et ligueurs* qu'une proscription en masse. La monarchie de Maurras et de Daudet ne serait pas la monarchie de saint Louis ou d'Henri IV, mais celle de Catherine de Médicis, de Laubardemont et des Dragonnades : toute illusion est désormais impossible »[164].

Evoquant l'admiration que nourrissaient les membres du Cercle Proudhon pour la pensée de Sorel, il écrit encore : « La thèse antidémocratique des *Réflexions* [*sur la violence*] flattait évidemment la marotte contre-révolutionnaire de ces messieurs ; *l'Action française* flirtait assez volontiers avec ceux qu'elle avait baptisés les “contre-révolutionnaires d'extrême gauche” ; elle espérait amener les syndicalistes à accepter la monarchie qu'elle semblait alors vouloir sérieusement restaurer ; et, en vérité, notre mépris et notre dégoût de la démocratie bourgeoise étaient tels que nous l'aurions acceptée en effet assez volontiers… Depuis, la guerre nous a révélé que les idées directrices de l'A.F. conduisaient beaucoup plus *au chauvinisme intégral* qu'à la monarchie »[165]. « Entre les nationalistes et nous, la scission est désormais profonde et irrévocable. Avant la guerre, il avait pu sembler qu'un rapprochement, dans la lutte commune contre la démocratie, était possible : la guerre a creusé entre nous un abîme infranchissable »[166].

Alors que Valois ne se défera jamais de sa germanophobie, Edouard Berth, qui connaît bien l'Allemagne et parle couramment l'allemand[167], dénonce la haine de l'Allemagne – « de la patrie de Beethoven, de Hegel, de Wagner, de Marx et de Nietzsche »[168] – où il ne voit « que jalousie recuite de concurrents évincés ». Il affirme que le XIX[e] siècle fut le « grand siècle allemand », au sens où le XVIII[e] siècle fut le « grand siècle français », que le peuple allemand, « pour le génie métaphysique, n'a eu d'égal que le peuple grec », et que « sans le romantisme allemand, et sans Renan, qui en est l'héritier direct, nous en serions encore à cet anticléricalisme homaisien, dont Flaubert a donné une caricature immortelle ». Maurras, ajoute-t-il, « nous répète tous les jours, pour expliquer sa haine farouche du germanisme, que "la Révolution est venue d'Allemagne et continue sans cesse à en venir". C'est là une erreur historique absolue : la Révolution n'est pas venue d'Allemagne, mais d'Angleterre, par la voie de Voltaire ; et ce n'est pas à tort que Nietzsche voyait dans les idées dites françaises des *idées anglaises* »[169]. Enfin, à ceux qui l'accusent de faire le jeu de l'Allemagne, il répond : « Moi qui me sens le frère du prolétariat allemand, plus que je ne suis votre compatriote, je vous déclare que je considère l'Allemagne comme un grand peuple producteur que je ne consentirai jamais à voir réduire en esclavage, pour vous assurer, à vous, ploutocrates de Paris, des rentes perpétuelles et le droit de ne rien faire […] Eh oui, nous le déclarons bien haut, nous avons pour la grande Allemagne, patrie de Luther, de Hegel et de Marx, une admiration que nous ne chercherons jamais à dissimuler. Vous voudriez nous entraîner – dans un but qui n'est que trop clair – à partager votre *haine du Boche* ; mais, tenez-vous le pour dit, nous ne marcherons pas ! »[170]

L'Action française, aux yeux de Berth, manifeste un invincible tendance à rebaptiser *national* ce qui n'est que *bourgeois* : « Il y a une *philosophie ententiste* de la guerre, à laquelle nous avons vu l'*Action française* adhérer, en consentant à faire partie de l'*Union sacrée* ; et Charles Maurras a si bien camouflé son opposition à la démocratie qu'on a vu Léon Daudet devenir député de Paris, la défense *nationale* se transformer rue de Rome en défense *sociale*, et Georges Valois proclamer que la lutte des classes est une *invention boche*, qu'il n'y a pas de lutte des classes, pour la bonne et simple raison qu'il n'y a pas de *classes*, mais seulement des Français, tous désormais ouvriers de la Production nationale comme ils furent tous soldats de la Défense nationale : on ne peut donc imaginer un triomphe plus complet des principes démocratiques »[171]. En fin de compte, « nos pseudo-royalistes sont de simples chauvins, qui voudraient rendre la France "formidable à ses ennemis", selon la meilleure tradition bonapartiste »[172].

A Maurras, il reproche de manquer complètement de sens historique et de n'avoir qu'une culture philosophique qui « laisse à désirer ». Il le classe parmi les « hallucinés du passé » qui croient qu'en politique on peut ressusciter les morts. Il le qualifie de « néo-grec, plus bouddhiste encore que néo-grec », de « jacobin blanc », de « romantique cérébral », d'« athée clérical » entouré de « zouaves pontificaux ». Constatant qu'il « n'a jamais fait aucune réserve sur l'œuvre des rois dans leur destruction radicale de la noblesse et sa domestication », il assure qu'« il y a plus de *démocratie* qu'on ne pourrait croire dans la pensée de Maurras » : « Sa conception de la royauté est toute bourgeoise ; il a horreur de la féodalité »[173].

Alors qu'en 1914, il comparaît Sorel et Maurras au couple Dionysos-Apollon, dix ans plus tard, il fait amende honorable : « Maurras n'était qu'un faux Apollon »[174]. « Dans mes *Méfaits des intellectuels*, au chapitre final, poursuit-il […] j'attribuais à Maurras, de concert avec

Sorel, et comme synchroniquement, une importance majeure pour le salut de l'Europe occidentale et de l'humanité latine. L'alternative n'était pas alors, à mes yeux, entre Maurras l'apollinien et Sorel le dionysien, mais j'avais conçu au contraire entre eux un alliance possible pour l'avènement d'un *nouvel âge classique*, d'un nouveau *grand siècle*. Je dois avouer, aujourd'hui, que je m'étais trompé sur le compte de Maurras, et qu'il m'apparaît désormais, non plus même comme un apollinien, mais comme un simple *alexandrin*, un apollinien qui, séparé de Dionysos, tombe forcément dans le plus étroit et le plus stérile des "égypticismes" »[175]. Et d'ajouter : « La patrie de Beethoven, de Hegel et de Wagner, comme la patrie de Pouchkine, de Tolstoï et de Dostoïevski […] représentent bien plutôt Dionysos lui-même, le puissant flux dionysien, qui vient renouveler une civilisation pseudo-apollinienne, et présentant tous les signes de l'épuisement sénile »[176].

Maurras dénonce l'Allemagne comme un pays de « Barbares ». Mais « la vraie barbarie, la voilà, c'est la *barbarie nationaliste* – une barbarie vraiment savante, artificielle et raffinée, qui sait utiliser le sentiment sacré de l'indépendance nationale et les nobles aspirations du patriotisme à des fins ignominieuses et toutes bourgeoises »[177]. Berth critique pareillement le « nationalisme mortuaire » de Barrès. C'est que, dit-il, le nationalisme est un « non-sens » : « Aimer sa patrie *contre* toutes les autres, souhaiter la peste et le choléra à toutes les autres patries, pour jouir *soi* de la santé dans les étroites limites de la sienne, ce serait là un sentiment monstrueux, que personne, en réalité, n'éprouve »[178]. Il ajoute que « nos catholiques, qui se croient nationalistes, le sont moins que personne, car, au fond, ce qu'ils aiment dans la France, c'est *la Fille aînée de l'Eglise* ; ils considèrent que la France est le cœur du catholicisme et qu'elle morte, le catholicisme serait bien diminué dans le monde. Ils ne sont donc nullement des nationalistes, mais des *internationalistes blancs*, qui, sous le masque du patriotisme, rêvent de restaurer l'unité chrétienne de l'Europe comme elle existait au Moyen Age »[179].

L'un des plus longs chapitres de *Guerre des Etats ou guerre des classes*, qui est aussi le chapitre final, s'intitule « Maurras ou Lénine » (pp. 197-305), alternative qui peut étonner aujourd'hui, mais que Berth explicite dans les termes qui lui sont familiers : « Maurras ou Lénine ; le Roi ou la Révolution sociale ; l'Europe fédérée sous l'hégémonie française représentant l'Ordre traditionnel, c'est-à-dire royal et catholique ; ou l'Europe unifiée par la Révolution prolétarienne, et devenant une grande République fédérative, à l'image de la Russie des Soviets : tel est le dilemme dans lequel nous enferme impérieusement la situation issue de la Grande Guerre »[180].

Berth et Valois : de la rupture aux retrouvailles

Dans ses critiques, on l'a vu, Edouard Berth n'épargne pas Georges Valois, à qui il fut pourtant liée d'une solide amitié à l'époque du Cercle Proudhon – au point que Valois fut en 1913 le parrain de sa troisième fille[181] –, mais à qui il reproche maintenant, « avec cet illusionnisme volontaire et dogmatique qui le caractérise », de vouloir « ressusciter je ne sais quel corporatisme à peine modernisé ! »[182] « Georges Valois, écrit-il, ce *fils du Paris ouvrier*, comme il le proclamait lui-même, à qui, *avant la guerre*, l'idée de lutte de classe était pourtant loin d'être étrangère, affirme, sans rire, que le socialisme est désormais une antiquaille qu'il ne vaut même plus la peine de réfuter. Quel aveuglement ! Je comprends qu'avec son tempérament ardent de *partisan*, il se soit donné tout entier à l'idée nationale et

royale ; mais ce n'est pas une raison pour fermer les yeux à de très fortes évidences historiques »[183]. Et plus loin : « Je le sais, Georges Valois rejette aujourd'hui, péremptoirement, la philosophie historique de Marx ; et ces classes, et cette lutte de classes qu'*avant la guerre* il admettait parfaitement, il les nie maintenant catégoriquement, pour affirmer la continuation, dans la paix, de cette *Union sacrée* que la guerre a, selon lui, scellée. Je pourrais lui reprocher cela comme une trahison, puisqu'il avait toujours proclamé que son adhésion au royalisme n'impliquait *aucun reniement* ; mais il est, au fond, parfaitement logique et conséquent avec lui-même, et il a très bien compris qu'il est impossible d'être en même temps *union sacrée* et *lutte de classe* […] Au demeurant, je crois bien qu'il ne fut jamais socialiste […] Il appartenait à la France artisane et petite-bourgeoise, nullement à la France prolétarienne ; et qu'il soit devenu *monarchiste*, après avoir été *anarchiste*, cette évolution n'a rien, à mes yeux, que de très naturel et de très normal ; au fond, il a toujours été *archiste* ; son anarchie n'était qu'une monarchie où tout individu est roi »[184].

Et encore : « Georges Valois paraît incapable de s'élever au-dessus d'une conception individualiste de la société ; il a besoin d'incarner dans un Individu – Roi ou chef d'entreprise – la force collective, qu'il ne peut donc concevoir qu'*aliénée* […] Il ne s'aperçoit pas que ce qu'il dit pour nier *la classe*, on pourrait le dire pour nier, avec tout autant de raison, *la patrie*, qui n'est pas moins *mythique* que la classe. On pourrait même soutenir, à la rigueur, que Valois est plus *césarien* que *monarchiste*, tout comme l'Action française est, en général, plus bonapartiste que vraiment royaliste ; car dans la vraie théorie royaliste, le Roi n'est que l'*expression* du peuple, il n'en est pas le monopolisateur, le dictateur, le maître, le propriétaire »[185].

Il est donc évident qu'entre 1918 et 1925, Berth et Valois campent sur des positions opposées. Alors que Berth voit dans la guerre entre les Etats une tragique manière de masquer la réalité essentielle des conflits de classe, alors qu'il pense que « le problème social domine tellement tous les problèmes, que le problème national lui-même ne peut plus être posé et résolu que sur le terrain social »[186],Valois affirme que c'est la guerre entre les nations, et non la lutte de classes, qui est la « loi éternelle », ce qu'il appelait déjà dans *L'homme qui vient* la « loi primitive de la vie »[187]. Valois a choisi la nation, Berth a choisi la classe. Les deux camps semblent ne plus pouvoir se rejoindre.

Mais Valois n'a pas fini d'évoluer ! Après sa brève période « fasciste », il va remettre nettement le cap à gauche, donnant ainsi indirectement raison aux critiques que lui adressait Berth au début des années vingt. Ce sera son ultime engagement, mais cette fois-ci il n'en changera plus : le Valois de la dernière époque, jusqu'à sa mort en déportation, sera plus que jamais syndicaliste.

En juin 1928, Valois fonde en effet le parti républicain syndicaliste, puis lance les bases d'un mouvement coopératif, conçu de manière assez libertaire, qui lui paraît porteur de nouvelles promesses révolutionnaires. De 1928 à 1932, il anime l'hebdomadaire *Les Cahiers bleus pour la République syndicale*, puis lance en 1934 le journal *Nouvel Age*, qui sera successivement bimensuel puis hebdomadaire, avant de se transformer en quotidien. Parallèlement, il continue de diriger la Librairie Valois, issue de la Nouvelle Librairie nationale, qui publie des écrivains « prolétariens » comme Henry Poulaille, des antifascistes militants comme Francesco Fausto Nitti, Carlo Rosselli et Pietro Nenni, des discours de Staline, des livres de Jules Moch, Pierre Mendès France, Jean Luchaire, Georges Lefranc,

Albert Bayet, Bertrand de Jouvenel, etc. En 1935, sa demande d'adhésion à la SFIO, quoique parrainée par Marceau Pivert, est rejetée. On voit le chemin parcouru !

Bientôt rallié au principe de l'économie distributive, et même devenu antimilitariste (il renvoie à l'autorité militaire son fascicule de mobilisation), Valois a aussi perdu la foi. En 1913, son livre sur *Le Père*, exaltation très moraliste de la famille, dont le style n'était « sauvé du ridicule que par son évidente sincérité »[188], abondait en références bibliques. En 1924, c'est à Jacques Maritain qu'il dédiait l'un de ses livres, *Histoire et philosophie sociales*. En 1926, après la condamnation de l'Action française par le Vatican, il avait encore réaffirmé sa fidélité au Saint-Siège. Dans les années trente, cependant, ses positions changeront au fur et à mesure qu'il s'ancrera plus fermement à gauche[189]. Il expliquera alors que, bien qu'il ait continué à mener une vie conforme à la morale chrétienne, il a cessé de croire dans le dogme catholique, qui lui apparaît désormais comme intrinsèquement réactionnaire. En 1931, dans *Guerre ou révolution*, il dira clairement que la neutralité n'est plus de mise : soit on est du côté de la Bible, soit du côté de Proudhon[190] !

Quant à Maurras, sa rupture avec l'Action française, dont la genèse reste assez confuse[191], l'ont évidemment amené à porter sur lui un jugement qui contraste brutalement avec l'admiration qu'il lui portait autrefois. « Examinez son œuvre de près, écrit Valois en 1928 à propos de Maurras. Cherchez les idées. Vous ne trouverez pas grand chose. Il a écrit des milliers de pages pour commenter à propos de tout le vers d'Homère : le commandement de plusieurs n'est pas bon […] Et il a pour le peuple un mépris spontané, extraordinairement profond. En dehors de cela, son œuvre est d'une pauvreté surprenante. Pas de philosophie de l'histoire, aucune tentative d'explication du monde moderne, une ignorance totale des forces qui agissent sur notre temps. Quant à toutes les techniques de notre époque, c'est pour lui lettre tout à fait close. G. Sorel disait de lui qu'il est un philosophe de café. C'est exact »[192].

Valois a donc extraordinairement évolué. La seule chose qui est restée à peu près constante dans sa pensée est sa critique du système de l'argent. C'est d'ailleurs sous le titre de *L'homme contre l'argent* qu'il publie ses souvenirs de la période 1918-1928. Il y écrit, dans un ton qui n'est pas sans évoquer Péguy : « Je hais le siècle passé, il a été le siècle de l'Argent, il ne reconnaissait pas à l'homme le droit de vivre pauvre »[193]. Dédié à la mémoire des membres du Cercle Proudhon, ainsi qu'aux membres fondateurs du Parti républicain syndicaliste, l'ouvrage comprend aussi en appendice une « Lettre à Edouard Berth sur la ploutocratie »[194], qui marque un net retour de son auteur à la pensée sorélienne. Dans ce texte, Valois se présente comme l'un des deux fils spirituels de Sorel, l'autre étant évidemment Edouard Berth.

Trois ans plus tard, c'est encore à Berth que Valois dédie *Guerre ou révolution*. En 1932, celui-ci prend alors acte de ce que « Valois est revenu à des conceptions plus voisines évidemment du socialisme, après avoir accompli des évolutions qui ont pu sembler étourdissantes et plus ou moins imprévues. En dernière analyse, il faut le reconnaître, Valois n'a jamais visé qu'un but : la Ploutocratie, et les moyens d'en limiter la puissance dans le monde moderne. S'il s'est fourvoyé vingt ans à *l'Action française*, où il ne fut jamais, au demeurant, *qu'en marge* et pour y représenter des tendances syndicalistes, c'est que, se fiant à *L'avenir de l'intelligence*, il avait cru que Maurras voulait sérieusement engager la lutte de l'Esprit contre l'Argent ; et si, après sa rupture avec *l'Action française*, il a essayé de lancer en France une sorte de *fascisme de gauche*, c'est toujours et encore pour sauvegarder le travail

et l'intelligence contre l'emprise de la Ploutocratie. Aujourd'hui, ses *Cahiers bleus*, constituée en une sorte de *compagnie intellectuelle*, sont une tentative fort intéressante pour rallier, autour de conceptions syndicalistes, le monde des techniciens et des intellectuels qui, toujours, flotte indécis entre les deux pôles du *Capital* et du *Travail* »[195].

Georges Valois et son ami Gustave Rodriguès, qui fut aussi l'un des théoriciens de l'économie distributive, se retrouvèrent à Bayonne en juillet-août 1940. Craignant l'arrivée des troupes allemandes, Rodriguès se donna la mort, tandis que Valois passait au Maroc, où il créa un groupe clandestin et édita une lettre confidentielle. Fin octobre 1940, il fut arrêté « par précaution » et emprisonné à Meknès, avant d'être transféré à Clermont-Ferrand, où il fut incarcéré dans la même prison militaire que Pierre Mendès France. Libéré le 27 avril 1941, il retrouva à Vichy l'un de ses anciens collaborateurs, Roger Maria, ancien membre de la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert, qui s'apprêtait à rejoindre la France libre. Les deux hommes décidèrent de s'« exiler » dans la région lyonnaise. Fin juin 1941, Valois et sa famille s'installèrent dans l'ancien hôtel du Val d'Ardières, aux Ardillats (Rhône), dont il avait fait l'acquisition un mois plus tôt. Roger Maria le rejoignit. Pendant deux ans, Valois s'occupa d'un projet de sociétés coopératives culturelles et rédigea divers fascicules polycopiés qu'il fit parvenir clandestinement à quelques dizaines de correspondants. En 1943, avec Cerf-Ferrière et Delmas, du mouvement de résistance « Combat », alors basés à Beaujeu, il publia une revue clandestine intitulée *Après*. Arrêté le 18 mai 1944 par les Allemands, en compagnie de Roger Maria, il fut conduit au fort Montluc de Lyon, transféré à Compiègne, puis déporté au camp de Neuengamme. Roger Maria fut envoyé dans une fabrique d'obus de Wattenstedt. Transféré au camp de Bergen-Belsen, Valois y mourut du typhus le 18 février 1945. Son ami Jacques Arthuys, co-fondateur du Faisceau, mourut lui aussi en déportation.

Edouard Berth, lui, est décédé en janvier 1939, d'une angine de poitrine. Son dernier article, consacré aux accords de Munich, a paru le 5 octobre 1938 dans *Nouvel Age*, le journal de Valois. Il faut y voir plus que le symbole d'une réconciliation.

Un « préfascisme » ?

Certains auteurs ont voulu voir dans le Cercle Proudhon une cellule expérimentale caractéristique de ce qu'ils ont appelé le « préfascisme ». C'est la thèse de Zeev Sternhell[196], que l'on retrouve en partie chez James Gregor[197] et, sous une forme encore plus caricaturale, chez Robert Soucy[198]. Sternhell soutient que les anciens syndicalistes révolutionnaires, déçus par des masses ouvrières jugées trop réformistes ou insuffisamment révolutionnaires, se rallièrent au fascisme, soit par goût de l'irrationnel, soit parce que la nation leur apparaissait comme un plus puissant moteur de l'histoire. Dans cette optique, le Cercle Proudhon aurait constitué le prototype même du « laboratoire » de la « synthèse socialiste nationale » (syntagme précurseur de l'inusable « complot rouge-brun ») qu'il stigmatise dans ses travaux, en même temps que la dernière manifestation de « préfascisme » repérable avant le déclenchement de la Grande Guerre.

Cette thèse est des plus contestables. Quant à l'expression même de « préfascisme », elle est totalement arbitraire. La démarche qui conduit Sternhell a faire usage de ce terme dépourvu de tout contenu précis, sinon celui qu'il a choisi de lui donner, est assez proche de celle de ces auteurs qui classent sans plus comme « *Wegbereiter* » du national-socialisme tous

les courants de droite et d'extrême droite qui ont fleuri en Allemagne depuis la fin du XIXe siècle, s'épargnant ainsi la peine d'aller y voir de plus près. Voir du « préfascisme » partout où du « socialisme » rencontre ou s'associe avec du « national » revient en réalité à faire bon marché de l'extrême polysémie de chacun de ces mots. En toute rigueur, il n'y a de fascisme en Europe qu'à partir du moment où se créent des mouvements qui se désignent explicitement sous ce terme. Ces mouvements, bien entendu, ne naissent pas de rien. Les hommes qui les animent ont subi l'influence de divers courants de pensée, mais conclure de cette influence que les courants de pensée en question ne pouvaient qu'aboutir au fascisme, et peuvent donc à bon droit être décrits et caractérisés comme « préfascistes », est l'exemple même d'une démarche relevant de l'anachronisme téléologique.

On s'en aperçoit immédiatement dès lors que l'on réalise que les mêmes courants de pensée dont se sont parfois réclamés les « fascistes » – et qui ont effectivement pu contribuer à leur formation – ont aussi marqué des hommes qui ont adopté par la suite des positions totalement opposées. C'est ce qui explique, pour ne prendre qu'un exemple simple, que d'ancien socialistes de l'entre-deux-guerres ont pu, sous l'Occupation, se diriger vers la Collaboration, tandis que d'autres se tournaient vers la Résistance.

Outre l'anachronisme, l'erreur de Zeev Sternhell est de ne tenir compte ni des équations personnelles, ni de la complexité des courants qu'il étudie, ni de l'importance et de la diversité des interprétations qui ont pu être données des idées dont ils étaient porteurs. Comme tous ceux qui argumentent sur la base d'un amalgame, Sternhell ne s'intéresse qu'aux ressemblances et tient les différences pour insignifiantes. Comme le note très justement Géraud Poumarède, « l'historien en vient par suite à gommer toute spécificité du Cercle [Proudhon] pour n'en faire qu'un moment d'une synthèse qu'il a pistée au cours de son travail. Il ne peut éviter en conclusion de sombrer dans un confusionnisme étonnant »[199]. On a un bon exemple de ce confusionnisme et de cette tendance à l'amalgame dans ce passage où Sternhell assure qu'en lisant toute « la littérature fasciste de l'entre-deux-guerres – Drieu, Brasillach, Rebatet ou Céline – […] on croirait avoir sous les yeux une version modernisée du *Testament d'un antisémite* [d'Edouard Drumont] ou des *Cahiers du Cercle Proudhon* »[200].

En Italie, où le syndicalisme révolutionnaire a surtout été représenté par des intellectuels originaires du *Mezzogiorno*, il est certain qu'un certain nombre de ses représentants, et non des moindres, se rallièrent à l'interventionnisme, puis au fascisme : Filippo Corridoni, Amilcare De Ambris, Michele Bianchi, Angelo Oliviero Olivetti, Paolo Orano, Sergio Panunzio, Enrico Leone, Ottavio Dinale, Luigi Fontanelli, Tomaso Monicelli, etc. Mais d'autres, sous l'impulsion de l'anarchiste Armando Borghi, se refusèrent à l'entrée en guerre et à l'Union sacrée. Arturo Labriola, qui fut avec Walter Mocchi le créateur à Milan de l'*Avanguardia socialista*, s'engagea activement contre le fascisme et émigra même en France, ce qui ne l'empêcha toutefois pas d'approuver en 1935 la campagne lancée en Ethiopie par Mussolini. Il rentra alors en Italie, mais condamna l'alliance avec l'Allemagne nazie. Après la guerre, il continuera à militer à gauche comme indépendant et sera élu sénateur. Alceste De Ambris, qui fut en 1907 secrétaire de la Chambre du Travail de la ville de Parme, puis s'exila en Suisse après l'échec de la grève de 1908, devint le principal idéologue de la première phase de la Régence de Fiume, d'orientation à la fois nationale-populaire et révolutionnaire-internationaliste. C'est à lui que l'on doit l'essentiel du texte de la célèbre Charte du Carnaro. Il s'exprimait alors dans l'organe officiel de la Régence, l'hebdomadaire *Testa di ferro*, dirigé par le poète futuriste Mario Carli. Hostile au fascisme, il n'en choisit pas moins l'exil après

l'arrivée au pouvoir de Mussolini, tandis que son frère Amilcare faisait le choix inverse.

En France, les choses sont encore plus claires. Zeev Sternhell parle de « synthèse socialiste nationale » à propos du Cercle Proudhon. Encore faudrait-il savoir ce qu'il y avait, en 1911, de « national » chez Berth et Sorel et ce qu'il y avait de vraiment « socialiste » chez Valois et ses amis ? Dans le deux cas, la réponse est : peu de choses. L'itinéraire de Sorel et de Berth est même le meilleur démenti que l'on puisse opposer à la thèse du « préfascisme ».

L'expérience de *La Cité française* et du Cercle Proudhon a certes montré la grande ouverture d'esprit de Georges Sorel, son indépendance intellectuelle vis-à-vis des notions de droite et de gauche, dont l'opposition lui paraissait déjà ne recouvrir que des dichotomies secondaires ou artificielles. Mais elle ne suffit certainement pas à en faire un homme de droite, un nationaliste, encore moins un « proto-fasciste ». Plus juste est l'étiquette de « révolutionnaire conservateur » qui lui fut attribuée par Michael Freund[201], étiquette qui vaut d'ailleurs tout autant pour Edouard Berth. Evoquant le « Plaidoyer pour Lénine » que rédigea l'auteur des *Réflexions sur la violence*, ce dernier dira d'ailleurs : « J'ajoute tout de suite qu'il ne fit pas de *plaidoyer pour Mussolini* ; et si je fais cette simple constatation, c'est pour mettre d'un coup à néant les prétentions de tous ceux – et de Mussolini lui-même – qui voudraient voir en Sorel l'authentique père spirituel du fascisme »[202]. Un peu plus loin, rappelant l'opposition que faisait Sorel entre la force bourgeoise et la violence prolétarienne, il ajoute : « Le fascisme, lui, est un simple aspect de la force bourgeoise ; il tend à exalter l'Etat et à concentrer en lui toutes les puissances de la nation incarnée en un dictateur ; il est donc absolument vain et dérisoire de vouloir transformer Sorel en "père spirituel du fascisme" ; la différence entre les conceptions fascistes et les conceptions soréliennes est, au contraire, radicale »[203]. C'est également l'opinion d'Yves Guchet : « Qu'il [Sorel] ait considéré à partir de 1906 la classe ouvrière comme inférieure à sa mission historique en raison des manipulations politiciennes dont elle avait été victime, c'est un fait. Qu'il ait songé à un autre vecteur historique, voilà qui est impossible à démontrer si l'on s'en tient à ses écrits »[204].

Georges Sorel n'est pas seulement resté toujours étranger au nationalisme. Il a aussi toujours manifesté son hostilité à toute forme de jacobinisme ou de blanquisme, à toute forme d'étatisme et de divinisation de l'Etat – ce dont Sternhell ne tient jamais compte. Ces traits se retrouvent chez Berth et expliquent que celui-ci n'ait jamais dérivé vers le fascisme dont, au contraire de Sorel, disparu en 1922, il a pu observer l'arrivée et la politique au pouvoir et dont il a aussitôt entrepris une critique virulente.

En 1924, Berth reconnaîtra certes très loyalement : « En fondant avec Georges Valois le *Cercle Proudhon*, où nous nous proposions de lutter contre la démocratie du double point de vue national et syndical, nous avions fait presque du *fascisme avant la lettre* »[205]. Mais il ne fait cette remarque que pour évoquer une voie sur laquelle il ne s'est précisément pas engagé. A la même date, estimant que si, en Italie, un certain nombre de soréliens et de syndicalistes révolutionnaires ont rallié le fascisme, « c'est qu'ils n'ont pas assez pénétré la philosophie des *Réflexions sur la violence* »[206], il écrit en effet : « Mouvement issu des classes moyennes et tout imbu de rhétorique classique, le fascisme s'imagine parfois, s'élevant au-dessus des classes, être *antiploutocratique* ; mais l'expérience a montré avec quelle facilité il est absorbé, dominé et manœuvré par la ploutocratie – tout comme le socialisme parlementaire ou réformiste lui-même […] Le fascisme ne peut être qu'un masque, une contrefaçon, une charge : il relève plus de la caricature que de la majesté de l'Histoire ; la "marche sur Rome"

ne fut qu'une promenade et Mussolini, comme Napoléon III en 1851, ne peut apparaître un "restaurateur de l'ordre" que grâce à l'aplatissement des classes bourgeoises et aux déceptions des classes ouvrières trahies par leurs chefs »[207]. Et plus loin : « Le fascisme, c'est un nationalisme guerrier, qui, à la suite de la Grande Guerre, a repris une conscience très forte du rôle de l'Etat et pour qui le dévouement à la nation reste la vertu essentielle et cardinale ; le résultat historique du fascisme sera de redonner à la bourgeoisie force et vigueur et de retarder sa chute inévitable »[208].

Georges Valois ayant affirmé, dans l'édition définitive de *L'homme qui vient*, parue en 1923, que le fascisme et le bolchevisme sont l'un et l'autre « la négation totale, intellectuelle et pratique de toutes les valeurs démocratiques », mais en ajoutant immédiatement que « Lénine est *dictateur de la barbarie*, tandis que Mussolini est *dictateur de la civilisation* », Berth lui répond avec rudesse : « Il est vraiment ridicule de comparer Lénine à un "chef de horde", et d'incarner la civilisation en un… Mussolini : si la civilisation latine ne trouve plus d'autre incarnation que cet aventurier et cet histrion, je la crois décidément bien malade »[209].

Sur Mussolini, il a du reste des mots d'une violence extrême : « Le *renégat* Mussolini, le *traître* Mussolini, l'aventurier et le condottière sans scrupule, sans conscience et sans conviction, ce *singe* de César et de Napoléon, dont il a le masque, mais seulement… *le masque*, cette figure sinistre, sur laquelle ne reluit d'autre flamme que la sombre lueur d'une ambition froidement politicienne, et que n'éclaire aucun reflet de bonté et d'humanité, chef d'une armée grotesque dont l'arme fut surtout… l'huile de ricin et dont les exploits se sont bornés à de faciles incendies de vulgaires incendiaires et à une… promenade militaire, la fameuse "marche sur Rome" ; cet homme à tout faire, que le *talon de fer* a utilisé pour remettre sur pied le capitalisme italien sérieusement menacé en août 1920 et qui sut exploiter tout ensemble la candeur des classes moyennes et leur rhétorique patriotique surexcitée par la guerre… […] fantoche grotesque, dont la grandiloquence latine et la rhétorique romaine sont toute la science politique et tout l'art guerrier, *héros de pacotille*, que, seules, la lâcheté d'une bourgeoisie suant la peur et la pusillanimité des classes ouvrières trahies par des chefs, chez qui la *phrase* révolutionnaire, n'a jamais recouvert que de la couardise, de l'incapacité et une jactance toute latine, ont pu ériger en une manière de *sauveur de l'ordre* – et quel ordre ! »[210]

A la lumière de ces citations sans équivoque, l'affirmation d'Allen Douglas selon laquelle « l'autoritarisme dynamique sorélien, et donc bergsonien, de Berth préfigurait à bien des égards le climat idéologique du fascisme mussolinien »[211] apparaît donc assez ridicule. Edouard Berth a en réalité constamment condamné le fascisme. Et quant au Cercle Proudhon, qualifié de « préfasciste » par Sternhell, aucun de ses membres n'a jamais évolué vers le fascisme, à la seule exception de Georges Valois, qui s'en détournera rapidement pour consacrer le reste de son existence à… la lutte antifasciste.

L'équivoque de la démocratie

En 1932, se retournant sur son passé, Edouard Berth revient encore une fois sur le Cercle Proudhon : « Pendant cette période, il nous arriva même, à Sorel et à moi, de nous rapprocher des nationalistes : Sorel collabora à *L'Indépendance*, revue que patronnèrent Bourget et Barrès, et je fondai, avec Georges Valois, les *Cahiers du Cercle Proudhon*. Ce ne fut pas là, comme on pourrait d'abord le supposer, un abandon du syndicalisme ; mais, contre la

démocratie triomphante, pour lui faire pièce, et dans l'espoir, par le jeu des oppositions, de susciter un réveil syndicaliste, nous crûmes possible et bon de marcher un moment avec des écrivains qui, du point de vue nationaliste, niaient la démocratie et la combattaient »[212].

Ce passage est intéressant, car il confirme, après bien d'autres, le rôle de dénominateur commun que la critique de la démocratie a joué chez les participants du Cercle. De fait, la déclaration d'intention publiée en 1911 ne trouvait rien d'autre à alléguer qu'une commune hostilité envers la démocratie pour justifier le rapprochement des jeunes royalistes et des syndicalistes révolutionnaires. Berth l'avait déjà souligné dans *Les méfaits des intellectuels* : « Nationalistes et syndicalistes, nous avons engagé, de commun accord, la lutte contre la démocratie, parce que nous avons reconnu, chacun à notre point de vue, que cette démocratie était aussi impuissante à sauvegarder les intérêts supérieurs de l'Etat qu'à former de vrais *producteurs* […] Nous avons résolu de travailler, les uns à la restauration d'un Etat digne de ce nom, c'est-à-dire ramené à sa constitution guerrière, les autres à la formation d'une société civile fortement organisée et capable d'arrêter les empiètements de l'Etat sur le terrain de l'économie : restauration guerrière de l'Etat et expulsion de l'Etat hors de l'économie, tel est le double objectif de notre programme ».

De toute évidence, si les syndicalistes révolutionnaires attirent alors l'attention des jeunes royalistes, ce n'est pas tant parce qu'ils sont syndicalistes que parce qu'ils s'affirment « antidémocrates » ! Dès 1902, après avoir lu les articles publiés par Hubert Lagardelle dans *Le Mouvement socialiste*, Jacques Bainville avait constaté : « A l'extrême gauche socialiste, il est des théoriciens qui n'hésitent pas à proscrire, eux aussi, de leur langage le mot démocratie, après avoir critiqué le fait démocratique »[213]. Sans doute ajoutait-il alors : « C'est un simple rapprochement, et nous ne voulons pas en exagérer la portée ». Il reste que c'est indéniablement à partir de là que certains membres de l'Action française ont regardé avec faveur les soréliens. Comme l'écrit Yves Guchet, au Cercle Proudhon, « si accord il y avait, il ne traduisait qu'une phobie commune, celle de la République parlementaire »[214].

Or, cette convergence repose sur une non moins évidente mécompréhension. Karl Mannheim disait très justement que « les mots ne signifient jamais la même chose quand ils sont employés par des groupes différents »[215]. Avec le recul que l'on peut avoir aujourd'hui, c'est particulièrement clair dans le cas de la critique que les uns et les autres faisaient de la démocratie.

Pour les royalistes du Cercle Proudhon, la démocratie n'est que la loi du nombre. Critique droitière classique. S'y ajoute l'idée, quelque peu contradictoire avec la précédente, que cette loi du nombre consacre en fait le pouvoir d'un petit nombre. « Toute démocratie n'est jamais qu'une oligarchie de puissants entrepreneurs ligués pour satisfaire leurs intérêts individuels aux dépens des intérêts de la nation », écrit Valois dans *L'homme qui vient*[216]. Enfin, la démocratie c'est la division de la nation, car les solidarités sociales y sont détruites, l'affrontement des partis aboutissant à la destruction de l'unité nationale. Par contraste, le grand avantage de la monarchie, c'est qu'elle incarne la continuité et n'est pas tributaire d'un parti. Il va de soi que, dans une telle optique, l'autogestion dont Sorel fait l'éloge – que « l'atelier soit la propriété des ouvriers et qu'ils y organisent le travail à leur idée » (Berth) – ne peut relever que de l'anarchie démocratique.

Chez Sorel et les syndicalistes révolutionnaires, la critique de la démocratie est toute

différente. Elle repose sur l'idée que le jeu démocratique ne permet pas à la classe ouvrière de faire valoir ses revendications, car celles-ci y sont confisquées par les politiciens et les partis. Dans cette critique, on lit sans peine un rejet de la décision à partir du « haut » et un parti-pris en faveur de la base, dont le syndicat constitue la pierre angulaire. Loin de voir dans la démocratie le règne du plus grand nombre, ils la dénoncent au contraire en ce qu'elle interdit au plus grand nombre des travailleurs de faire prévaloir leur volonté. Pour Sorel, la démocratie « efface les classes », c'est-à-dire qu'elle ne peut jamais favoriser l'expression d'un point de vue de classe affirmé. C'est cette même idée selon laquelle la démocratie entrave la lutte des classes dans la mesure même où elle aspire à un régime pacifié, retransposant les conflits dans un cadre procédural qui leur interdit de monter aux extrêmes, qui amène Emile Pouget à condamner le suffrage universel en disant que, s'il était mis en œuvre au sein des organisations ouvrières, « le non-vouloir de la majorité inconsciente et non syndiquée paralyserait toute action »[217]. Sous-jacente à cette affirmation est la critique implicite de l'idée de nation, dans la mesure où celle-ci prétend rassembler des classes dont les intérêts sont inconciliables.

Proudhon avait lui aussi attaqué la démocratie, sous l'angle qui lui était propre, allant jusqu'à affirmer que « le moyen le plus sûr de faire mentir le Peuple, c'est d'établir le suffrage universel »[218]. La vision agonistique et combative du monde que développe Berth en se réclamant de Sorel et de Proudhon l'amène à conclure dans le même sens. Voyant que la démocratie ambitionne de réguler les conflits par la médiation politique, d'empêcher, par la libre confrontation des opinions, que ces conflits ne montent aux extrêmes, il en conclut que la démocratie est intrinsèquement pacificatrice, démobilisatrice et mystificatrice. « Le grand danger, écrit-il, n'est pas […] dans l'opposition franche d'une force nettement antagonique, mais au contraire dans *l'absence d'opposition*, dans ce que nous avons accoutumé d'appeler le bourbier démocratique, la démocratie ayant la prétention de mêler tout, de nier les classes et de faire disparaître les antagonismes dans ce qu'elle déclare être *la volonté nationale* exprimée par le suffrage universel »[219]. Certes, à l'époque du Cercle Proudhon, Berth reprend aussi certaines des critiques formulées par les royalistes, comme lorsqu'il dit que la démocratie « n'aime que les médiocres »[220] ou lorsqu'il écrit à Edouard Droz, le 10 janvier 1913 : « Je nie que la démocratie soit un régime populaire ; j'affirme […] que ce n'est qu'une aristocratie déguisée, et la pire de toutes, l'aristocratie des pires, des médiocres, des canailles, en tout genre, *in omni genere et modo* ». Mais ce qu'il reproche pour l'essentiel au système démocratique, à l'instar de son maître Sorel, c'est bien de gommer et d'apaiser les antagonismes sociaux, de laisser croire à des conciliations possibles là où il doit y avoir au contraire affrontement, et donc d'empêcher chez les travailleurs la formation d'une conscience de classe. Les royalistes, eux, pensent exactement l'inverse : pour eux, le régime démocratique, étant un régime de partis, favorise la division et porte atteinte à l'unité nationale, alors que la monarchie favorise par nature la solidarité des individus et consolide cette même unité nationale. Là où les uns ne voient que division, Edouard Berth ne voit que réformisme, qui dénature à la fois l'identité bourgeoise et l'identité prolétarienne, en faisant perdre de vue à chaque classe ce que leurs intérêts peuvent avoir d'incompatibles.

La critique faite par Berth du suffrage universel diffère elle aussi grandement de celle de l'extrême droite. Loin de voir dans le suffrage un moyen de faire prévaloir l'opinion du plus grand nombre, elle le présente plutôt comme un exutoire en forme de mystification, qui ne peut que frustrer le peuple de son pouvoir et décevoir ses aspirations – un peu à la façon du slogan de Mai 68 : « Elections, piège à cons ! » De même, alors que la droite traditionaliste

voit dans le régime démocratique un système qui ne peut qu'affaiblir l'autorité de l'Etat, Berth assure au contraire qu'un tel régime favorise l'interventionnisme étatique, avec ses conséquences les plus néfastes pour la vie sociale, car « derrière l'urne, il y a bien les Partis, et derrière les Partis il y a bien l'Etat ». La démocratie se définit alors comme « l'Etat étendu à tout, l'Etat envahissant tout et devenant le succédané moderne de l'antique Providence »[221], critique qui pourrait aussi bien se réclamer de Nietzsche que de Marx. On voit donc la portée de l'équivoque. Elle est considérable[222].

Mais à cette équivoque s'en ajoute une autre qui, elle, pèse incontestablement sur la doctrine même du syndicalisme révolutionnaire. Ce qui est frappant, en effet, c'est que les syndicalistes révolutionnaires ne cherchent nullement à opposer à la démocratie libérale et parlementaire une autre forme de démocratie – la démocratie de base, directe et participative –, ainsi qu'on pourrait s'y attendre. Ils condamnent au contraire toute forme de démocratie, alors même qu'ils mènent au nom de travailleurs un combat profondément socialiste. Et non seulement ils dénoncent la démocratie, mais ils la confondent avec le libéralisme, avec l'Etat, et même avec la politique, ce qui les conduit à se réclamer exclusivement de l'« économie », avec toutes les ambiguïtés qui en découlent.

Pour Berth, par exemple, la démocratie « ne connaît que l'individu, l'individu abstrait, la monade individuelle ; la société démocratique n'est que la juxtaposition de ces unités individuelles abstraites que sont les citoyens ; et le suffrage universel n'est que le moyen d'en faire la sommation ». Il est clair que ces reproches devraient plutôt s'adresser au libéralisme, terme qui revient rarement sous sa plume. Mais chez lui, c'est bien la démocratie, systématiquement confondue avec le parlementarisme libéral, qui est visée. Et il en va de même chez Sorel. Ce qui conduit à sursauter quand on lit, dans la préface que Lagardelle a rédigée pour son livre sur *Le socialisme ouvrier* : « Avec Sorel, et après lui, nous avons toujours conçu le socialisme syndicaliste comme *un mouvement issu de la démocratie* »[223], ce qui est évidemment tout à fait faux. Il ajoute, il est vrai : « Nous entendions critiquer la démocratie, non pour la supprimer, mais pour la dépasser »[224], ce qui peut paraître plus convaincant. Mais même cette formule a suffi à faire bondir Sorel qui, le 1er janvier 1911, écrit à Berth : « Evidemment, notre ami Lagardelle ignore totalement le sens du monde *dépasser*, dans la langue hégélienne et marxiste. Si le socialisme prétend dépasser le capitalisme, c'est apparemment avec l'intention de détruire les institutions capitalistes ; si la grande industrie a dépassé le métier, ça a été en le supprimant ; le christianisme a dépassé le judaïsme, mais en marchant sur son cadavre » !

Revenant en 1932 sur la question des rapports entre socialisme et démocratie, Berth nuancera toutefois légèrement son propos en écrivant que la démocratie est, « par rapport au socialisme, à la fois *une condition indispensable*, à laquelle le prolétariat ne saurait laisser toucher, et *une duperie*, comme on dit, car il s'agit de la transcender et de ne pas se laisser duper en effet par la simple *égalité formelle* qu'elle proclame et qu'il faut transformer en *égalité réelle* »[225]. Avant de conclure, à juste titre cette fois : « Il y a deux façons de s'opposer à la démocratie – en *réactionnaire* ou en *révolutionnaire* – et si le prolétariat est le contradicteur de la démocratie, il en est aussi l'héritier »[226].

Conclusion

Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience du Cercle Proudhon ? On l'a vu, malgré le prestige qui n'a par la suite cessé d'entourer le souvenir de ce cénacle[227], ses activités ne se sont pas véritablement soldées par une réussite. Les jeunes royalistes du Cercle, qui espéraient attirer des syndicalistes sur leurs positions, se servirent pour ce faire de la référence à Proudhon et de la critique de la démocratie parlementaire comme d'un levier, mais au fond ils restaient sur leurs positions et n'étaient nullement décidés à se livrer à une introspection plus profonde. Les quelques syndicalistes qu'ils parvinrent à attirer à eux, soit ont fini par se rallier à l'Action française, soit ont assez vite préféré prendre du champ. Il faudra en fait attendre les « relèves » des années trente, et l'apparition de la galaxie des « non-conformistes », pour assister à de nouveaux rapprochements, plus féconds peut-être, sous le patronage de Sorel, Proudhon, Péguy et Bernanos.

L'histoire du Cercle Proudhon n'est pas celle d'une synthèse réussie, mais cet épisode de la pensée politique française n'en témoigne pas du climat d'une époque où les polémiques n'étaient certes pas absentes, mais où des personnalités des bords les plus opposés ne dédaignaient pas de dialoguer et de confronter leurs vues. Le Cercle Proudhon a montré ce qu'il pouvait y avoir de fructueux dans un tel dialogue, voire dans une alliance entre courants politiques opposés, que rapproche la claire perception d'un ennemi commun. Tentative maladroite pour dépasser des clivages artificiels, témoignage aussi de ce que les révolutionnaires de tous bords seront toujours plus proches les uns des autres qu'ils ne pourront jamais l'être des réformistes de leurs camps, écho toujours vivant d'une agitation qui, de 1908 à 1913, toucha les milieux les plus différents, mais fut tuée dans l'œuf par la grande guerre civile européenne de 1914-18, il joua incontestablement un rôle de précurseur. Les *Cahiers du Cercle Proudhon* méritent assurément d'être relus aujourd'hui de manière attentive. Avec à la fois un regard critique et une sympathie pleine de chaleur.

Alain de Benoist

1. Yves Guchet, *Georges Valois. L'Action française – Le Faisceau – La République syndicale*, L'Harmattan, Paris 2001, p. 102.

2. Edouard Berth, *Les méfaits des intellectuels*, Marcel Rivière, Paris 1914.

3. *D'un siècle à l'autre. Chronique d'une génération, 1885-1920*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1921, p. 131. Il s'agit d'un recueil de souvenirs rédigé à la suggestion du comte Eugène de Lur-Saluces.

4. Ibid., p. 150.

5. Mais, comme l'a écrit Jean-Maurice Duval, « on peut déjà se demander, sans préjuger de la suite, si Valois a jamais été anarchiste » (*Le Faisceau de Georges Valois*, Librairie française, Paris 1979, p. 30).

6. « Le Genevois, le Prussien et le Juif ont menti », préface à la 2e édition, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1909, pp. X-XI.

7. *L'homme qui vient*, Paris 1906, p. 32.

8. Ibid., pp. 70-71.

9. Ibid., p. 128.

10. *Economique*, Librairie Valois, Paris 1931, p. 24. Cf. aussi Yves Guchet, op. cit., pp. 56-58).

11. *L'homme qui vient*, op. cit., p. 30. Valois restera longtemps attaché à cette conception du travail. Dans *L'économie nouvelle*, dont la première édition date de 1919, il écrit encore que « l'individu le plus intelligent et le plus créateur (qui conçoit le mieux le travail et l'utilisation des choses) et le plus apte au commandement (non par sa force physique, mais par son énergie) exerce sur l'individu dont les aptitudes sont moins étendues une action qui le contraigne à accepter la loi du travail » (4e éd., in *Œuvre économique I*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1924, p. 163). C'est dans le même esprit que, dans *Le Père* (1913), il soutient, après tant d'autres gens de droite, que « le père, en fondant la famille, fonde la cité, car la famille est l'âme même de la cité » – vieux thème du roi-père de ses sujets, que Rousseau, en son temps, avait déjà réfuté.

12. Ibid., p. XLI.

13. *D'un siècle à l'autre*, op. cit., p. 239.

14. *L'homme qui vient*, op. cit.

15. Op. cit., p. 8.

16. *La révolution sociale ou le roi. Royalisme et syndicalisme, le préjugé républicain, la révolution sociale, le roi, la monarchie corporative*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1908, p. 25.

17. Cf. Jean Rivain, « L'avenir du syndicalisme », in *L'Action française*, Paris, 15 septembre 1908.

18. *La monarchie et la classe ouvrière*, Nouvelle Libraririe nationale, Paris 1909, p. 230.

19. Ibid., p. 124.

20. Ibid., p. 70.

21. *D'un siècle à l'autre*, op. cit., p. 244.

22. Ibid.

23. Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Seuil, Paris 1978, p. 345.

24. « La bourgeoisie capitaliste », in *Cahiers du Cercle Proudhon*, 5-6, 1913.

25. *La révolution nationale*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1924, p. 63.

26. Op. cit., pp. 87-88. Le texte cité de Valois est paru dans la *Revue critique des idées et des livres*, 25 mai 1908, p. 248.

27. Allen Douglas, *From Fascism to Libertarian Communism. Georges Valois against the Third Republic*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles 1992, p. 26.

28. Georges Sorel, « L'Etre et le devenir », in *Histoire et philosophie sociales*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1924, pp. 5-24.

29. Alessandra La Rosa, « Il sindacalismo rivoluzionario e la sua riformulazione: Berth e Valois », in Paolo Patsori et Giovanna Cavallari (éd.), *Georges Sorel nella crisi del liberalismo europeo*, Università degli studi di Camerino, Camerino 2001, p. 179.

30. *Les méfaits des intellectuels*, op. cit.

31. Op. cit.

32. *D'un siècle à l'autre*, op. cit., p. 135.

33. *Un nouvel âge de l'humanité*, Librairie Valois, Paris 1929.

34. Cf. Marion de Flers, « "Le Mouvement socialiste" (1899-1914) », in *Cahiers Georges Sorel*, 5, 1987, pp. 49-76.

35. Cf. Hubert Lagardelle, « Le congrès de Bourges et le socialisme ouvrier », in *Le Mouvement socialiste*, 1er novembre 1904.

36. Cf. Pierre Dormoy, « Syndicalisme et action politique », in *Le Mouvement socialiste*, 1er avril 1905.

37. Notes additionnelles à *L'avenir socialiste des syndicats*, in *Le Mouvement socialiste*, 1er-15 septembre 1905.

38. Archives familiales communiquées à l'auteur. Sur Edouard Berth, cf. René Simon, *Edouard Berth, disciple de Georges Sorel, anti-intellectualiste et antidémocrate de gauche*, mémoire de DES, Faculté de Droit de Paris, Paris 1961 ; Jules Levey, *The Sorelian Syndicalists: Edouard Berth, Georges Valois, and Hubert Lagardelle*, thèse de doctorat, Columbia University, New York 1967 ; Alain Menegaldo, *Rôle et place des intellectuels dans le mouvement ouvrier chez Georges Sorel et Edouard Berth*, thèse de doctorat de 3e cycle, Université Paris VIII, Paris 1982 ; Cécile Laborde, « Syndicalism against the State. Libertarianism in the Thought of Edouard Berth and His Contemporaries », in *The European Legacy*, septembre 1998, pp. 66-85 ; Michel Vincent, *Edouard Berth (1875-1939). Essai de biographie intellectuelle*, mémoire de maîtrise, Université Paris I, Paris 2003. De Cécile Laborde, cf. aussi son livre *Pluralist Thought and the State in Britain and France, 1900-25*, Palgrave Macmillan, 2000 (sur Edouard Berth, Maxime Leroy, Harold Laski, Léon Duguit, etc.), ainsi que son article : « The Concept of the State in British and French Political Thought », in *Political Studies*, XLVIII, 3, juin 2000, pp. 540-557.

39. Fabien Desmeaux, *L'idée de progrès dans l'œuvre de Georges Sorel. Signification et controverses*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq 2003, pp. 421-422.

40. Edouard Berth, *Dialogues socialistes*, Librairie G. Jacques et Cie, Paris 1901 ; *Les nouveaux aspects du socialisme*, Marcel Rivière, Paris 1908 (2e éd. rév. et augm. sous le titre *Les derniers aspects du socialisme*, Marcel Rivière, Paris 1923).

41. *Les nouveaux aspects du socialisme*, op. cit., p. 36.

42. *Les derniers aspects du socialisme*, op. cit., p. 76.

43. Ibid., p. 73. Cf. aussi Edouard Berth, *Guerre des Etats ou guerre des classes*, Marcel Rivière, Paris 1924, p. 169.

44. Cf. Charles Maurras, *Mademoiselle Monk*, paru pour la première fois en 1905 dans *L'avenir de l'intelligence*, et *Si le coup de force est possible*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1910, écrit en collaboration avec Henri Dutrait-Crozon, pseudonyme de Frédéric Delebecque et Georges Larpent, qui a d'abord été publié dans la revue *L'Action française* entre janvier et mars 1908.

45. *La Nouvelle Revue*, janvier-février 1896, pp. 168-170.

46. Cf. par exemple « Le Roi et les provinces », in *Revue fédéraliste*, 100, 1928.

47. Cf. Renzo Ragghianti, « Critique du modèle jacobin chez Georges Sorel », in *Cahiers Georges Sorel*, 4, 1986, pp. 26-38.

48. *L'Action française*, 1[er] août 1902.

49. Cf. Jean Rivain, « Les socialistes antidémocrates », in *L'Action française*, 1[er] et 15 mars 1907 ; « L'avenir du syndicalisme », art. cit.

50. Sur les ouvertures de l'Action française en direction des milieux ouvriers, cf. surtout Paul M. Mazgaj, *The Action Française and Revolutionary Syndicalism*, North Carolina University Press, Chapel Hill 1979. Cf. aussi George L. Mosse, « The French Right and the Working Classes », in *Journal of Contemporary History*, juillet-octobre 1972, pp. 185-205 ; Béatrice Çakiroglu, *Les monarchistes révolutionnaires. Recherches sur « l'aile gauche » de l'Action française, 1906-1914*, thèse de doctorat de 3[e] cycle, Ecole des Hautes études en sciences sociales, Paris 1976 ; Bertrand Renouvin, *Charles Maurras, l'Action française et la question sociale*, SNPF, Paris 1982.

51. Les quatre articles de Maurras ont été réédités récemment sous forme de brochure : Charles Maurras, *La République, la bourgeoisie et la question ouvrière*, Ars Magna, Nantes 2006. Sur les événements de Draveil, cf. Jacques Julliard, *Clemenceau briseur de grèves. L'affaire de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges*, Julliard, Paris 1965.

52. Op. cit., p. 96.

53. Hubert Lagardelle avait participé en avril 1905 au congrès de fondation de la SFIO, en tant que délégué de l'Ariège, avant d'adhérer au parti socialiste l'année suivante, ce que Sorel lui avait reproché. Mais les relations entre les deux hommes s'étaient déjà tendues depuis quelque temps. En 1904, Sorel avait recommandé à Lagardelle d'abandonner la publication du *Mouvement socialiste*, revue qui, disait-il, ne fait que manifester l'« impuissance du parti révolutionnaire ». Le 26 novembre 1904, il écrivait à Berth : « Je suis, en effet, à peu près décidé à ne plus écrire rien sur le socialisme et, à plus forte raison, à ne plus écrire dans des revues socialistes ». Le 20 décembre 1908, toujours à Berth et à propos du *Mouvement socialiste*, Sorel affirme que la revue « a tourné à tous les vents au gré des inspirations de jeunes ambitieux qui voulaient se faire connaître et qui lâchaient ensuite la revue quand ils croyaient en avoir tiré tout le parti possible ».

54. Georges Sorel, « Le modernisme dans la religion et dans le socialisme », in *Revue critique des idées et des livres*, 10 août 1908, pp. 177-204.

55. Georges Sorel, « La disfatta dei "mufles" », in *Il Divenire sociale*, 16 juillet 1909, pp. 177-181. Texte repris in Georges Sorel, *Decadenza parlamentare*, éd. par Marco Gervasoni, M&B, Milano 1998, pp. 128-136.

56. Jean Variot, *Propos de Georges Sorel*, Gallimard, Paris 1908, p. 123.

57. Cf. Pierre Andreu, « A propos d'un article de Sorel sur Péguy », in *L'Amitié Charles Péguy*, janvier-mars 1986, pp. 45 ff. L'article a été publié le même jour en italien dans *La Voce*. On notera qu'un long entretien avec Sorel, également réalisé par Georges de Maizières, était paru quelques semaines plus tôt, le 11 janvier 1910, dans *Le Gaulois*.

58. « Le procès de la démocratie », in *Revue de métaphysique et de morale*, janvier 1910, pp. 135-136.

59. Pierre Andreu, *Notre maître, M. Sorel*, Grasset, Paris 1953, pp. 75 et 81.

60. Les lettres adressées par Georges Sorel à Edouard Berth entre 1904 et 1922, remises en 1949 à Pierre Andreu, qui se proposait de les faire paraître lui-même (en liaison avec l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam) et en avait rédigé une substantielle présentation, ont été publiées beaucoup plus tard, dans les *Cahiers Georges Sorel* (3, 1985, pp. 77-154 ; 4, 1986, pp. 79-139 ; 5, 1987, pp. 143-204 ; 6, 1988, pp. 101-163), avec le texte de Robert Aron et des annotations complémentaires de Michel Prat.

61. François Huguenin, *A l'école de l'Action française. Un siècle de vie intellectuelle*, J.C. Lattès, Paris 1998, p. 211.

62. Mais on peut, là aussi, douter de l'explication qu'en donne François Huguenin : « Vraisemblablement parce que Maurras se place au-dessus de Sorel et que Sorel, de son côté, n'est pas un homme de dialogue mais

plutôt un homme d'idéologie » (ibid., p. 208).

63. Présentation des lettres de Sorel à Edouard Berth, in *Cahiers Georges Sorel*, Paris, 3, 1985, p. 95.

64. Edouard Berth, « La Réforme et la Critique positive », in *Revue critique des idées et des livres*, 10 octobre 1910.

65. *Revue critique des idées et des livres*, 10 avril 1911. Edouard Berth, qu'un concours de circonstances avait empêché d'envoyer à Valois sa réponse à l'enquête de 1908, la fera paraître, sous le pseudonyme de Jean Darville, dans la deuxième édition : *La monarchie et la classe ouvrière*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1914 (avec une nouvelle préface : « Les enseignements de cinq ans, 1909-1914 », réponse à Jean Darville).

66. Ce texte a été intégralement reproduit in Pierre Andreu, *Notre maître, M. Sorel*, op. cit., pp. 320-323. Il est suivi, pp. 325-326, d'une lettre de Sorel à Charles Maurras, datée du 6 juillet 1909. Ces documents ne figurent pas dans la 2e édition (*Georges Sorel entre le rouge et le noir*, Syros, Paris 1982).

67. L'article de Sorel, « L'Indépendance française », a également été reproduit in Pierre Andreu, *Notre maître, M. Sorel*, op. cit., pp. 327-331.

68. C'est en réponse à Jean Variot que Péguy, dans les *Cahiers de la Quinzaine* du 17 juillet 1910, tint à rappeler (c'était le titre de son article) « Qu'il y a eu un héroïsme républicain » et que « des hommes sont morts pour la liberté comme des hommes sont morts pour la foi ». Variot moquait le suffrage universel. Péguy lui répond dans ce beau texte : « Ces élections aujourd'hui vous paraissent une formalité grotesque, universellement menteuse, truquée de toutes parts. Et vous avez le droit de le dire. Mais des hommes ont vécu, des hommes sans nombre, des héros, des martyrs, et je dirai des saints – et quand je dis des saints, je sais peut-être ce que je dis, – des hommes ont vécu sans nombre, héroïquement, saintement, des hommes ont souffert, des hommes sont morts, tout un peuple a vécu pour que le dernier des imbéciles aujourd'hui ait le droit d'accomplir cette formalité truquée. Ce fut un terrible, un laborieux enfantement. Ce ne fut pas toujours du dernier grotesque. Et des peuples autour de nous, des peuples entiers, des races travaillent du même enfantement douloureux, travaillent et luttent pour obtenir cette formalité dérisoire. Ces élections sont dérisoires. Mais il y eut un temps, mon cher Variot, un temps héroïque où les malades et les mourants se faisaient porter dans des chaises pour aller déposer leur bulletin dans l'urne. Déposer son bulletin dans l'urne, cette expression vous paraît aujourd'hui du dernier grotesque. Elle a été préparée par un siècle d'héroïsme. Non pas d'héroïsme à la manque, d'héroïsme littéraire. Par un siècle du plus incontestable, du plus authentique héroïsme. Et je dirai du plus français ».

69. Citons notamment *Les amis d'Edouard* (1911), *Les hasards de la guerre* (1913), *Jadis et aujourd'hui* (1921), *Le galant voyageur* (1926), *Quelques mots sur Courteline* (1927), *Liberté, liberté chérie* (1931), *Le Prince de Hombourg* (1936), *Les brigands de la mer* (1936), *La légende et la vérité de Charles Péguy* (1943), etc.

70. Sa comédie musicale *La belle de Haguenau*, musique de Maurice Fouret, fut représentée le 21 février 1924 au Trianon Lyrique. Trois autres comédies suivirent : *L'aventurier* (1925), *La crise* (1925) et *La mauvaise conduite*, qui fut créée en 1931 au Théâtre du Vieux-Colombier, fondé par Jacques Copeau, dont on verra plus loin qu'il fut un temps son ennemi juré !

71. Variot avait fait de longs séjours en Autriche et en Allemagne, où il s'était familiarisé avec les expériences théâtrales de Gordon Craig, Appia, Erler, Littmann, et surtout de Georg Fuchs. Ses décors, qui se veulent le contraire d'un commentaire de l'œuvre représentée, s'efforcent de ramener lumière, couleur et musique à une constante unité. Le succès de la pièce sera triomphal. On devra également à Variot les décors de *La brebis égarée* de Francis Jammes (1913), de *L'Otage* de Claudel (juin 1913) et ceux du *Hamlet* de Shakespeare, représenté en 1913 au Théâtre Antoine.

72. L'ouvrage ne compte pas moins de 325 récits, dont 71 relatifs à la ville de Strasbourg. Aux récits recueillis par Stöber (grâce à l'aide de Louis Schneegans, alors archiviste-bibliothécaire de la ville de Strasbourg), Variot ajouta quelques légendes supplémentaires. Jean Variot est mort en 1962. Cf. Jean Mabire, « Jean Variot, un curieux compagnon alsacien de Sorel et de Péguy », in *Que lire ?*, vol. 6, Irminsul, Lyon 2001, pp. 285-288.

73. Op. cit. L'ouvrage se compose en fait de propos notés ou reconstruits sur le tard, dont on a parfois contesté l'entière authenticité. Cf. Shlomo Sand, *L'illusion du politique*, Découverte, Paris 1985, pp. 15-17. Louis Gillet dira néanmoins : « J'y retrouve notre Sorel tel que nous avions coutume de le voir aux Jeudis de Péguy ».

74. C'est dans le même esprit que, quelques semaines plus tard, le 24 avril 1910, Sorel écrit à Berth, qui lui a soumis son article sur Péguy : « Valois ne demanderait pas mieux que de faire publier cet article dans la *Revue critique des idées et des livres* ; mais j'estime qu'il est dangereux pour vous de vous compromettre à fond avec les amis de Valois ».

75. Géraud Pourmarède, « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », in *Mil neuf cent*, 12, 1994, p. 63.

76. Hubert Lagardelle, *Le Mouvement socialiste*, octobre 1910.

77. Hubert Lagardelle, *Le socialisme ouvrier*, Giard et Brière, Paris 1911.

78. Lettre inédite, en notre possession.

79. *Propos de Georges Sorel*, op. cit., pp. 260-61.

80. *D'un siècle à l'autre*, op. cit., p. 254.

81. Cf. Georges Valois (éd.), *Basile ou la politique de la calomnie. Sténographie des dépositions, débats et plaidoiries des procès en diffamation entre Georges Valois et l'Action française*, Librairie Valois, Paris 1927, pp. 61-63.

82. Ibid., p. 191.

83. Cité par Pierre Andreu, *Notre maître, M. Sorel*, op. cit., pp. 329-331.

84. Dans *L'Indépendance* du 1er octobre 1911, Sorel publie un compte rendu très critique d'un livre de Léon de Montesquiou sur Bonald édité par l'Action française. Il y conclut que le célèbre doctrinaire contre-révolutionnaire n'est qu'un vulgaire dialecticien dépourvu de tout sens historique.

85. Dès 1912, Sorel avait déjà confié à Berth avoir « bien envie de […] cesser de collaborer à *L'Indépendance* », trouvant « l'esprit de la majorité des jeunes rédacteurs fort compromettant pour un vieil homme tel que je suis ».

86. Cf. notamment Jean Variot, « L'abbaye laïque de Pontigny », in *L'Indépendance*, 1er novembre 1911 ; Georges Sorel, « A l'enseigne de l'idéal », ibid., 1er janvier 1912 ; Jean Variot, « A propos d'un article de M. Francis Vielé-Griffin », ibid., 1er avril 1912 ; Jean Variot, « "La Nouvelle Revue française" contre Francis Jammes », ibid., 15 novembre 1912.

87. Jacques Copeau, né en 1879, a été l'un des principaux créateurs du théâtre contemporain. A l'automne 1913, il fonde le Théâtre du Vieux-Colombier, où il impose, aidé de comédiens comme Louis Jouvet et Dullin, un style épuré qui suscitera l'admiration de Léon Daudet. Il sera brièvement administrateur de la Comédie-Française de mai 1940 à janvier 1941. Il mourra en 1949. Cf. Paul-Louis Mignon, *Jacques Copeau*, Julliard, Paris 1993.

88. Le discours prononcé par Georges Valois au moment de la création du Cercle Proudhon est conservé aux archives Valois aujourd'hui déposées au Centre d'histoire de Sciences Po (cote VA 21-22). Sur le Cercle Proudhon, cf. Georges Navet, *Le Cercle Proudhon, 1911-1914. Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française*, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris 1987 ; « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », in *Mil neuf cent*, 10, 1992, pp. 46-63 ; Géraud Poumarède, *Le Cercle Proudhon : une synthèse impossible ? 1911-1914*, mémoire de maîtrise, Université de Paris I, Paris 1992 ; « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », in *Mil neuf cent*, 12, 1994, pp. 51-86.

89. Cf. Georges Valois, « Notre première année », in *Cahiers du Cercle Proudhon*, 2, mars-avril 1912, p.

157.

90. Durant l'été 1911, lors de son emprisonnement, la *Revue critique* lance une pétition pour que lui soit attribué le régime de prisonnier politique. La pétition est signée par un nombre impressionnant de personnalités, dont Guillaume Apollinaire, Frédéric Mistral, Francis Carco, Paul Fort, Pierre Loti, Francis Jammes, Emile Faguet, Paul Bourget, etc.

91. Maurras, avec qui il avait sans succès tenté de se réconcilier lors de sa mobilisation, lui décernera le titre de « prince de la jeunesse » dans la préface qu'il rédigera pour un recueil de ses textes, *Vingt ans en 1914. Etudes politiques et littéraires, portraits et polémiques, lettres de guerre*, édité en 1920 par la Nouvelle Librairie nationale (pp. VII-XV). Cette préface, republiée par Maurras dans *Tombeaux* (1921), a été reprise comme postface à la réédition des *Cahiers du Cercle Proudhon* publiée en 1976 par le Centre d'études de l'Agora. En 1917, Maurice Barrès consacrera lui-même plusieurs pages de ses *Familles spirituelles de la France* à cet « oiseau des tempêtes », cette « pierre du torrent, pleine d'étincelles ». En 1924, Valois citera Henri Lagrange parmi les dédicataires de son essai sur *La révolution nationale*. « La nouvelle génération fut manifestement marquée du signe de son sacrifice. J'ai vu tout frémissant d'une impatience sacrée le jeune Lagrange pareil à un pressentiment vivant », fera dire Bernanos à l'un des personnages de son livre *Sous le soleil de Satan* (1926). Sur Henri Lagrange, cf. aussi Pierre Andreu, « Demain sur nos tombeaux », in *Combat*, avril 1936.

92. « Notre première année », art. cit., p. 157.

93. Ibid., pp. 126-127.

94. Géraud Poumarède, « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », art. cit., p. 65.

95. Ibid., p. 69.

96. Cette liste diffère légèrement de celle qui a été publiée dans la *Revue critique des idées et des livres* du 10 janvier 1912. Celle-ci ne mentionne pas les noms de Marius Riquier ni d'Albert Vincent, mais cite ceux d'Albert Delafosse, Pierre Galland et Jean Herluison, qui ne figurent pas sur la déclaration initiale.

97. Georges Valois, « Notre deuxième année », in *Cahiers du Cercle Proudhon*, 5-6, juillet 1913, p. 255. Yves Guchet souligne, lui aussi, que « ceux qui demeureront profondément persuadés que la société à créer devra à la fois réaliser politiquement la monarchie et socialement une économie nouvelle, dont le syndicat professionnel serait l'épine dorsale, se rassembleront autour de la *Revue critique*, dont les positions s'écarteront progressivement de *L'Action française*, jusqu'à la rupture de 1914 » (op. cit., p. 97).

98. Il est également le beau-frère de Jean Rivain, ancien directeur de la *Revue critique*, à qui il semble devoir son poste de rédacteur en chef. Tous deux ont en effet épousé des filles du comte de Courville, directeur des usines du Creusot, dont l'épouse fut une grande amie de Maurras. Eugen Weber l'a décrit comme un « poète égaré dans un bureau du ministère de la Guerre » (*L'Action française*, Fayard, Paris 1985, p. 99).

99. La première série a fait l'objet de deux rééditions en fac-similé, en plus de celle que nous présentons ici : *Les Cahiers du Cercle Proudhon*, coll. « Lire et relire », Centre d'études de l'Agora, Paris 1976, 276 p., préface de Pierre Andreu, postface de Charles Maurras (reproduction en fac-similé des 6 numéros parus) ; *Cahiers du Cercle Proudhon*, 4 fascicules, Ars Magna, Nantes s.d. [ca. 1995], 55 p., 48 p., 72 p. et 100 p.

100. Pierre-Joseph Proudhon, *Les femmelins. Les grandes figures romantiques*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1912, présentation de Henri Lagrange. Sous un titre assez parlant, il s'agit d'une violente charge contre les romantiques, rejoignant sur certains points la critique qu'en avait faite Maurras dans *Les amants de Venise* (1902). Constituant le premier volume de la « Collection du Cercle Proudhon », l'ouvrage a été réédité en 1989 aux éditions A l'écart, avec une présentation de Tanguy L'Aminot, spécialiste de Jean-Jacques Rousseau.

101. Op. cit., p. 214.

102. Ibid., p. 216.

103. Op. cit., p. 102.

104. « Les satellites de la ploutocratie », in *Cahiers du Cercle Proudhon*, 5-6, 1913.

105. Il n'est pas impossible que Georges Bernanos ait lui aussi participé épisodiquement aux activités du Cercle Proudhon. C'est ce que laisse entendre un passage des *Grands cimetières sous la lune* (Plon, Paris 1938) où, contre toute vraisemblance, il n'hésite pas à s'attribuer la paternité du Cercle : « Nous n'étions pas des gens de droite. Le cercle d'études sociales que nous avions fondé portait le nom de Cercle Proudhon, affichant ce patronage scandaleux. Nous formions des vœux pour le syndicalisme naissant. Nous préférions courir les chances d'une révolution ouvrière, que compromettre la monarchie avec une classe demeurée, depuis un siècle, parfaitement étrangère à la tradition des aïeux » (p. 58).

106. Georges Valois, « Pourquoi nous rattachons nos travaux à l'esprit proudhonien », in *Cahiers du Cercle Proudhon*, janvier-février 1912, pp. 38-39.

107. « Notre deuxième année », art. cit., p. 271.

108. « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », art. cit., p. 79.

109. L'article, signé Jean Darville, paraîtra dans les *Cahiers* de janvier-février 1912, pp. 9-28.

110. Cité par Pierre Andreu, *Notre maître, M. Sorel*, op. cit., p. 86.

111. Ibid.

112. Curieusement, le 11 septembre 1914, alors que les *Cahiers* auront déjà cessé de paraître depuis plusieurs mois, parlant d'un texte qu'il a écrit sur l'organisation de la démocratie, Georges Sorel écrira cependant à Berth : « Si Rivière ne veut pas l'utiliser pour le volume *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, je voudrais bien qu'il pût paraître dans les *Cahiers du Cercle Proudhon* ».

113. Maxime Leroy, « Le retour à Proudhon », in *La Grande Revue*, Paris, avril 1912, p. 614.

114. *L'Action française*, 15 juillet 1902, pp. 145-152.

115. Louis Dimier, *Les maîtres de la Contre-Révolution au XIXe siècle*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1907, p. 280.

116. Cf. *L'Action française*, 18 janvier 1909.

117. Charles Maurras, *La démocratie religieuse*, [1913], Nouvelles Editions latines, Paris 1978, p. 482.

118. Ibid., p. 478.

119. « Maurras était si peu enclin à porter son attention sur les problèmes économiques, confirme Yves Guchet, que les quelques pages – mettant en relief le caractère *français* de la pensée de Proudhon – qu'il donna au premier *Cahier du Cercle Proudhon*, pourtant fondé pour l'étude de l'économie nouvelle, n'évoquent que l'hostilité de l'auteur de la *Fédération en Italie* au principe des nationalités » (op. cit., p. 96).

120. *La démocratie religieuse*, op. cit., p. 486.

121. « Proudhon et les droites. De l'Action française à Uriage », in *Mil neuf cent*, 10, 1992, p. 71.

122. Cf. à ce sujet Gaëtan Pirou, *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*, A. Rousseau, Paris 1910.

123. Cette lettre a été publiée pour la première fois in *La Nation française*, Paris, 31 octobre 1956. Sorel en adressa une copie à Edouard Berth le 1er janvier 1912.

124. Edouard Berth, « Proudhon », in *Cahiers du Cercle Proudhon*, 1, janvier-février 1912, p. 10.

125. Ibid., p. 18.

126. Ibid., p. 20.

127. Edouard Berth, « Le centenaire de Proudhon, 1809-1909 », in *Le Mouvement socialiste*, février 1909, pp. 52 et 55.

128. En 1912, Berth s'élèvera lui aussi contre la récupération de Proudhon par le radical-socialiste Célestin Bouglé – dont Sorel, qui le considérait comme un « sot », avait déjà fait l'une de ses têtes de Turc –, lui reprochant d'imaginer « un Proudhon à son image » et de vouloir faire croire que, « si Proudhon ressuscitait, ce n'est ni au syndicalisme révolutionnaire ni à l'Action française qu'il adhérerait, mais bien au parti radical-socialiste » (« Proudhon en Sorbonne », in *L'Indépendance*, 1er avril 1912, pp. 122-140). Ce texte a été réimprimé dans la *Revue française d'histoire des idées politiques*, Paris, 17, 1er sem. 2003, pp. 149-160.

129. Georges Navet, « Le Cercle Proudhon (1911-1914). Entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Action française », art. cit., p. 61. Cf. aussi *Proudhon, l'éternel retour*, n° spécial de *Mil neuf cent*, 10, 1992.

130. Henri Massis, pour ne citer que lui, tout en reconnaissant que Sorel était devenu l'« un des maîtres de la jeunesse intellectuelle », écrivait début 1910 : « Il nous semble que les possibilités qu'un Georges Sorel nous propose sont loin d'être une description même approchée du réel. Les faits se confrontent mal avec ses thèses » (« Les idées sociales de M. Georges Sorel », in *Mercure de France*, 16 février 1910, p. 621).

131. Eugen Weber, *L'Action française*, op. cit., pp. 99-102. Cf. aussi Paul Sérant, *Les dissidents de l'Action française*, Copernic, Paris 1978, pp. 20-23.

132. *D'un siècle à l'autre*, op. cit., p. 257.

133. Jean-Claude Valla, *Georges Valois, de l'anarcho-syndicalisme au fascisme*, Librairie nationale, Paris 2003, p. 88.

134. Ibid., p. 88.

135. Préface à la 2e édition de *La monarchie et la classe ouvrière*, Nouvelle Librairie nationale, Paris 1914, p. CXIII.

136. *Les méfaits des intellectuels*, op. cit.

137. On trouve parfois des critiques analogues chez Sorel, comme lorsqu'il écrit à Berth, le 12 novembre 1909 : « Je crois que les Juifs ont juré de me boycotter ». Mais ces critiques ne s'articulent jamais en doctrine. De Sorel, James H. Meisel a pu dire très justement : « Il n'aime pas les Juifs, mais il n'aime pas non plus, ou encore moins, l'antisémitisme » (*The Genesis of Georges Sorel*, George Wahr, Ann Arbor 1951, p. 89). Le propos pourrait aussi bien s'appliquer à Edouard Berth. A Urbain Gohier qui, comme beaucoup d'hommes d'extrême droite, ne voulait voir dans le bolchevisme qu'une « manifestation de la puissance juive conspirant contre l'ordre du monde », Berth réplique en 1923 qu'« il y a des Juifs dans tous les grands mouvements sociaux » (*Derniers aspects du socialisme*, op. cit., p. 32). « Si *la phobie du Juif* ne l'égarait pas, ajoute-t-il à propos de Gohier, il apercevrait la grandeur morale de ces communistes russes » (ibid.).

138. *Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p. 313.

139. Op. cit., p. 124.

140. *Les méfaits des intellectuels*, op. cit.

141. « La démocratie se dit *une et indivisible*, écrit-il en 1923 ; elle est plus jalouse de tout pouvoir concurrent ou rival que ne le fut jamais l'ancienne monarchie […] et le droit divin, qu'il soit celui d'un seul ou de la multitude, reste toujours le droit divin » (*Derniers aspects du socialisme*, op. cit., p. 44). Et en 1927 : c'est « la monarchie absolue de Louis XIV, le "roi bourgeois", qui, après Richelieu, achève de centraliser la France sous sa forte main et de domestiquer la noblesse, consommant ainsi la destruction de la féodalité, avant que la

Révolution française ne vienne la porter en terre et construire, sur ses ruines, notre actuel Etat moderne » (*La fin d'une culture*, Marcel Rivière, Paris 1927, p. 6).

142. Denis Mourgues, « Approche de Georges Valois », in *Contre-Révolution*, mai 1979, p. 12.

143. Op. cit., p. 238.

144. Op. cit., p. 95.

145. Cf. le livre de l'abbé Jules Pierre, *Réponse à M. Maurras. L'Action française et ses directives païennes*, Charles Amat, Paris 1914. Du même auteur : *L'immoralisme de M. Charles Maurras ou trente années de guerre contre la morale chrétienne*, Marcel Giard, Paris 1927.

146. Le texte est d'abord paru en Italie : « Chiarimenti su Lenin », in *Il Resto del Carlino*, 23 juillet 1919

147. Emile Sicard (éd.), *Charles Maurras*, n° spécial de la revue *Le Feu. Organe du régionalisme méditerranéen*, Aix-en-provence, 1er mai 1918). Les textes seront repris l'année suivante sous la forme d'un livre : Emile Sicard (éd.), *Charles Maurras. Poèmes – portraits, jugements et opinions*, Société de la revue « Le Feu », Aix-en-Provence, et Nouvelle Librairie nationale, Paris 1919.

148. *D'un siècle à l'autre*, op. cit., pp. 265 et 271.

149. *La monarchie et la classe ouvrière*, 2e éd., 1914, op. cit., pp. 362-363.

150. Georges Valois, « La coordination des forces nationales », in *Cahiers des Etats-Généraux*, II, 1923, 6, p. 132.

151. Georges Valois, *Œuvre économique I*, op. cit., pp. 330-331.

152. Georges Valois, « Vive Proudhon, contre Marx », *L'économie nouvelle* [1919], 4e éd., in *Œuvre économique I*, op. cit., p. 83.

153. Ibid., p. 247.

154. Ibid., pp. 246-247.

155. Cf. Jeffrey Herf, *Reactionary Modernism. Technology, Culture, and Politics in Weimar and the Third Reich*, Cambridge University Press, New York 1984.

156. *Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p. 23.

157. *Derniers aspects du socialisme*, op. cit., p. 105.

158. *Guerre des Etats ou guerre des classes*, p. 10.

159. Ibid., p. 35.

160. Ibid., p. 165.

161. Ibid., p. 112. Berth reviendra sur cette idée dans son dernier livre : « Le *grand idéaliste* qu'était Proudhon n'eût rien compris à cette espèce de *patriotisme territorial*, qui ramène la patrie à n'être plus qu'un *corps sans âme* et qui n'est, au fond, que le signe de cette honteuse prépotence des intérêts matériels qui a châtré l'âme de nos contemporains […] "Là où est la justice, là est la patrie", dit-il ; "si ma patrie divorce d'avec la justice, je divorce d'avec ma patrie" – pareil à ces grands chrétiens, pour qui une patrie sans Dieu n'est plus la patrie, ou à ces grands royalistes, pour qui la France sans le Roi n'est plus la France, et qui préfèrent l'exil et l'émigration à la désertion de leur idéal » (*Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*, Marcel Rivière, Paris 1932, pp. 103-104). On voit le chemin parcouru depuis l'époque où Berth, dans *Les méfaits des intellectuels*, écrivait lui-même que « le vrai patriotisme, l'*Action française* a bien raison de le dire, est

territorial »…

162. Ibid., p. 311.

163. Ibid., pp. 26-27.

164. Ibid., pp. 28-31.

165. Ibid., pp. 41-42.

166. Ibid., p. 339.

167. Il a lui-même traduit en français des œuvres de Karl Kautsky (*Parlementarisme et socialisme. Etude critique sur la législation directe par le peuple*, Librairie G. Jacques et Cie, Paris 1900 ; *La lutte des classes en France en 1789*, Librairie G. Jacques et Cie, Paris 1901) et de Karl Marx (« La question juive », in *Etudes socialistes*, 1901, pp. 31-53 ; *La guerre civile en France : la Commune de Paris*, Librairie de L'Humanité, Paris 1925).

168. *Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p. 55.

169. Ibid., p. 131. Cf. aussi p. 346 : « Tout ce contre quoi l'esprit allemand s'est levé avec un profond dégoût, tout cela est incontestablement d'origine anglaise. Les Français ne furent que les imitateurs et les acteurs de ces idées, comme ils en furent les meilleurs soldats et malheureusement aussi les premières et plus complètes victimes ».

170. Ibid., pp. 119 et 126.

171. Ibid., p. 24.

172. Ibid., p. 134.

173. *La fin d'une culture*, op. cit., p. 120.

174. *Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p. 269.

175. Ibid., p. 292.

176. Ibid., p. 270.

177. Ibid., pp. 288-289.

178. Ibid., p. 237.

179. Ibid., p. 236.

180. Ibid., p. 199

181. Madeleine, née le 22 juillet 1913, mariée en 1932, veuve depuis 2002, et qui vit encore aujourd'hui à Paris, avec une nombreuse descendance. Les deux autres filles d'Edouard Berth et de son épouse s'appelaient Suzanne, née le 15 juillet 1901, mariée en 1921 et décédée en 2000, et Jeanne, née le 16 mai 1909, entrée dans les ordres (aux Dames du Cénacle) en 1932, décédée en 1999.

182. *Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p. 33.

183. Ibid., p. 184.

184. Ibid., p. 205.

185. Ibid., p. 325.

186. Ibid., p. 239.

187. *L'homme qui vient*, op. cit., p. 160.

188. Allen Douglas, op. cit., p. 27.

189. Allen Douglas pense qu'il a perdu la foi entre 1927 et 1930 (ibid., p. 174).

190. Georges Valois, *Guerre ou révolution*, Librairie Valois, Paris 1931, p. 144-145.

191. Il est assez difficile de reconstruire exactement les rapports de Valois avec Maurras, compte tenu de la polémique qui les opposa à partir de 1925, chaque partie ayant évidemment présenté à sa façon leurs relations passées. Jean-Claude Valla a en outre tout à fait raison de signaler que Valois, dans ses livres de souvenirs, a toujours eu « une fâcheuse tendance à réécrire l'histoire, la petite comme la grande, à donner à ses revirements des explications trop exclusivement personnelles, à régler des comptes et à rejeter sur d'autres la responsabilité de ses échecs » (op. cit., p. 7).

192. Georges Valois, *L'homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans, 1918-1928*, Librairie Valois, Paris 1928, pp. 197-198.

193. Ibid., p. 97.

194. Ibid., pp. 350-370.

195. Edouard Berth, *Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*, Marcel Rivière, Paris 1932, p. 83.

196. Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, op. cit. ; *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Seuil, Paris 1983. Cf. aussi Zeev Sternhell, M. Sznajder et M. Asheri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Fayard, Paris 1989.

197. James Gregor, *Young Mussolini and the Intellectual Origins of Italian Fascism*, University of California Press, Berkeley 1979.

198. Robert Soucy, *Le fascisme français, 1924-1933*, PUF, Paris 1989.

199. « Le Cercle Proudhon ou l'impossible synthèse », art. cit., p. 54.

200. *La droite révolutionnaire*, op. cit., p. 406.

201. Michael Freund, *Georges Sorel. Der revolutionäre Konservatismus*, Vittorio Klostermann, Frankfurt/M. 1932.

202. *Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*, op. cit., pp. 177-178.

203. Ibid., p. 194. Cf. aussi p. 197-200.

204. Yves Guchet, *Georges Sorel, 1847-1922. Serviteur désintéressé du prolétariat*, L'Harmattan, Paris 2001.

205. *Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p. 19.

206. Ibid., pp. 153-154.

207. Ibid., pp. 13-14.

208. Ibid., p. 153.

209. Ibid., p. 11. On retrouve des propos analogues dans son article sur Lénine de 1924 : « Demandons seulement pardon à la mémoire de Lénine de le comparer à un Mussolini, et d'accoler son nom, ne fût-ce qu'une minute, à celui d'un histrion, d'un pitre et d'un cabotin » (*Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*, op. cit., p. 239).

210. Ibid., pp. 239-242.

211. Op. cit., p. 31. Cette affirmation est nuancée par la suite (note 43, p. 269).

212. *Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*, op. cit., p. 176. Cf. aussi *Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p. 19.

213. « Antidémocrates d'extrême gauche », in *L'Action française*, 15 juillet 1902, p. 121.

214. *Georges Valois. L'Action française — Le Faisceau – La République syndicale*, op. cit., p. 95.

215. « Conservative Thought », in Kurt H. Wolff (ed.), *From Karl Mannheim*, 2e éd., Transaction Publ., New Brunswick 1993, p. 135.

216. Op. cit., p. 212.

217. Emile Pouget, *La Confédération générale du travail*, Marcel Rivière, Paris 1908, p. 34.

218. Cf. Pierre Bourgeau, *P.J. Proudhon et la critique de la démocratie*, Editions universitaires de Strasbourg, Strasbourg 1933.

219. *Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p. 22.

220. *Les méfaits des intellectuels*, op. cit. Il ajoute que « la démocratie, qui, originellement, est un mouvement libertaire de limitation du pouvoir absolu, s'érige elle-même en pouvoir absolu et verse dans le plus complet des césarismes ».

221. *Les méfaits des intellectuels*, op. cit., p. 10.

222. Elle va d'ailleurs encore plus loin, si l'on tient compte de ce commentaire rétrospectif fait par Edouard Berth en 1924 : « Je prie qu'on veuille bien relire la réponse que je fis à Georges Valois republiant son *Enquête sur la monarchie et la classe ouvrière* et qui a paru dans les *Cahiers du Cercle Proudhon* (janvier-février 1912) ; mon lecteur verra que si je ne voyais pas alors d'inconvénient essentiel pour un syndicaliste à adhérer à la monarchie, c'est que celle-ci me paraissait plus apte à présider à une vraie lutte des classes et par conséquent à *la marche au socialisme*, que la République démocratique » (*Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p. 23). Il ajoute dans une note de bas de page, mais sans donner d'autre précision : « Mon point de vue était d'ailleurs partagé par un autre rédacteur du Cercle Proudhon qui s'est écarté de George Valois dès qu'il a vu qu'à le suivre, il risquait de manquer à son "serment" de fidélité au prolétariat » (ibid.).

223. *Le socialisme ouvrier*, op. cit., p. XIV.

224. Ibid., p. XV.

225. *Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*, op. cit., p. 24.

226. Ibid., p. 197.

227. Il existe toujours aujourd'hui un Cercle Proudhon en Suisse. En France, on peut signaler la création en 2004 d'un journal « radicalement Auvergnat et français », *Alternative*, qui se présente comme l'organe du « Cercle Proudhon de l'Action française », et celle, en 2005, d'un petit bulletin au contenu assez éclectique qui, reprenant le titre très barrésien de *La Cocarde*, se présente comme le « bulletin de liaison du Cercle Proudhon de Paris et d'Ile-de-France ».